

Les rouages du capitalisme

Christian Barsoc



**Eléments d'analyse
économique marxiste**

- La Brèche -

TABLE DES MATIERES

Introduction

Chapitre 1
La valeur et l'exploitation

Chapitre 2
L'accumulation du capital

Chapitre 3
Les fluctuations économiques

Chapitre 4
L'impérialisme et l'économie mondiale

Chapitre 5
L'alternative socialiste : éléments pour un débat

Petit guide de lecture

NB. Ce document correspond à peu de choses près au texte de la brochure parue en 1994 et aujourd'hui épuisée.

INTRODUCTION

Le tableau que présente aujourd'hui l'économie mondiale a de quoi inciter à la réflexion et à la révolte : inégalités croissantes et chômage de masse dans les pays capitalistes développés, surexploitation des travailleurs et misère de la majorité de la population dans le Tiers Monde, baisse massive de la production et paupérisation de larges secteurs de la population dans les pays de l'Est auxquels un avenir radieux était pourtant promis après la chute du mur de Berlin.

La réalité actuelle du capitalisme triomphant, ce sont donc ces monstrueux paradoxes : plus de trois millions de chômeurs officiellement décomptés en France, des jeunes réduits aux emplois précaires, alors que la durée du travail est bloquée, et que l'on repousse au contraire l'âge de la retraite. Alors que des centaines de millions de gens souffrent de la faim dans le Tiers Monde, la politique agricole de l'Europe veut réduire les surfaces cultivées. Alors que le Sida fait des ravages, on découvre (*Le Monde* du 6 mai 1994) que « *la logique économique conduit certains géants mondiaux de l'industrie pharmaceutique à abandonner la recherche d'un vaccin contre le Sida* ».

La *logique économique*, le grand mot est lâché ! La littérature économique et le discours dominant tendent de plus en plus à exclure l'économie du débat démocratique (au nom des « contraintes ») et à dénoncer comme rêverie sans intérêt, voire nuisible, la moindre critique portant sur la logique et les finalités du système. Pour les économistes qui tiennent le devant de la scène, ce monde est le seul possible.

Face à cela, on peut se sentir désarmé. Dès que l'on sort de chez soi, le « marché mondial » nous guette : Coréens et Japonais sont en embuscade. Au nom de ce nouveau « péril jaune », nous devrions serrer les rangs avec les patrons et les politiciens et accepter, en disant merci, la baisse des salaires et la dégradation des conditions de vie et d'emploi. Dans le même temps, ne craignant pas les acrobaties intellectuelles, la théorie dominante explique que l'harmonie naît de la liberté économique : que les marchandises circulent, que les prix et les salaires fluctuent sans contrainte et les meilleurs produits seront fabriqués, tandis que le chômage disparaîtra. Les mêmes ont décrété que nous vivons « au-dessus de nos moyens » et qu'il nous faudrait choisir, par exemple entre l'emploi et la protection sociale.

Pour résister aux implications proprement réactionnaires de ces discours néo-libéraux, il faut aller au-delà de l'apparente raison économique, et chercher à comprendre. Comprendre quels sont les ressorts essentiels de cette machine qui nous broie, comprendre vers quels rivages nous mène cette dérive de fin de siècle.

Nous sommes convaincus que les outils du marxisme sont plus que jamais utiles à ce travail de réflexion critique sur le monde qui nous entoure. La théorie économique n'a en effet rien d'une « science » unifiée, et la démarche de Marx, consistant à faire la critique de l'économie politique de son temps (c'est le sous-titre du *Capital*), reste d'actualité. Elle a été poursuivie et enrichie jusqu'à notre époque par les économistes qui ne sont résignés ni au capitalisme ni à la dénaturation de l'objectif d'une autre société par les dictatures bureaucratiques de l'Est.

La méthode marxiste, parce qu'elle en dévoile la réalité profonde, permet de saisir les grandes tendances du capitalisme contemporain. Ce marxisme dont nous nous réclamons ne saurait donc être un dogme intangible dont il s'agirait de préserver la pureté, puisque c'est au contraire un outil qui doit servir, pour la connaissance, et l'action.

Le projet de ce petit ouvrage est de présenter les éléments fondamentaux de l'analyse marxiste autour de cinq questions-clés qui correspondent à peu près au découpage des chapitres :

- * D'où vient la valeur des marchandises et le profit ?
- * Comment se reproduit l'économie capitaliste ?
- * Pourquoi les crises économiques ?
- * Comment fonctionne l'économie capitaliste internationale ?
- * Comment pourrait fonctionner une économie socialiste ?

Ces questions se situent à des niveaux théoriques différents, ce qui explique que les chapitres auront des tonalités plus ou moins abstraites. Les réponses apportées ne sont pas figées : elles sont ici exprimées de manière synthétique, elles conservent la marque des débats qui ont parcouru la tradition marxiste, elles cherchent à offrir une introduction actualisée. Enfin, bien des questions ne sont évidemment pas traitées, comme la situation spécifique des femmes dans l'économie capitaliste, ou les apports de l'écologie à la critique du système. D'autres, en particulier le débat sur le socialisme, prennent un tour plus problématique.

Ces limites correspondent à la taille de l'ouvrage et à son objet : mettre à la disposition de chacun, sous une forme que nous espérons accessible et non dogmatique, les éléments fondamentaux de l'analyse économique marxiste.

Christian Barsoc est le nom de plume d'un collectif de travail auquel ont participé, dans l'ordre des chapitres dont ils étaient responsables : Albert Martin, Michel Dupont, Henri Wilno, Maxime Durand et Catherine Samary.

Chapitre 1 La valeur et l'exploitation

L'oeuvre maîtresse de Marx, *Le Capital*, se présente comme une critique de l'économie politique : il s'agit à la fois de présenter une analyse globale du capitalisme, et de dévoiler les mécanismes de l'exploitation, mais aussi d'établir que le capitalisme est un mode de production contradictoire destiné à ce titre à être dépassé.

Pour mener à bien cette démonstration, il choisit de commencer par l'analyse de la marchandise, parce que c'est la manière évidente de s'attaquer à l'étude du capitalisme : « *La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une « immense accumulation de marchandises ». L'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent le point de départ de nos recherches.* »¹

Mais l'étude de la marchandise et de la valeur constitue la pièce maîtresse qui permet de comprendre la spécificité de l'exploitation capitaliste. L'exploitation n'est pas en effet une invention du capitalisme, mais elle y revêt des formes nouvelles, et ses mécanismes y sont beaucoup plus opaques. Le salarié passe en effet tout son temps de travail dans la même entreprise : toutes les heures paraissent payées, et aucune ne semble fournie gratuitement au patron. Le salaire apparaît aux yeux des salariés comme la rémunération du travail effectué, ou, en d'autres termes, le prix de leur travail. Le salaire et le profit apparaissent comme des catégories quasi naturelles, et il n'est pas évident de discerner la réalité de l'exploitation derrière la belle symétrie entre profit du capital et salaire du travail. La théorie, en l'occurrence la théorie de la valeur, a ici pour fonction de dévoiler l'essence des choses, derrière leur apparence.

Enfin, puisque les marchandises sont le produit du travail, étudier la marchandise et leur valeur conduit à s'interroger sur la façon dont une société organise le travail de tous ses membres, le travail social, pour subvenir à ses besoins. Chaque société résout ce problème de répartition du travail humain à sa manière. Le capitalisme possède quant à lui un mécanisme régulateur qui agit de manière inconsciente mais néanmoins réelle, que Marx appelle la **loi de la valeur**. Dans la société capitaliste, c'est la **valeur** qui organise la répartition du travail social, et qui par la même, régule la production.

Marx dit du capitalisme qu'il est « *un système de production où la règle ne fait loi que par le jeu aveugle des irrégularités qui, en moyenne, se compensent, se paralysent et se détruisent mutuellement* ». Etudier la valeur permet de comprendre à la fois pourquoi le capitalisme peut fonctionner dans la durée, et pourquoi ses contradictions l'exposent à des crises périodiques.

I. LA THEORIE DE LA VALEUR

Notre objectif sera ici de retracer le raisonnement qui permet d'établir un lien entre salaire et profit d'une part, travail payé et travail non payé (surtravail) d'autre part. Cette démarche est entreprise par Marx dès le premier chapitre du *Capital*, où il montre que les prix sont fondamentalement déterminés par la valeur des marchandises dont la substance est le travail abstrait.

¹ Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre 1. Compte tenu de la multiplicité des éditions, nous ne donnerons pas ici de référence pour les citations du Livre I du *Capital*. Voir le "petit guide de lecture" qui figure à la fin de l'ouvrage.

1. Valeur d'usage et valeur

« *La marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose qui par ses propriétés satisfait des besoins humains de n'importe quel espèce. Que ces besoins aient pour origine l'estomac ou la fantaisie, leur nature ne change rien à l'affaire* ». Chaque marchandise est donc utile car elle satisfait un besoin humain particulier. On dit que la marchandise a une **valeur d'usage**. Chaque marchandise satisfaisant un besoin différent, l'utilité de chaque marchandise permet donc de les distinguer les unes des autres. Il convient au préalable de préciser que, par marchandise, il faut comprendre un bien ou un service reproductible, produit du travail humain, et destiné à être vendu sur un marché, ce qui exclut par exemple les oeuvres d'art.

Ces marchandises distinctes sont vendues et achetées. C'est donc qu'elles possèdent toutes quelque chose en commun, faute de quoi il serait impossible de les comparer et donc de les échanger. Cette substance commune c'est la **valeur**. C'est une substance **sociale** qui n'existe que si deux individus entrent en relation pour acheter et vendre. Quelle est son origine ? Voilà la première énigme qu'il s'agit de résoudre. Tout cela paraît évident, puisque ces échanges ont lieu tous les jours, dans la vie courante ! Mais cela ne peut fonctionner qu'à certaines conditions, que la théorie a pour objet de mettre en lumière : autrement dit elle s'intéresse plus au pourquoi qu'au comment.

Pour Marx, le fait d'être le produit du travail humain est cette caractéristique commune aux marchandises qui rend possible l'échange. Marx se situe de ce point de vue dans la continuité de ce que l'on appellera plus tard l'économie classique, et dont les représentants les plus connus sont Adam Smith (1726-1790) et David Ricardo (1772-1823). Mais Marx (1818-1883) va passer au crible de la critique les apports les plus décisifs de ces auteurs, en particulier en ce qui concerne la valeur-travail, de manière à refondre leurs concepts et à résoudre un certain nombre d'incohérences théoriques.

Il faut notamment préciser de quel type de travail on parle. La première notion à introduire est celle de **temps de travail socialement nécessaire**, qui consiste à négliger les performances individuelles pour s'intéresser au temps de travail dépensé en moyenne par un travailleur. On doit aussi tenir compte du degré de qualification du travail et distinguer le travail **simple** (le moins qualifié) du travail **complexe** (le travail le plus qualifié).

La seconde grande distinction porte sur la transmission et la création de valeur. Il faut en effet distinguer le **travail vivant** directement dépensé par les travailleurs à un moment donné, et le travail passé, dit encore **travail mort**, qui est cristallisé, incorporé dans les matières premières et les machines.

Ces précisions sont utiles, mais encore insuffisantes pour garantir la commensurabilité des différents travaux. La mesure de la quantité d'un travail donné ne pose pas de problème particulier ; comme le dit Marx, « *la quantité de travail elle-même a pour mesure sa durée dans le temps, et le temps de travail possède à nouveau sa mesure dans des parties du temps telles que l'heure, le jour etc.* ». Mais il faut, en plus, que cette mesure de la quantité de travail dépensée au cours de l'activité individuelle puisse être rapportée à une notion de travail en général. Marx appelle **travail concret** le travail en tant qu'activité technique de production spécifique donnant naissance à tel ou tel objet utile. Ce travail concret qui correspond à la production d'une marchandise considérée comme valeur d'usage. De même que chaque valeur d'usage est particulière et se distingue des autres, les travaux concrets sont par nature hétérogènes et se distinguent qualitativement les uns des autres.

Quelle est l'opération qui permet de faire **abstraction** des caractéristiques concrètes des différentes formes de travail ? Cela ne peut se faire par référence à une quantité définie de manière physiologique, par exemple en calories, car une telle convention ne pourrait en effet correspondre aux particularités du mode de production capitaliste qui, par l'échange, fait abstraction, aussi, de ces caractéristiques purement physiques. Ce qui permet de définir le **travail abstrait**, c'est la socialisation du travail par l'échange sur le marché.

C'est toute l'originalité de l'analyse de Marx qui introduit ici une rupture avec ses prédécesseurs : l'homogénéité du travail « *ne provient pas de la nature mais de la société* », elle est le résultat d'un rapport social, historiquement daté. Dans une société capitaliste, c'est le marché qui remplit la fonction de mise en rapport des travaux concrets : l'égalisation sociale de deux dépenses de travail privées s'accomplit par l'intermédiaire de l'échange de deux marchandises qui « *entrent en société* » comme le dit Marx.

Ce phénomène social n'est pas organisé à partir de règles, de codifications : « *L'égalisation n'est pas le fruit d'actes individuels de producteurs marchands, mesurant et égalisant leurs travaux préalablement à l'échange, grâce à quelque unité de mesure. Il serait faux de penser qu'il y a égalisation avant l'échange, des différents travaux, par comparaison avec une unité de mesure donnée, puis seulement échange sur cette base, c'est-à-dire proportionnellement à des quantités de travail qui seraient préalablement mesurées et égalisées.* »²

Dans le cours de l'échange, le marché établira dans quelle proportion des marchandises ayant la même valeur, doivent s'échanger. Supposons que trois heures de travail représentent la moyenne nécessaire à la production d'un pantalon pour un état donné des techniques, et qu'il faut une moyenne de neuf heures de travail pour produire un paire de baskets, en supposant un niveau de qualification égal. L'égalisation par le marché consistera à établir une équivalence entre trois pantalons pour une paire de baskets de sorte que, indirectement, une heure de travail consacrée à la production d'un pantalon s'échangera bien contre une heure de travail consacrée à la production d'une paire de baskets.

Cette discussion permet de faire apparaître les particularités d'une société capitaliste. Les relations que nouent les producteurs indépendants entre eux ne s'établissent que par l'intermédiaire du marché, sous la forme d'achats et de ventes. C'est donc le marché qui crée un lien social, ou dit autrement un **rapport social** entre les producteurs privés. Ce rapport social prend une forme objective, l'échange de marchandises. On dit que le rapport social est « *chosifié* », ou encore « *réifié* » : le rapport entre les hommes se matérialise sous la forme d'un rapport entre les choses, les marchandises. C'est pourquoi, pour reprendre l'expression d'Adam Smith, il peut apparaître comme le résultat de processus naturels, actionnés par une « *main invisible* ».

C'est aussi l'échange et l'égalisation des marchandises qu'il opère, qui transforme le travail privé en travail social. Ce n'est que dans la mesure où les produits des travaux privés trouvent acquéreurs en s'échangeant sur le marché qu'ils font la preuve de leur utilité pour la société et se transforment en travail social. En même temps que le marché transforme le travail privé en travail social, il transforme donc le travail concret en travail abstrait. Ce processus d'abstraction ne se réalise pas dans le monde

des idées, mais est réalisé concrètement par le marché, par l'intermédiaire de l'échange des marchandises.

En résumé, **la substance de la valeur est un travail dépouillé de ses formes concrètes et socialement égalisé par le marché. Un tel travail, caractéristique du capitalisme, est appelé travail abstrait.** La valeur est l'expression matérielle, sous forme de marchandises, de ce travail abstrait. Le travail abstrait est une substance sociale, qui n'existe pas en dehors des rapports sociaux que les producteurs nouent sur le marché, et qui s'exprime dans la valeur des marchandises. La valeur a donc une double dimension : une dimension quantitative, la grandeur de la valeur, qui exprime le temps de travail nécessaire en moyenne pour produire une marchandise dans une société donnée. Et une dimension qualitative, en tant que rapport social de production qui revêt la forme d'un objet.

2. Forme de valeur, valeur d'échange et monnaie

Marx introduit ensuite une nouvelle distinction, entre **valeur** et **valeur d'échange** : « *Le quelque chose de commun qui se montre dans le rapport d'échange ou dans la valeur d'échange des marchandises est par conséquent leur valeur* ». La valeur c'est l'essence commune de toutes les marchandises et la valeur d'échange, c'est le rapport, la proportion dans laquelle s'échangent les marchandises, et qui permet d'exprimer la valeur.

Lorsque l'on prend isolément une marchandise, il est impossible d'en étudier la valeur. Comme le dit Marx « *on peut tourner et retourner à volonté une marchandise prise à part ; en tant qu'objet de valeur, elle reste insaisissable* ». La valeur reste cachée et n'apparaît que lorsque la marchandise s'échange contre une autre dans une certaine proportion, la valeur d'échange. Il en est ainsi, insiste Marx, parce que « *les valeurs des marchandises n'ont qu'une réalité purement sociale (...) qui ne peut s'exprimer que dans les transactions sociales, dans les rapports des marchandises les unes avec les autres* ».

La valeur d'échange est donc bien la **forme d'apparition** de la valeur et il s'agit là d'une dimension **qualitative**. Mais la difficulté tient à ce que cette dimension qualitative se double évidemment d'une dimension quantitative : la valeur d'une marchandise apparaît, lorsqu'elle s'échange avec une autre, sous la forme d'une proportion, d'un rapport d'échange. Cette distinction entre l'essence, la valeur, et l'apparence, la valeur d'échange est importante lorsqu'il s'agit d'expliquer l'origine de la **monnaie**.

Marx va en effet démontrer que toutes les marchandises expriment leur valeur dans une marchandise particulière, l'argent, qui se subdivise en quantité de monnaie. La valeur d'échange devient monnaie, et la monnaie est la forme d'apparition de la valeur sur le marché. Dit autrement, la monnaie permet à la valeur de s'exprimer sous la forme de la valeur d'échange. Les marchandises ne s'échangent donc jamais directement entre elles mais toujours directement et immédiatement avec la monnaie.

Comme la substance de la valeur est le travail abstrait, il en découle que le travail abstrait s'objective dans la monnaie. Le travail abstrait ne se définit donc pas seulement en opposition au travail concret : le mode d'existence du travail abstrait est la monnaie. Cette analyse de Marx distinguant la valeur de sa forme d'apparition, la valeur d'échange, est utile pour comprendre pourquoi nous percevons autrement la réalité.

² Jacques Valier, *Une critique de l'économie politique*, François Maspero, 1982, p.49.

Comme toutes les marchandises s'échangent contre de la monnaie, tout se passe comme si la monnaie et les prix incarnaient **naturellement** la valeur. Marx souligne ainsi que la marchandise choisie pour servir de monnaie « *ne paraît point devenir argent parce que les autres marchandises expriment en elle réciproquement leurs valeurs ; tout au contraire, ces dernières paraissent exprimer en elles leurs valeurs parce qu'elle est argent* ». L'argent et son expression en prix acquièrent une authenticité sociale si forte qu'ils **s'autonomisent**.

Avec l'autonomisation de la forme argent, la dimension qualitative de la valeur d'échange s'estompe au profit de la seule dimension quantitative : la marchandise A vaut tant d'argent, et l'argent est la valeur. Par conséquent, la tendance spontanée sera d'attribuer aux objets, et en l'occurrence à l'argent, des pouvoirs qu'ils n'ont pas, comme celui d'**être** la valeur en ce qui concerne la monnaie. Attribuer aux objets des pouvoirs surnaturels, c'est les transformer en fétiches. Le rôle de ces fétiches est de dissimuler le fait que l'argent est une forme de la valeur, que la valeur est déterminée par le travail abstrait, c'est à dire du travail en général dépensé dans des conditions sociales très particulières, celles du capitalisme. Pour cette raison, l'analyse du fétichisme joue un rôle fondamental³. C'est elle qui permet d'expliquer que dans la société capitaliste, l'exploitation est camouflée, que l'Etat apparaît comme au dessus des classes sociales et non pas comme le régisseur de la plus-value.

II. L'EXPLOITATION CAPITALISTE

Le capital se présente initialement sous forme monétaire, sous forme d'argent. Mais à lui seul, l'argent n'est pas du capital. L'argent ne devient du capital que lorsqu'il « *enfante de la valeur* ». Une certaine somme d'argent est avancée et investie dans la production, et au bout du compte le capitaliste retire une somme d'argent plus élevée : le capital c'est donc de la valeur qui s'auto-valorise. On débouche alors sur une nouvelle énigme : d'où provient cette capacité à faire du profit ?

1. Le cycle du capital

Reprenons avec un peu plus de détail les différentes métamorphoses que subit le capital au cours de son processus d'auto-valorisation. Le schéma ci-dessous résume ces différentes étapes du cycle du capital.

A ---> M (MP, FT) ---> [P] ---> M+ ---> [R] ---> A+

Au départ du cycle, il y a une certaine somme d'argent, A, avec laquelle le capitaliste achète les marchandises nécessaires à la production, à savoir des moyens de production MP (matières premières, énergie, produits semi-finis, etc.) et de la force de travail FT, ce qui constitue un capital productif dont la valeur est égale à M. Vient ensuite la phase de la production proprement dite [P] dont le produit se matérialise sous forme de

³ Voir à ce sujet la section 4 du chapitre 1 du Livre I du *Capital* sur "le caractère fétiche de la marchandise et son secret", qui clôt le premier chapitre et en constitue le point d'orgue. Pour une excellente analyse de la théorie du fétichisme de Marx, voir Isaac Roubine, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, Livres "Critique de l'économie politique", François Maspero, 1978, et, pour une application de cette théorie à l'analyse de l'Etat, Pierre Salama et Gilberto Mathias, *L'Etat surdéveloppé*, La Découverte, 1983.

nouvelles marchandises dont la valeur a augmenté, passant de M à M+. Mais il faut encore que ces marchandises passent avec succès l'épreuve de la **réalisation** [R], autrement dit qu'elles soient vendues contre une somme d'argent A+ équivalente à leur nouvelle grandeur.

A chacune de ces étapes, le capital change de forme. Au départ, c'est du **capital-argent**, qui se transforme en **capital marchandises** avec l'achat de moyens de production et la force de travail. Ceux-ci permettent la production de nouvelles marchandises qui, à leur tour, se transforment en capital argent. La boucle est bouclée : dans la réalité, le circuit est alimenté en continu au sein d'une même entreprise, mais les sommes avancées par le capitaliste suivent toutes ce cycle élémentaire. Et l'important est que ce processus permet au capital de se mettre en valeur : la somme d'argent A+ qui reflue avec la vente du produit est plus grande que la mise initiale. La différence entre les deux, c'est le profit.

2. La théorie de la plus-value

Le profit n'a rien de naturel. Il constitue au contraire l'une des questions les plus importantes que la théorie économique ait à résoudre : il faut comprendre ce qui permet l'existence même de ce profit, ne pas se contenter de constater qu'il existe, aller au-delà des apparences.

La première explication possible serait celle d'un « vol » systématique qui interviendrait au moment de l'échange, autrement dit dans ce que Marx appelle la **sphère de la circulation**. Il faudrait imaginer que le capitaliste gruge systématiquement ses fournisseurs, ses clients et ses salariés au moment de l'achat et de la vente des différentes marchandises. Marx rejette cette explication, pour des raisons évidentes d'un simple point de vue logique : « *dans l'échange, l'un peut gagner ce que l'autre perd ; mais ce ne peut être qu'une redistribution de la plus-value au sein de la classe du capital [qui] n'a rien à voir avec la détermination de la valeur proprement dite.* »⁴

Il faut donc trouver une autre explication, qui va apparaître plus clairement si on abandonne le point de vue du capital individuel pour considérer la société dans son ensemble et examiner comment se répartit la dépense globale de travail. Celle-ci peut se décomposer en deux parties : la première est le **travail nécessaire**, nécessaire en ce sens qu'il correspond à la production des marchandises que les salariés vont eux-mêmes consommer. La seconde représente le **surtravail**, c'est-à-dire la dépense de travail qui va au-delà, et dont le produit peut être qualifié de **surproduit**.

L'existence d'un surproduit social est donc relativement simple à interpréter au niveau de la société prise comme un tout : il signifie que les producteurs travaillent plus longtemps que ce qui est nécessaire à leur simple subsistance. L'apparition d'un surplus est donc bien antérieure au capitalisme : déjà, à l'époque du féodalisme, le serf travaillait une partie de la semaine sur sa parcelle et une autre partie sur le domaine du seigneur. La séparation entre travail nécessaire et surtravail était ainsi matérialisée, puisqu'il y avait d'un côté le travail consacré par le serf à produire ses moyens de consommation et, de l'autre, le travail supplémentaire fourni gratuitement au seigneur.

Avec le capitalisme, cette séparation physique immédiate disparaît, en raison de la division du travail : les salariés ne travaillent pas directement à leur propre subsistance comme le faisait le serf en cultivant son lopin de terre. Mais si l'organisation sociale se transforme, la formation d'un surproduit obéit à des principes

⁴ Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, 1967, tome 1, p.394.

similaires : la **plus-value**, que chaque capitaliste s'approprié sous forme de profit, est la forme que prend le surproduit dans une société capitaliste fondée sur l'**exploitation** des salariés.

Pour comprendre comment cela fonctionne, il faut imaginer une gigantesque comptabilité en temps de travail au niveau de la société. Supposons que la dépense de travail social ait été de H heures de travail : c'est la mesure de la valeur nouvelle - on dirait aujourd'hui valeur ajoutée - au cours de la période considérée. Faisons abstraction du fait que les salariés travaillent chacun pour un patron privé et imaginons que la société ne constitue qu'une seule entreprise. On constate alors qu'une partie des salariés est occupée à produire les biens de consommation nécessaires à la subsistance de l'ensemble des salariés, tandis que d'autres produisent des biens destinés à d'autres usages, par exemple des machines qui serviront à investir. Si le travail des premiers est égal à h heures de travail, celui des autres, soit H-h heures de travail, représente le surtravail, autrement dit la plus-value. Les choses ne sont pas sur le fond plus compliquées que dans le cas du féodalisme, mais elles n'apparaissent clairement qu'au niveau de la société. Chaque salarié ne passe évidemment pas une partie de son temps à travailler pour lui, et l'autre pour le patron ; mais si l'on considère les salariés dans leur ensemble, c'est bien cela qui se passe. La nécessité de ce détour par ce point de vue global découle de la nature du rapport salarial : le salarié ne produit pas sa propre subsistance mais reçoit un salaire qui va lui servir ensuite à acheter des marchandises produites par d'autres salariés.

On peut maintenant revenir à la valeur d'une marchandise donnée et examiner comment elle se décompose. Une première fraction de cette valeur globale correspond au **capital constant** que Marx appelle ainsi parce que sa valeur ne se modifie pas dans le cycle du capital. Cette catégorie recouvre l'usure des machines et les matières premières et produits semi-finis nécessaires à la production que les capitalistes s'achètent les uns aux autres. Dans cet échange, encore une fois, ne peut naître aucun profit. La valeur de cette fraction du capital reste donc la même tout au long du processus de production, elle se transmet et s'incorpore à celle des marchandises produites.

La **valeur nouvelle** créée est équivalente à la dépense de travail vivant. Elle se décompose à son tour en deux parties : le **capital variable** correspond à l'achat de la force de travail, et l'excédent constitue la **plus-value**. On voit donc qu'il existe un lien étroit entre théorie de la valeur et théorie du profit. La théorie de la valeur dit que la valeur d'une marchandise correspond au travail nécessaire à sa production, et la théorie de la plus-value établit que le profit est la part de travail fourni par les salariés, au-delà de ce qui est nécessaire à la production des marchandises qu'ils consomment.

3. La marchandise comme force de travail

L'exploitation capitaliste n'est donc rien d'autre que la possibilité pour le capitaliste de s'approprier le surtravail de ses salariés sous forme de plus-value, cette dernière n'étant finalement que du travail non payé. L'existence de l'exploitation renvoie donc à un **rapport social** particulier, qui est l'appropriation privée des moyens de production, et le fait que les salariés proposent leur travail en échange d'un salaire. On pourrait imaginer d'autres formes de répartition du surplus : il y en a eu d'autres (la rente, sous le féodalisme), et il y en aura d'autres.

La condition centrale d'existence de ce rapport social, c'est donc que les salariés vendent leur force de travail en échange d'un salaire. C'est ici que Marx introduit une distinction importante entre **travail** et **force de travail**. Ce que le capitaliste achète ce n'est pas en effet du « travail » en général, mais la capacité de disposer du salarié durant sa journée de travail. Et ce qu'il lui paie, c'est encore autre chose : non pas l'intégralité du produit du travail effectué par le salarié - car dans ce cas le profit disparaîtrait - mais le prix de la force de travail. Cette dernière apparaît donc comme une marchandise d'un type très particulier : en l'achetant et en la « consommant », on peut gagner de l'argent, et rentabiliser son capital ! Ce qui fait dire à Marx que la valeur d'usage de la force de travail, c'est sa capacité à créer de la valeur. Le profit de chaque capitaliste tire en effet sa source de la différence qui existe entre ce qu'il paie comme salaire et ce que lui rapporte la vente des marchandises produites par le salarié. Cette différence, on l'a vu, renvoie à l'existence, au niveau de la société, d'un surproduit.

Mais le prix de la marchandise force de travail, en l'occurrence le salaire, a néanmoins ceci en commun avec le prix de n'importe quelle marchandise, qu'il représente la valeur des marchandises nécessaires à sa reproduction. C'est une autre manière d'exprimer la théorie de la plus-value : les salariés travaillent H heures de travail, mais les marchandises qui assurent leur subsistance représentent h heures de travail. La différence entre H et h, c'est la plus-value qui n'apparaît sous cette forme, que dans la mesure où la force de travail est instituée comme marchandise par le capitalisme. Cette volonté de présenter la force de travail comme une marchandise semblable aux autres admet certaines limites dont la plus importante est évidemment qu'à la différence d'une marchandise quelconque la force de travail n'est pas directement produite dans une usine capitaliste ! Il y a eu aussi des critiques absurdes reprochant à Marx d'assimiler l'homme à une marchandise, comme si c'était là une preuve de perversion matérialiste ! Plus sérieusement, la spécificité de la force de travail réside dans le mode de détermination de sa valeur.

la reproduction de la force de travail n'est pas strictement déterminée par des exigences physiologiques mais constitue elle-même un rapport social. Avec le progrès de la société, la condition de vie des salariés tend à s'améliorer à long terme. C'est que le salaire ne se ramène pas au minimum vital : il incorpore la satisfaction de besoins qui sont, à un moment donné, considérés comme socialement nécessaires. Cette définition varie donc au gré des luttes de classe qui permettent d'élever le salaire et donc de modifier, si l'on veut, les normes de production de cette marchandise particulière. Certains ont donc proposé de rejeter le concept de force de travail comme marchandise et de renvoyer la détermination du salaire à une simple clé de partage du revenu, résultant de la lutte des classes. Cela conduit en réalité à une complication inutile par rapport à la théorie de la valeur : à un moment donné, le salaire obéit à des normes assez étroites et la valeur de la force de travail est étroitement déterminée, comme c'est le cas pour une marchandise quelconque.

La conception de la force de travail comme marchandise a en outre le mérite d'introduire une distinction importante entre **plus-value absolue** et **plus-value relative**. Il y a en effet deux moyens d'augmenter la plus-value sans toucher au pouvoir d'achat des salariés. La première consiste à allonger la durée du travail : pour un même capital variable, la plus-value augmente. Mais il y a un moyen aussi efficace et plus « progressiste » qui consiste à abaisser la valeur de la force de travail grâce aux gains de productivité réalisés dans la production des biens de consommation. C'est ce que Marx appelle la plus-value relative, et ce mécanisme joue un rôle essentiel dans le capitalisme contemporain.

Enfin, le salaire obéit également à une autre détermination qui découle de la concurrence des travailleurs entre eux, autrement dit du poids qu'exerce le chômage sur le salaire. Marx parlait du chômage comme d'une « *armée industrielle de réserve* » que l'accumulation de capital tendait à reproduire constamment, et qui venait peser sur le taux de salaire. Sa formulation est tout à fait moderne : « *Les variations du taux général des salaires ne répondent donc pas à celles du chiffre absolu de la population ; la proportion différente suivant laquelle la classe ouvrière se décompose en armée active et armée de réserve, l'augmentation ou la diminution de la surpopulation relative, le degré auquel elle se trouve tantôt « engagée », tantôt « déagée »* », en un mot, ses mouvements d'expansion et de contraction alternatifs correspondant à leur tour aux vicissitudes du cycle industriel, voilà ce qui détermine exclusivement ces variations. »⁵

III. LA CONCURRENCE : TAUX DE PROFIT ET PRIX

1. La formation du taux de profit

La capacité de produire de la plus-value dépend du **taux d'exploitation**, encore appelé taux de plus-value. C'est le rapport de la plus-value au capital variable, qui résume le partage de la valeur nouvelle entre travail nécessaire et surtravail. Globalement, les capitalistes ont intérêt à ce que ce rapport soit le plus élevé possible. Mais un capitaliste individuel n'a pas les moyens de connaître ce rapport, qui n'a de sens qu'au niveau global, et qui lui est caché par la réification des rapports capitalistes. Ce qu'il voit, c'est son **taux de profit**, c'est-à-dire le profit qu'il retire de son activité de capitaliste, comparé à la mise de fond initiale. Alors que le taux d'exploitation compare la plus-value (P) au seul capital variable (V), le taux de profit la rapporte à l'ensemble du capital avancé, qui regroupe donc le capital constant et le capital variable (C+V).

Tout cela est logique : si j'avance 100 F je regarde combien cela me rapporte, sans me soucier de savoir si une partie seulement de ces 100 F est vraiment « productive ». Mais cela pose à toute théorie de la valeur un problème fondamental, que Ricardo avait déjà rencontré sans réussir à le résoudre, et que l'on peut exprimer ainsi : si c'est le capital variable qui crée la plus-value, alors le taux de profit sera différent d'une branche à l'autre, en fonction de la **composition organique du capital**, c'est-à-dire la proportion existant entre capital constant (C) et variable (V). Or, cela est contradictoire avec le rapport social capitaliste lui-même, qui repose sur l'appropriation privée des moyens de production, et implique par conséquent la **concurrence** des capitaux et la tendance à la **formation d'un taux de profit général**. L'un des principes de fonctionnement d'un tel mode de production est d'assurer, au moins tendanciellement, l'égalité entre capitaux du point de vue de leur valorisation. Or une stricte proportionnalité de la valeur des marchandises au travail qu'elles contiennent apparaît comme contradictoire avec l'égalité rentabilité des capitaux individuels.

2. La peréquation des taux de profit

La solution de ce problème est relativement simple : la plus-value se constitue au niveau de l'ensemble de la société, à partir de l'utilisation du travail social, mais elle se répartit selon la norme capitaliste fondamentale, au prorata des capitaux engagés. Les marchandises ne sont donc pas vendues à leur valeur, strictement définie par la

quantité de travail abstrait qu'elles contiennent, mais à des **prix de production**, que l'on obtient en appliquant le taux de profit moyen au coût de production de chaque capitaliste. Cette **transformation des valeurs** en prix de production réalise donc ce que Marx appelle la **peréquation des profits** autrement dit la répartition du profit global de manière égalitaire entre chaque capitaliste individuel.

Le point essentiel de ce schéma est que l'on ne peut pas répartir plus de profit qu'il n'y a de plus-value créée : la théorie de la plus-value permet de déterminer la taille du « gâteau », l'égalisation du taux de profit à travers l'établissement de prix de production est la règle selon laquelle il se partage. Cette règle peut ne pas être respectée, sans que cela change rien à la taille du gâteau. Cela veut dire aussi, et c'est fondamental, que, même si le capitalisme concret ne connaît que des **prix**, une théorie de la **valeur** est néanmoins indispensable pour comprendre le niveau du taux de profit et donc la formation des prix. Ou encore, pour dire les choses comme Marx, les prix des marchandises ne sont que des valeurs transformées.

Mais comment cette opération se passe-t-elle en pratique ? Cette dernière question a été obscurcie par des réponses maladroites, disant par exemple que l'uniformisation du taux de profit se réalisait par déplacement de capitaux. Mais dans ce cas, ceux-ci devraient logiquement se diriger vers les secteurs à faible composition organique du capital, et le capitalisme souffrirait d'une tendance permanente à ralentir l'accumulation du capital, ce qui est contradictoire aussi bien avec la conception de Marx (« *Accumulez, c'est la loi et les prophètes !* ») qu'avec la logique de la concurrence capitaliste. Une telle conception supposerait de surcroît que la peréquation-transformation soit un processus en deux temps : les valeurs se formeraient d'abord, puis elles se transformeraient en prix. C'est oublier que, dans la réalité capitaliste, seuls existent les prix : les capitalistes achètent les moyens de production à leur prix, paient leurs salariés, et rajoutent à ces coûts un taux de profit pour former leur prix. La transformation est une opération purement théorique qui permet de passer d'un niveau d'abstraction à l'autre : elle n'a donc pas d'équivalent dans le monde réel.

Reste la question de savoir ce qui conduit dans la pratique à une égalisation des taux de profit, et pour commencer ce qui empêche les capitalistes de fixer n'importe quel taux de profit. La réponse ne peut se trouver que dans la dynamique du capitalisme : concurrence entre les firmes, innovations, substitution de produits, régime monétaire plus ou moins permissif, etc. Il n'y a pas dans le capitalisme de logique d'équilibre : c'est un système en perpétuel mouvement. Chaque capitaliste individuel, en investissant, modifie constamment les normes de production, autrement dit déplace la définition du travail socialement nécessaire : celui qui réussit à produire de manière plus efficace réussit à empocher un surprofit temporaire, que Marx appelle **plus-value extra**. Les autres doivent alors suivre, ce qui contribue à l'égalisation du taux de profit. Cependant, l'égalisation du taux de profit d'une branche à l'autre est un phénomène plus difficile à comprendre, dans la mesure où elle n'implique pas la confrontation directe, sur un même marché, de biens semblables. Mais les capitaux individuels se confrontent d'une autre manière, dans la mesure où les capitalistes se vendent des marchandises les uns aux autres. Dans le capitalisme contemporain où le régime monétaire autorise une inflation permanente, la tendance à l'égalisation passe enfin par des mouvements de prix relatifs que l'on peut repérer empiriquement.

La formation d'un taux de profit uniforme n'est de toute manière qu'une tendance, qui se heurte à de nombreux obstacles : tout phénomène de monopole, qu'il soit naturel (propriété exclusive d'une ressource non reproductible) ou artificiel, permet de capter une part de plus-value supérieure à ce qu'impliquerait une égalisation parfaite des taux

⁵ *Le Capital*, Livre I, chapitre 25.

de profit. Que le marché sanctionne ou non le fait que tel capitaliste individuel s'approprie un taux de profit supérieur à la moyenne résulte en fin de compte d'un rapport de forces qui peut être constamment remis en cause. Mais ce qui est décisif, c'est que, dans tous les cas la loi de la valeur continue à jouer dans toute sa rigueur : certains capitalistes peuvent gagner, et d'autres perdre, mais tous ensemble ne peuvent obtenir une plus-value totale supérieure à celle qui est déterminée à un moment donné par les conditions d'exploitation.

La théorie marxiste de la valeur se distingue donc radicalement des théories bourgeoises : dans un cas, la plus-value est une grandeur donnée, dont la répartition tend à se faire de manière proportionnelle aux différents capitaux ; dans l'autre, c'est une grandeur qui semble résulter de l'addition des revenus de chaque capitaliste. Cette présentation reste ainsi calquée sur l'idéologie spontanée du capitaliste individuel, sur sa vision du monde. Mais elle conduit à des difficultés dont la théorie de l'**intérêt** fournit un exemple très actuel. Pour Marx, l'intérêt est une fraction de la plus-value que s'approprie le capital bancaire sur la base des prêts qu'il fait aux capitalistes industriels : le taux d'intérêt est en un sens indéterminé, il résulte des rapports de force entre ces deux fractions du capital, et on peut simplement dire qu'il ne peut excéder la plus-value puisqu'il ne représente au fond qu'un mode de répartition de celle-ci. Pour les théories bourgeoises, l'intérêt est une forme de revenu qui se rajoute aux autres, ce qui conduit aujourd'hui où les taux d'intérêt ont atteint des niveaux très élevés, à une vision des choses où chaque capitaliste aurait en somme le choix d'investir son argent « productivement » ou de le jouer en Bourse. Cette conception est superficielle, et, pour un marxiste, cela saute aux yeux : si tous les capitalistes plaçaient leur argent à la Bourse, il n'y aurait tout simplement plus aucune production de marchandises et donc de plus-value, si bien que la source des revenus financiers serait du même coup tarie. Cet exemple montre bien, encore une fois, ce qui distingue l'économie critique de ce que Marx appelait l'économie vulgaire : cette dernière se contente - avec plus ou moins de mauvaise foi, c'est un autre problème - de décrire le monde de l'économie tel qu'il apparaît à ses yeux émerveillés.

3. Le débat sur la transformation

On a également mis en cause la cohérence logique des équations de Marx, qui seraient bancales. Pour aller à l'essentiel d'une controverse très formaliste, les moyens de production et la force de travail (C et V) seraient exprimés en valeurs, et la transformation ne concernerait que la production finale, qui serait elle seule valorisée sous forme de prix. En poussant cette critique jusqu'au bout, on débouche sur un système d'équations qui, apparemment, suffisent à déterminer les prix de production et le taux de profit, indépendamment donc de toute théorie de la valeur. Si cette critique était vraiment fondée, une bonne partie de la construction marxiste serait profondément remise en cause, et il resterait peu de choses de la théorie de la valeur.

Les équations utilisées ont cependant une particularité bizarre, puisqu'elles supposent que les prix des moyens de production (produits à une période antérieure) sont les mêmes que les produits de la période courante. Cette hypothèse est irrecevable car elle revient à raisonner dans une situation d'état stationnaire où les prix sont déterminés une bonne fois pour toutes, ce qui est contradictoire avec la nature expansive du capitalisme. Si on abandonne cette hypothèse, le modèle laisse indéterminé le taux de profit et sa prétention à fournir une théorie du profit sans passer par la valeur est donc battue en brèche.

La critique de cette critique permet de montrer comment la difficulté, d'ailleurs signalée par Marx, peut être levée dès lors que l'on raisonne à partir d'une succession de périodes, comme l'expose Ernest Mandel : « *En d'autres termes, les inputs des cycles de production courants sont des **données**, que l'on connaît au début de ce cycle, et elles **ne peuvent avoir** d'effet en retour sur la peréquation des taux de profit dans les différentes branches de production au cours de ce cycle. Il suffit de supposer qu'elles sont déjà calculées en prix de production et non en valeurs, mais que ces prix de production résultent de la peréquation des taux de profit durant le cycle de production **précédent**, pour que disparaisse toute incohérence.* »⁶

4. L'offre et la demande

Le prix individuel d'une marchandise doit être distingué du prix de production obtenu en appliquant le taux de profit moyen au coût total. La première différence découle des obstacles de tout ordre qui s'opposent à une peréquation absolue des profits. Mais il existe une seconde raison de déviation qui résulte du jeu de l'offre et de la demande : à court terme, le prix varie en fonction de la pression relative de la demande. Mais cette détermination, insiste Marx, ne vient qu'après la loi de la valeur : c'est celle-ci qui rend compte de la formation du prix du production autour duquel fluctue le **prix de marché**. Cette relativisation est tout à fait décisive, car elle s'oppose à la théorie dite marginaliste ou néo-classique, qui explique la valeur par l'utilité marginale attachée à la consommation d'un bien. Sans entrer en détail dans la critique de cette théorie qui est aujourd'hui la théorie dominante, on peut dire que son défaut essentiel est d'être dépourvue de toute théorie du profit, et de se borner à modéliser à l'aide d'une formulation mathématique la vision de ce que Marx appelait l'économie vulgaire. Dans cette théorie, le salaire est le prix du travail et le profit la rémunération du capital, chacun de ses « facteurs de production » jouant un rôle symétrique et pouvant se substituer l'un à l'autre.

La valeur d'usage ne doit pas pour autant disparaître de l'analyse : certes, comme on l'a montré, ce n'est pas elle qui détermine la valeur d'une marchandise, ni n'en constitue la substance. Cependant, pour que la valeur soit réalisée, il faut bien que la marchandise soit vendue, et donc qu'elle soit utile à l'acheteur, autrement dit qu'elle ait une valeur d'usage correspondant à l'état de la demande sociale. Ceci n'est pas garanti à l'avance, et il serait tout à fait erroné d'oublier cette dialectique entre valeur et valeur d'usage : elle joue un rôle clé dans l'étude de la reproduction du capital et des crises.

IV. LA VALEUR D'USAGE DE LA THEORIE

1. Le capital est un rapport social

Nous avons dit plus haut que la théorie s'intéresse au pourquoi des choses. Il y a de ce point de vue deux grandes questions qui se posent d'emblée à qui veut comprendre le fonctionnement du capitalisme : qu'est-ce qui permet aux marchandises, qui sont des objets différents, de s'échanger ? Pourquoi leur production permet-elle de dégager un profit ?

Les réponses fournies par l'analyse marxiste combinent deux niveaux. A un niveau purement technique, la théorie offre une réponse cohérente aux questions posées, et

⁶ Ernest Mandel, *Introduction* à l'édition en anglais du *Capital*, Penguin Books, 1981.

permet ainsi de résoudre ce que nous avons appelé plus haut les « énigmes » du capital. Première énigme : les marchandises s'échangent en fonction de leur valeur, c'est-à-dire de la quantité de travail social que leur production a nécessité. Deuxième énigme : l'existence même du profit provient de la différence entre la valeur créée par la force de travail et ce qu'a coûté cette force de travail. Ces deux réponses sont de plus cohérentes entre elles : la théorie de la valeur et celle de la plus-value ont besoin l'une de l'autre.

Mais il existe toujours dans l'analyse marxiste un second niveau, celui de la critique de l'économie politique, qui consiste à montrer que le capital est un rapport social. Autrement dit, la mise en oeuvre de catégories aussi évidentes que les marchandises, les prix, le profit, renvoie fondamentalement à l'existence de rapports sociaux spécifiques, qui définissent un **mode de production**. L'essentiel de la théorie marxiste réside dans cette double fonction : expliquer comment cela marche, et montrer que cela n'a pas toujours fonctionné ainsi et donc, que cela pourrait fonctionner autrement. A partir de ces fondements théoriques, on peut alors construire une théorie de la dynamique du capital, qui part de ses déterminations les plus abstraites pour aller vers ses déterminations les plus concrètes.

2. Le capital est un rapport social contradictoire

Par sa méthode même, la théorie marxiste conduit, dès le départ, à souligner le caractère **contradictoire** du mode de production capitaliste. Les catégories de l'économie capitaliste ont en effet une double face : d'un côté, elles paraissent naturelles, voire éternelles. Mais en les décortiquant pour voir ce qu'il y a derrière ces évidences, on voit immédiatement apparaître un certain nombre de contradictions. La plus centrale est évidemment celle qui oppose les salariés aux capitalistes : la lutte pour le salaire est une lutte permanente pour le partage de la valeur nouvelle. Le taux d'exploitation, qui mesure ce partage, désigne un rapport économique, mais aussi un rapport éminemment social, qui est d'une certaine manière le baromètre de la lutte des classes. La théorie de l'exploitation marxiste est ainsi le fondement d'une théorie de la société où les classes sociales sont définies par leur position dans les rapports de production : d'un côté, les capitalistes qui possèdent les moyens de production, de l'autre les prolétaires qui n'ont d'autre moyen de gagner leur vie que vendre leur force de travail.

Les capitalistes eux-mêmes ne sont pas unifiés : la concurrence capitaliste met en oeuvre une autre forme de lutte économique qui oppose entre eux les détenteurs de capitaux. Chacun d'entre eux a de ce point de vue un double objectif : d'un côté, payer le moins de salaires possible, et sur ce point ils sont tous d'accord, mais aussi, drainer la plus grande partie possible de plus-value globale. La tendance à la peréquation résulte de ces actions multiples, mais chaque capitaliste cherche tous les jours à l'enfreindre. Cela n'a pas que des conséquences néfastes, puisque l'un des moyens d'y arriver est d'améliorer ses performances afin d'obtenir un profit supérieur, ce qui confère au capitalisme son efficacité quant au développement des forces productives.

Cette absence de coordination consciente de l'action des capitaux individuels a toujours fait l'admiration des défenseurs du capitalisme qui y voit le meilleur des systèmes. Pourtant, même les schémas élémentaires présentés plus haut font d'ores et déjà apparaître la possibilité des crises, puisque rien ne garantit automatiquement et a priori la réalisation de la valeur, autrement dit la vente des marchandises.

3. Le capital est un rapport social dépassable

La montée du chômage a conduit à parler de crise de la valeur-travail. Ce n'est pas seulement un jeu de mots. Le capitalisme contemporain illustre en effet parfaitement la contradiction la plus fondamentale que Marx discernait entre le **développement des forces productives** et les **rapports de production**. On peut dire en effet que les difficultés du capitalisme contemporain proviennent du fait qu'il a d'une certaine manière trop bien réussi : il a développé à un tel point la capacité productive de nos sociétés, que son mode de calcul économique, fondé sur le temps de travail devient inadapte et conduit à des régressions sociales absurdes. C'est très précisément ce qu'expliquait Marx dans un texte célèbre qui fournira une excellente conclusion à ce premier chapitre :

« Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et la valeur d'échange cesse donc aussi d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale. (...) Il ne s'agit plus dès lors de réduire en général le travail de la société au minimum. Or, cette réduction suppose que les individus reçoivent une formation artistique, scientifique, etc. grâce au temps libéré et aux moyens créés au bénéfice de tous. (...) Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'accroître sous sa forme de surtravail. (...) D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales afin de rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé pour elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans des limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux - simples faces différentes du développement de l'individu social - apparaissent uniquement au Capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée. Mais, en fait, ce sont les conditions matérielles, capables de faire éclater cette base. »⁷

⁷ Fondements de la critique de l'économie politique, tome 2, p.222.

Chapitre 2 L'accumulation du capital

Ce chapitre vise à rendre compte, en prenant comme fil directeur l'accumulation du capital, à la fois d'un certain nombre d'acquis de la théorie marxiste sur le fonctionnement du capitalisme (fluctuations et crises seront traitées dans le chapitre III) et de certains aspects concrets de ce fonctionnement.

I. LA SPECIFICITE DU CAPITALISME MODERNE

1. La formule générale du capital

Marx résume la formule générale du capital de la façon suivante : A--M--A' : au départ est l'argent (A) avec lequel le capitaliste acquiert des marchandises (M), il cède ensuite ces marchandises contre de l'argent (A'). Mais A' est plus grand que A, sinon l'opération serait sans intérêt pour le capitaliste : d'où vient cette différence entre l'argent investi au départ et celui reçu finalement ?

Dans le capitalisme commercial, l'écart entre A et A' s'explique par la capacité du négociant à tirer partie de la rareté de certains biens (commerce des épices ou de la soie entre l'Orient et l'Europe au Moyen-Age) ou bien à tromper ses fournisseurs et ses clients. Le pillage peut également contribuer à augmenter les profits. Mais cela ne crée pas de valeur nouvelle : les gains des uns sont compensés par les pertes des autres. Ces éléments ne jouent qu'un rôle secondaire dans le capitalisme moderne qui se développe au XIX^e siècle avec la grande industrie. Ici, le profit naît du fonctionnement normal du système et il y a création de valeur nouvelle au cours du processus.

Avec A (l'argent), le capitaliste achète en fait deux sortes de marchandises :

* des moyens de production (machines, matières premières et énergie) : la valeur de celle-ci est incorporée sans être accrue aux marchandises produites. Cette incorporation est immédiate au fur et à mesure de leur utilisation pour l'énergie et les matières premières. Elle dépend de leur usure pour les machines.

* la force de travail. Celle-ci possède (cf. chapitre I) une propriété particulière : elle crée une valeur supérieure à ce qu'elle a coûté au capitaliste. La valeur du produit du travail (ce qui résulte de la durée moyenne de travail du salarié, mettons 8 heures, est supérieure) est plus élevée que la valeur du salaire perçu par le travailleur : la plus-value est appropriée par le capitaliste et elle à l'origine du profit qui est le revenu des capitalistes comme classe et qui est partagé selon des modalités que nous envisagerons ci-dessous.

2. L'essence du capitalisme

« Marx ne rechercha l'essence du capitalisme ni dans un esprit d'entreprise, ni dans l'utilisation de monnaie pour le financement d'un ensemble de transactions dont l'objet serait la réalisation d'un gain, mais dans un mode de production spécifique. Par mode de production, il entendait non seulement un certain état de la technique -qu'il désigna sous le nom de forces productives- mais encore la manière dont les moyens de production étaient appropriés, et les relations sociales qui s'établissaient entre les hommes du fait de leur relation avec le procès de production. Ainsi le capitalisme n'était pas seulement un système de production pour le marché -un système de production marchande, comme le

nommait Marx- mais surtout un système dans lequel la force de travail était « elle-même devenue une marchandise », acquise et vendue sur le marché comme toute autre objet d'échange ... La seule existence du commerce et des prêts monétaires et la présence d'une classe spécialisée de marchands et de financiers -même si ce sont des hommes extrêmement fortunés- ne suffit pas à constituer la société capitaliste. L'existence d'hommes maniant des capitaux extrêmement importants -quelle que soit leur capacité de thésaurisation- ne suffit pas : leur capital doit être employé à associer le travail à la création de plus-value dans la production. » Cette longue citation empruntée à l'économiste marxiste anglais Maurice Dobb (8) résume mieux que nous n'aurions su le faire nous mêmes ce qu'est la conception marxiste du capitalisme.

Il est important de rappeler cette spécificité du capitalisme cachée derrière les rouages apparents du système (Marx qualifie dans le « Capital » la fabrication de la plus-value de « *grand secret de la société moderne* », Chap.6, Livre I, Tome I). Non seulement pour éclairer les racines du capitalisme mais aussi, nous ne faisons ici que signaler le problème, pour guider l'analyse de certaines réalités présentes comme celle des pays de l'Est après l'écroulement des sociétés bureaucratiques.

II. L'ACCUMULATION DU CAPITAL ET LA CONCURRENCE

1. Qu'est-ce que l'accumulation ?

Le fait que la production capitaliste repose sur le salariat fait qu'il n'y a pas de limite physique pour une entreprise à l'échelle de sa production : si il y a une demande pour ses produits, elle peut toujours embaucher des salariés supplémentaires et pour les employer agrandir ses installations, acheter des machines. Le profit capitaliste est alors utilisé à deux fins : la satisfaction des besoins de consommation des capitalistes, l'acquisition de moyens de production et de forces de travail supplémentaires. Cet achat de moyens de production et de force de travail supplémentaires constitue l'accumulation capitaliste.

L'organisation de l'économie et de la société capitalistes fournit la *possibilité* de l'accumulation : chaque cycle de production crée une valeur supplémentaire (on considère ici l'évolution des entreprises dans leur ensemble, des entreprises capitalistes particulières peuvent très bien stagner ou périr), de larges secteurs de la population dépendent pour d'une embauche leur survie. Mais en fait, l'accumulation n'est pas seulement possible, elle est *nécessaire*. Chaque capitaliste est contraint d'accumuler pour survivre.

2. Accumulation et concurrence capitaliste

La première raison est la concurrence des autres capitalistes. En effet, le fonctionnement du capitalisme n'est pas seulement explicable par l'opposition fondamentale entre les capitalistes comme classe et les travailleurs, il est aussi modelé par la lutte entre capitalistes. Le rapport entre travailleurs et capitalistes règle les conditions de *création* de la plus-value. La lutte entre capitalistes est une lutte pour la *répartition* de la plus-value créée par le travail des salariés dans laquelle chaque capitaliste essaie de conserver sa part du profit, voire de l'accroître. La valeur créée par les travailleurs d'une entreprise n'est pas forcément au terme d'un cycle de production et d'échange appropriée par les capitalistes possesseurs de cette entreprise. Pour

(8) Maurice Dobb "Etudes sur le développement du capitalisme", p.18, François Maspéro, 1971

schématiser le problème, nous nous limiterons au cas d'entreprises produisant un même bien, de l'acier par exemple. Le prix d'un acier de qualité donnée est unique mais les entreprises productrices sont différentes : elles peuvent avoir besoin de plus ou moins de matière première d'énergie ou de main d'œuvre pour produire la même quantité d'acier, elles utilisent des machines plus ou moins coûteuses.

Si le profit total de la branche « acier » se répartissait entre ces entreprises proportionnellement au nombre de salariés de chacune occupe, chaque patron (si les taux de plus-value sont identiques) bénéficierait de la plus-value qu'il a réussi à extraire. Pour cela, il faudrait que chaque entreprise vende l'acier qu'elle a produit à sa valeur individuelle quelle que soit celle-ci (soit $c+v+pl$, cf. chapitre I), son taux de profit serait égal à $pl/c+v$ et il y aurait autant de prix de l'acier et de taux de profit que d'entreprises produisant dans des conditions différentes. En fait, l'existence d'un prix de vente unique de l'acier correspond au fait que la valeur d'un produit dépend des conditions moyennes de production.

Il y a donc un taux de profit moyen qui dépend de la plus value totale produite dans la branche (PL) et de la valeur totale de capital mis en oeuvre dans la production (C+V) par toutes les entreprises de la branche. Le prix unique a pour conséquence que les entreprises qui produisent de l'acier dans les conditions moyennes de production reçoivent le taux de profit moyen ; par contre, les moins performantes rétrocèdent une partie de leur plus-value et reçoivent moins que le taux de profit moyen ; la situation est inverse pour les plus performantes : elles reçoivent plus que le taux de profit moyen et bénéficient d'une partie de la plus-value des précédentes (9). En général, ces différences de performance tiennent à des différences de mécanisation entre entreprises, mais elles peuvent également tenir à d'autres facteurs comme l'intensité du travail.

La concurrence entre capitalistes met chacun d'entre eux devant un choix : croître en accumulant du capital ou finir par disparaître. A travers la concurrence capitaliste, s'impose la « loi de la valeur » c'est-à-dire le fait que le marché rejette les producteurs incapables de suivre l'évolution des conditions moyennes de production.

3. La concentration capitaliste

La forme sous laquelle se manifeste la concurrence capitaliste est différente selon les époques ou selon les secteurs de la production. Le capitalisme de la plus grande partie du XIX^e siècle était un capitalisme de libre concurrence : dans chaque branche, il y avait un nombre relativement grand de producteurs et, dans la plupart des branches, l'entrée de nouveaux producteurs était relativement facile. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : le capitalisme a vu apparaître des entreprises géantes (couramment qualifiées de « monopoles ») et il est souvent difficile pour un nouveau producteur de s'implanter. Cette concentration est le produit de la concurrence elle-même : chaque capitaliste cherche à grandir au détriment des autres. Dans cette lutte, les entreprises les plus fortes éliminent, absorbent ou prennent le contrôle des entreprises les plus faibles. La concentration ne signifie pas toujours la disparition juridique de l'entreprise soumise : elle peut rester formellement indépendante mais le pouvoir réel sur son

(9) L'exposé ci-dessus est très schématique : il vise à présenter le mécanisme de partage du "gâteau" entre entreprises capitalistes de la même branche. Le "prix" de l'acier utilisé dans le raisonnement est en toute rigueur le "prix de production". Ce concept et son rapport avec le prix de marché ont été abordés dans le chapitre I.

avenir lui échappe (10). La concentration capitaliste est dans son essence la réunion de divers capitaux dans un même contrôle. Elle est marquée par l'internationalisation du capital et une imbrication de plus en plus étroite du capital bancaire et du capital industriel.

La concentration signifie que les pouvoirs économiques sont de plus en plus l'apanage d'une minorité dont les intérêts tendent à se détacher des Etats nationaux (le comportement des firmes multinationales et surtout des groupes financiers internationaux illustre cette tendance) (voir encadré). Cette concentration du pouvoir n'est pas contradictoire avec une dispersion de la propriété juridique des entreprises entre des millions d'actionnaires. Le « capitalisme populaire » n'est qu'une fiction : le petit actionnaire n'a en fait que le droit de toucher un dividende (dont le montant est fixé par les dirigeants de l'entreprise) et de vendre ses actions. La détention d'actions de son entreprise par un salarié ne l'a jamais empêché de se faire licencier. En fait, le contrôle d'une société est possible avec une minorité du capital (20%, parfois moins).

Les multinationales et leur pays d'origine

La question du lien entre les entreprises multinationales et leur pays d'origine est une question complexe : dans quelle mesure les multinationales « américaines », « allemandes », « françaises » ou « suisses » sont-elles dépendantes des Etats dans lesquelles elles ont pris naissance et défendent-elles les intérêts impérialistes particuliers de ces Etats ? Il n'y a sans doute au stade actuel de l'internationalisation du capital de réponse générale à cette question. On peut toutefois avancer trois éléments de réponse (sur ce sujet, voir aussi le chapitre IV sur l'impérialisme) :

* il n'existe pas de solidarité globale entre les firmes multinationales quelles que soit leur origine plus forte que la concurrence entre elles et les liens avec leurs pays d'origine. Cela n'exclut pas des intérêts partiels communs et des actions coordonnées pour les faire prévaloir.

* la prégnance du lien avec l'Etat d'origine dépend de l'importance de celui-ci : une multinationale « suisse » (Nestlé, par exemple) ou néerlandaise (Unilever) est plus détachée de sa « base de départ » qu'une multinationale américaine ou japonaise.

* la finance est plus internationalisée que les autres activités. Plus la composante financière d'un groupe multinationale est importante, plus il est probable que son activité sera indépendante des intérêts immédiats de son Etat d'origine.

Dans de telles structures, la concurrence entre entreprises prend un visage différent. Des ententes explicites ou tacites entre entreprises peuvent supprimer pour des durées plus ou moins longues la concurrence par les prix : la concurrence passe alors par la différenciation (apparente ou réelle) des produits, leur image mise en valeur par la publicité, etc. Certaines entreprises particulièrement importantes peuvent plus ou moins contrôler le marché du produit qu'elle fabrique. Mais l'observation montre que cette situation n'annihile pas à la longue le jeu de la concurrence.

Soulignons pour conclure que cette concurrence ne signifie pas, contrairement aux idées dominantes, une meilleure satisfaction du consommateur. La concurrence peut porter sur autre chose qu'une amélioration de la qualité réelle du produit : la compétition

(10) Pour un résumé des différents aspects de la concentration capitaliste, voir Jacques Gouverneur "Les fondements de l'économie capitaliste. Introduction à l'analyse marxiste du capitalisme contemporain", L'Harmattan/Contradictions, 1994.

entre firmes automobiles ne nous rapproche pas de la mise en place de modèles satisfaisants à la fois sur le plan de la sécurité, de l'écologie et du prix. Sur un autre plan, la concurrence entre école privée et école publique ne profite qu'à une minorité sociale.

Le fonctionnement du capitalisme montre donc quotidiennement que sur la base de l'expropriation des travailleurs du produit et de la maîtrise de leur activité ne peut s'édifier une démocratie ni des petits actionnaires, ni des consommateurs, ni bien sur des citoyens.

4. Accumulation, innovation technologique et lutte des classes

L'accumulation capitaliste n'est pas une croissance extensive, une reproduction à l'identique où le capitaliste se contenterait d'acheter plus de machines ou/et d'embaucher plus de salariés. Le capitaliste doit se tenir à l'affût des procédés techniques nouveaux pour abaisser ses coûts en matière premières, en énergie et surtout en force de travail en augmentant la quantité produite au cours de chaque heure de travail, c'est-à-dire la productivité. A travers la concurrence entre capitalistes individuels, se matérialise la tendance profonde de la production capitaliste : cette tendance à la croissance et au développement sans limite de la production en fonction du seul critère du profit.

L'innovation technologique à laquelle donne lieu l'accumulation n'est pas indépendante de la lutte des classes d'un double point de vue :

1. l'adoption de certaines innovations ou transformations du processus de production ou de la gestion constitue des réponses des capitalistes aux résistances des travailleurs. C'est très net dans l'automobile (11). Ainsi, la mise au point du taylorisme dans les USA de la fin du XIX^e siècle n'a pas seulement un objectif de hausse de la productivité : il s'agit aussi de permettre au patronat de se passer des ouvriers les plus qualifiés organisés syndicalement et de permettre l'emploi sans formation professionnelle de nouveaux ouvriers venus des campagnes ou immigrés sans tradition syndicale. De même, en France, un certain nombre de transformations dans la gestion de la main d'oeuvre dans les années 70 et 80 (groupes autonomes, développement de l'intérim, etc.) sont la réponse du patronat aux grèves-bouchons des OS de l'automobile.

2. De façon générale, quand face à un problème, diverses solutions seraient possibles, le patronat choisit spontanément celle qui permet d'accentuer la division des travailleurs en catégories différentes et de renforcer la subordination de la majorité.

L'évolution des outils et de l'organisation du travail n'est pas un processus neutre qui découlerait du développement des techniques. Elle participe de la logique générale de l'accumulation capitaliste qui, en dernière instance, est la reproduction du rapport social sur lequel est fondé la société bourgeoise.

III. COMMENT SE REPRODUIT L'ECONOMIE CAPITALISTE ? LES SCHEMAS DE REPRODUCTION

Pour continuer à exister, le capitaliste individuel doit donc accumuler. En agissant de la sorte, il ne fait que se soumettre à la logique immanente du système. Une question importante est celle de la possibilité de la reproduction de ce système de période en période : à quelles conditions est-elle possible ?

(11) Christian du Tertre "Technologie, flexibilité, emploi", L'Harmattan, 1989.

1. Les deux secteurs de l'économie

Toute société, pour pouvoir se reproduire, doit fournir à ses membres des biens de consommation. Les biens de consommation doivent être fabriqués (12). La société doit donc également produire les outils, les machines, les matières premières nécessaires à la production de biens de consommation : il faut qu'elle produise des biens de production. Il est clair que, dans de nombreux cas, selon l'usage qui en est fait, un même bien peut constituer soit un bien de production soit un bien de consommation : ainsi, l'électricité peut être utilisée soit pour éclairer un appartement soit pour actionner une machine. En dépit de cette remarque, il est légitime de représenter le fonctionnement d'une économie en distinguant deux secteurs fondamentaux : le secteur qui fabrique des biens de production (secteur I) et celui qui fabrique des biens de consommation (secteur II). D'autant qu'à cette distinction, correspond la polarisation sociale de la société capitaliste : les travailleurs n'achètent pour l'essentiel que des biens de consommation (13), les capitalistes sont les possesseurs des grands moyens de production.

Dans les économies traditionnelles, chaque producteur détermine l'ensemble des biens qui lui sont nécessaires et les fabrique seul, d'après ses besoins ou les achète auprès d'un ou deux artisans. C'est le cas par exemple des agriculteurs jusqu'à une époque relativement récente. Par contre, le capitalisme moderne se caractérise par une division du travail de plus en plus poussée qui présente deux aspects : l'apparition de branches de production spécialisée, l'interdépendance croissante entre ces branches distinctes. La fourniture d'un produit quelconque (des chaussettes, par exemple) suppose que l'usine qui les produit reçoit des matières premières, des machines, de l'énergie et donc que les producteurs de ces biens aient eux-mêmes reçus auparavant tout ce qui était nécessaire à leur activité, etc., etc.

Plus généralement pour que la production se déroule normalement, il faut que la production d'une période se présente sous forme d'une quantité définie de *valeurs d'usage* : celles nécessaires pour la période suivante. Dans l'exemple des chaussettes, ces valeurs d'usage sont des quantités de coton, de laine, d'énergie, etc. Certes des substitutions sont possibles dans le processus de fabrication mais de façon limitée : on ne peut pas changer instantanément le type d'énergie nécessaire pour faire fonctionner une machine, on peut ne fabriquer que des chaussettes en coton si la laine manque mais elles risquent de ne pas correspondre à la demande, etc. (14).

2. La reproduction

Dans le paragraphe précédent, nous avons raisonné en valeurs d'usage, mais, en fait, le moteur de la dynamique du capitalisme, ce sont des *valeurs d'échange*. C'est en tant que valeurs d'échange que les valeurs d'usage sont produites : de façon générale, peu importe à un capitaliste de produire des chaussettes, des bombes ou des automobiles pourvu que ces marchandises soient vendues et la plus-value réalisées.

(12) Les développements qui suivent sont largement empruntés à "Eléments de théorie économique marxiste", Cahiers "Rouge", documents de formation communiste, n°1, François Maspéro, 1968.

(13) La comptabilité nationale (qui vise à représenter sous une forme chiffrée l'activité économique de la France, elle est élaborée par l'INSEE) parle d'investissement des ménages à propos de l'achat d'un logement : cette classification est économiquement discutable pour les logements achetés pour être habités.

(14) On peut noter en passant que ce problème constitue une des difficultés les plus grandes auxquelles s'est heurtée la planification de l'ex-URSS.

Chapitre 3 Les fluctuations économiques

Aux équilibres entre quantités de valeurs d'usage dont nous avons parlé, doivent donc se superposer des équilibres entre les valeurs d'échange correspondantes.

Il est possible de présenter les schémas de reproduction de la manière suivante (on fait l'hypothèse que les biens produits au cours d'une période, une année par exemple, ne sont utilisés qu'au cours de la période suivante : les biens produits en 1994 ne seraient ainsi utilisés qu'en 1995) :

a/ La valeur de la production du secteur I (biens de production) est égale à : $C1 + V1 + PL1$

* $C1$: fraction de la valeur du capital fixe (machines) transmise à la valeur des marchandises produites augmentée de la valeur totale des matières premières et de l'énergie utilisée. Cette quantité est calculée pour l'ensemble du secteur I.

* $V1$: Somme des salaires payés aux salariés du secteur I.

* $PL1$: masse totale de plus-value extraite dans le secteur I.

b/ La valeur de la production du secteur II (biens de consommation) est égale à : $C2 + V2 + PL2$. Les termes $C2$, $V2$, $PL2$ ont la même signification que ci-dessus sauf qu'il s'applique au secteur II.

c/ Les travailleurs n'achètent que des biens de consommation et on fait abstraction de leur épargne. Leur demande de biens de consommation est égale à $V1 + V2$.

d/ Les capitalistes remplacent leurs machines usées et leurs matières premières et partagent leur revenu (la plus-value) : ils en utilisent une proportion A à l'accumulation. Leur demande de biens de consommation est donc égale à $(1-A)(PL1+PL2)$. La part consacrée à l'accumulation $A(PL1+PL2)$ se décompose en $Ac(PL1+PL2)$ (achat de biens de production) et $Av(PL1+PL2)$ (recrutement de main d'oeuvre supplémentaire qui générera une demande supplémentaire de biens de consommation).

e/ La condition d'équilibre pour le secteur I correspond à l'égalité de l'offre et de la demande en biens de production soit : $C1 + V1 + PL1 = C1 + C2 + Ac(PL1+PL2)$.

ce qui équivaut à : $V1 + PL1 = C2 + Ac(PL1+PL2)$.

et à : $V1 + (1-Ac).PL1 = C2 + Ac.PL2$

f/ La condition d'équilibre pour le secteur I correspond à l'égalité de l'offre et de la demande en biens de consommation soit : $C2 + V2 + PL2 = V1 + V2 + (1-A)(PL1+PL2) + Av(PL1+PL2)$.

ce qui équivaut à : $C2 + PL2 = V1 + (1-A)(PL1+PL2) + Av(PL1+PL2)$.

et à : $C2 + Ac.PL2 = V1 + (1-Ac).PL1$

On aboutit donc à la même égalité (l'ordre des termes n'a aucune importance). La condition d'équilibre peut donc s'énoncer de la manière suivante : la demande totale de biens de production créée par la production de biens de consommation doit donc être égale la demande totale de biens de consommation créée par la production de biens de production. En reprenant la formulation de P. Salama et Tran HaiHac : « *L'économie est en équilibre lorsque la production de biens de consommation suscite une demande de biens de consommation égale à la demande de biens de production suscitée par la production de biens de consommation.* » (15)

(15) Pierre Salama et Tran HaiHac "Introduction à l'économie de Marx", Repères ,La Découverte, 1992.

Parmi les points développés dans les chapitres précédents, trois sont essentiels à l'approche des fluctuations de la croissance économique :

* la production capitaliste est une production de marchandises ;

* l'évolution du taux de profit constitue une variable essentielle de la marche de l'économie ;

* les schémas de reproduction montrent l'instabilité inhérente à la marche de l'économie capitaliste mais constituent également une démonstration de la possibilité temporaire d'une croissance équilibrée étant entendu qu'aucun mécanisme économique ne conduit spontanément au respect des proportions nécessaires à une croissance stable.

I. LA POSSIBILITE GENERALE DES CRISES ECONOMIQUES : LES THEORIES ECONOMIQUES FACE AUX CRISES.

Les crises précapitalistes ont un caractère « logique » : une mauvaise récolte (due aux intempéries ou à une guerre) empêche la vie économique de se poursuivre comme à l'accoutumée. La misère se répand dans les campagnes et parfois les difficultés s'étendent aux activités urbaines qui en dépendent. La crise est clairement attribuable à la sous-production de biens, de valeurs d'usage.

“ Crise ” et “ crise ” : quelques éléments de vocabulaire

Le mot « crise » est utilisé dans plusieurs sens différents et on rencontre les termes de cycles économiques et d'ondes longues. Il est donc nécessaire de préciser le vocabulaire employé. Les notions seront développées et expliquées dans la suite du texte.

L'économie capitaliste ne progresse pas régulièrement à un taux de croissance uniforme. Bien au contraire, la croissance est plus ou moins rapide (avec même des phases de diminution de la production). Il existe donc des **cycles courts** de quelques années qui sont traditionnellement étudiés en distinguant quatre phases : la reprise, le boom, la crise (le retournement), la dépression (ou le ralentissement). Ces quatre phases seront étudiées ci-dessous mais il convient d'emblée de noter que la **crise** est la phase où le cycle se retourne vers le bas. Bien que le mot « cycle » présente l'inconvénient de suggérer une périodicité régulière analogue à celle qui se rencontre en physique, il sera utilisé dans le texte.

Par ailleurs, on a pu faire apparaître des mouvements pluri-décennaux de l'économie qui voient se succéder une phase expansive et une phase de moindre croissance, chacune d'elles étant entrecoupées par des cycles courts. Pour qualifier ces mouvements, on utilisera dans ce texte le terme d' « **onde longue** ». Ce choix sera justifié ci-dessous.

Enfin, le mot « **Crise** » est couramment utilisé pour désigner la situation de l'économie mondiale depuis le début des années 70 marquée par le ralentissement de la croissance et le développement d'un chômage de masse. Pour réduire le risque de confusion avec la **crise** des cycles courts, on utilisera une majuscule dans ce second sens du terme (**Crise**).

Inversement, dans le déroulement des crises capitalistes, les entreprises se plaignent de ne pouvoir écouler leur production, mais la « surproduction » peut coexister avec une situation de chômage et de non-satisfaction des besoins élémentaires de larges secteurs de la population. Les crises capitalistes ont donc dans une certaine mesure un caractère « absurde ».

1. Pourquoi peut-il y avoir surproduction ?

La possibilité de la surproduction est loin d'être évidente. Selon la « loi des débouchés », couramment attribuée à l'économiste français du début du 19^e siècle, Jean-Baptiste Say, « *l'offre crée sa propre demande* » : toute production de marchandises est dans le même temps distribution de revenus capable d'absorber les marchandises produites. Dans le processus décrit par Say deux points sont essentiels :

* l'équilibre entre offre et demande : la création d'un produit d'une valeur de 100 Francs donne lieu à la distribution de 100 Francs de revenus (qui se décomposent par exemple en 50 Francs de salaire, 40 Francs de paiement des fournisseurs, 10 Francs pour le chef d'entreprise). Il en résulte l'impossibilité d'une surproduction généralisée, seuls sont possibles des problèmes sectoriels et temporaires.

* les produits s'échangent contre des produits. J.-B. Say écrit en effet « *L'argent ne fait qu'un office passager dans ce double échange ; et les échanges terminés, il se trouve toujours qu'on a payé des produits avec des produits* » (J.-B. Say, « Traité d'économie politique » (1803) », cité dans « Histoire des pensées économiques, les fondateurs », Sirey 1988). L'argent ne joue qu'un rôle totalement secondaire dans le processus.

Dans « Le Capital » (livre I, tome I pages 121-122, Editions Sociales), Marx critique durement la loi de Say : « *Rien de plus naïf que le dogme d'après lequel la circulation implique nécessairement l'équilibre des achats et des ventes.* » Marx souligne la différence entre le troc (échange direct, sans monnaie) et l'économie monétaire : dans le premier cas, il y a simultanément des opérations (« *personne ne peut aliéner son produit sans que simultanément une autre personne aliène le sien* »), dans le second, la situation est totalement différente (« *Après avoir vendu, je ne suis forcé d'acheter ni au même lieu, ni au même temps, ni de la même personne à laquelle j'ai vendu* »). Par ailleurs, le recours à la monnaie n'est pas neutre : une fois une opération d'échange effectuée, « *L'acheteur a la marchandise, le vendeur a l'argent, c'est à dire une marchandise douée d'une forme qui la rend toujours bienvenue au marché, à quelque moment qu'elle y apparaisse* » : il y a donc possibilité d'un décalage temporel. Cela rend la crise possible : « *Si la scission entre la vente et l'achat s'accroît, leur liaison intime s'affirme - par une crise* ».

Dans la suite de ce texte, Marx souligne les contradictions que recèle la marchandise dans la production capitaliste : valeur d'usage/ valeur d'échange, travail privé/ travail social, travail concret/ travail abstrait. Ce sont ces contradictions qui impliquent la possibilité des crises. Il souligne également la différence entre l'échange immédiat de produits, la circulation de marchandises et la production de marchandises. **La surproduction n'est en règle générale pas une surproduction de produits mais une surproduction de marchandises.**

La distinction entre « produit » et « marchandise » est particulièrement importante pour comprendre la possibilité et les caractéristiques générales des crises capitalistes.

Lorsque, durant la crise de 1929, on brûlait le café dans les locomotives au Brésil ou laissait les récoltes pourrir dans les champs aux Etats-Unis, cela ne signifiait pas que tous les besoins étaient satisfaits. De même, la récession de 1992-1993 en France a été marquée par une « surproduction » dans le bâtiment à Paris avec un stock de logements équivalant à plus d'une année de vente alors que le nombre de mal-logés ne cesse d'augmenter.

Ce type de situation renvoie au fait que le capitalisme ne vise pas à la fabrication de « produits » en fonction des besoins sociaux constatés mais à celle de « marchandises » en fonction de la demande solvable (celle des gens qui peuvent payer et ainsi permettre de réaliser le profit jugé nécessaire par le capitaliste). Cette logique est particulièrement évidente en période de crise mais elle fonctionne en permanence et oriente la production vers les secteurs qui permettent le mieux de satisfaire à la règle du profit maximum quelles qu'en soient les conséquences du point de vue de la satisfaction des besoins sociaux, la qualité des produits, la santé et l'environnement. Pour ne prendre qu'un exemple, dans le domaine médical, pourquoi la médecine préventive est-elle de plus en plus négligée en France au profit de la médecine curative sinon parce que la seconde permet au secteur pharmaceutique la réalisation de profits conséquents et est plus cohérente avec une conception libérale de la médecine ?

2. L'importance de la critique de la « loi de Say »

On pourrait estimer inutile les développements consacrés à la critique des thèses de Jean-Baptiste Say : après tout, la « vie » elle-même s'est chargée d'en démontrer le caractère erroné : il y a eu des crises de surproduction. En fait, la question demeure d'actualité.

En effet, la théorie économique aujourd'hui dominante (la théorie néo-classique) est une théorie de l'équilibre selon laquelle l'économie de marché contient des mécanismes d'auto-régulation qui assurent le retour à une situation d'équilibre si, pour une raison ou pour une autre, des excédents ou des pénuries sont apparues. Ce rééquilibrage se réalise aux mouvements de prix. Ainsi, le salaire étant considéré comme le prix de la force de travail, s'il peut s'ajuster librement, c'est-à-dire s'il n'existe pas de salaire minimum et si le pouvoir des syndicats est limité, le chômage est supposé disparaître hormis les cas de chômeurs « volontaires » c'est-à-dire de gens qui refusent le salaire qui leur est proposé.

Dans ce cadre théorique, la crise ne peut venir du fonctionnement du marché. Trois éléments peuvent cependant être à l'origine des crises (16) :

* les « imperfections » du marché, c'est-à-dire les écarts par rapport au modèle idéal ; une partie de ces écarts sont inévitables (imperfection de l'information des agents, temps nécessaire à leur adaptation au changement) mais peuvent être limités par une action appropriée ; cependant l'essentiel des « imperfections » est supposé provenir de « rigidités » institutionnelles (trop grand pouvoir des syndicats, existence d'un salaire minimum).

* une politique « inadéquate » de l'Etat qui perturbe les mécanismes économiques.

* des mutations exogènes au marché comme le « choc pétrolier » de 1973 voire, pour certains économistes, la réunification allemande comme cause de la récession de 1992.

(16) C. Barrère, G. Kebabjian, O. Weinstein, "Lire la crise", P.U.F., 1983.

Des modifications technologiques pourraient également figurer dans cette dernière catégorie (17).

Des modèles récents sophistiqués visent à combiner ces différents éléments : développés par des économistes américains depuis la fin des années 60, ils forment la « théorie des cycles réels » : celle-ci privilégie les chocs technologiques (qui influencent la productivité et les prix relatifs des facteurs de production). Cette théorie affirme que les cycles (et donc les variations de l'activité et de l'emploi) constituent la réponse optimale de l'économie aux modifications de son environnement et que toute tentative (de la part de l'Etat) de stabiliser l'économie a un impact négatif. A propos de la théorie des cycles réels, un économiste français écrivait récemment : « *Le lecteur s'étonnera sans doute que des économistes aient consacré autant de temps à construire des modèles sophistiqués pour expliquer que les fluctuations de l'emploi au cours du cycle sont pleinement volontaires et que ce que certains considèrent comme le malheur des chômeurs, n'est en fait que le reflet de leur goût pour les loisirs.* »(18).

En fait la « théorie des cycles réels » constitue actuellement le développement le plus avancé de l'édifice néo-classique en matière d'explication des fluctuations économiques. Elle est significative de son acharnement à trouver des facteurs extérieurs au fonctionnement du capitalisme pour expliquer les crises et la permanence du chômage. C'est une des manifestations les plus claires de son caractère apologétique.

3. la théorie keynésienne

Pour montrer la spécificité de la conception marxiste des fluctuations et des crises économiques, il n'est pas inutile d'exposer quelques éléments de l'autre grande variante de la théorie économique officielle : la théorie keynésienne. L'économiste anglais John Maynard Keynes développe sa pensée dans l'entre-deux-guerres dans un contexte marqué par trois éléments :

* une situation économique instable : crise dans la période suivant la guerre de 1914-1918, crise de 1929 qui durera jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale.

* la crainte du socialisme de la part de tous les possédants.

* une phase nouvelle de l'histoire du capitalisme : celui-ci a désormais pénétré et soumis l'ensemble de l'économie aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Au XIX^e siècle, de larges secteurs de l'économie et de la société échappaient à l'emprise directe de l'organisation capitaliste de l'économie : la production capitaliste pouvait donc trouver une partie importante de ses débouchés en dehors de sa sphère directe de domination : chez les riches (parmi lesquels l'aristocratie foncière), les ruraux, les petits commerçants et artisans. S'y ajoutaient les territoires conquis dans le cadre de l'expansion impérialiste. L'importance de cet environnement non-capitaliste dans les débouchés de la production capitaliste avait été soulignée par Rosa Luxemburg. Désormais, le capitalisme dépend largement de ses débouchés « internes » : outre l'investissement, il s'agit de la demande des capitalistes et des salariés qui constituent

(17) Outre ces trois éléments essentiels, il convient de signaler la théorie monétaire développée dans les années 30 par l'économiste d'origine autrichienne Hayek qui explique le cycle par le comportement des banques et le développement trop important du crédit dans les phases d'expansion économique. Hayek donne ainsi une explication du cycle qui, sur certains points, met l'accent sur de vrais problèmes mais, en bon libéral, sa conclusion est que les crises sont d'autant plus accentuées que l'Etat intervient dans l'économie et empêche les automatismes de fonctionner. cf. Barrère, Kebabdjian, Weinstein.

(18) Pierre-Alain Muet in "Les cycles économiques" sous la direction de J.-P. Fitoussi et Ph. Sigogne, Références/OFCE, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1994.

désormais la majeure partie de la population. Cela signifie que les salaires, s'ils continuent d'être un coût pour chaque capitaliste individuel, deviennent un débouché essentiel pour les capitalistes dans leur ensemble.

Dans un tel contexte, Keynes va se démarquer des conceptions dominantes antérieures : il critique la loi de Say et démontre que des équilibres de sous-emploi sont possibles lorsque la demande est insuffisante : dans de telles situations, la baisse des salaires non seulement ne réduit pas le chômage mais accentue la dépression économique.

Pour Keynes, la cause des crises provient d'une rectification à la baisse des objectifs des chefs d'entreprise en fonction de leurs anticipations : la baisse de l'investissement se répercute sur la production et les revenus. Les apports de Keynes à l'étude de certains mécanismes économiques ne sont pas minces mais, pour lui, la crise n'a aucune fonctionnalité par rapport au capitalisme. C'est la faiblesse essentielle de son analyse du cycle économique. La principale conclusion de Keynes est la nécessité de l'intervention de l'Etat pour régulariser l'évolution économique et suppléer aux carences des mécanismes du marché.

II. LES CYCLES COURTS

Ces cycles ont été étudiés par les économistes dès le 19^e siècle : à cette époque, ils reviennent régulièrement à peu près tous les dix ans. Dès le « Manifeste communiste » (1848), Marx et Engels notent leur retour périodique.

1. le déroulement du cycle.

a/ la reprise. L'économie vient de connaître une phase de fonctionnement au ralenti. Les capacités de production sont limitées (des entreprises en faillite ont dû fermer et peu d'investissements ont été réalisés) et le chômage est important (ce qui permet d'exercer une pression efficace sur les salaires). Le taux de profit des entreprises survivantes se redresse progressivement. Les industriels ont liquidé leurs stocks : il suffit que la demande en biens de consommation se ranime un peu (voire arrête de décliner) pour qu'un processus de reprise de la production du secteur II se déclenche. Au départ, la demande peut souvent être satisfaite sans investissement majeur et les salaires sont bas : le taux de profit augmente. L'allongement des horaires de travail et l'embauche de salariés supplémentaires se traduisent par une augmentation des revenus des salariés et engendrent des effets multiplicateurs (le surcroît de revenus des salariés se traduit par une hausse de la demande des biens de consommation qui va entraîner de nouveaux investissements et des embauches, qui, eux-mêmes, vont entraîner..., etc.).

b/ l'expansion. Le redémarrage du secteur II (biens de consommation) se propage au secteur I (biens de production). Tous les secteurs de l'économie sont progressivement entraînés dans la reprise. Toutes les entreprises (y compris celles dont la productivité est plus faible et les coûts plus élevés) peuvent écouler leur production. Les entreprises les plus modernes réalisent des surprofits. Les investissements augmentent et le chômage diminue. Chaque capitaliste essaie de tirer partie des occasions de profit.

Mais au fur et à mesure que l'activité se développe, l'économie se trouve de plus en plus dans la situation d'une bicyclette : son équilibre dépend du fait qu'elle continue à progresser. Ainsi, les entreprises du secteur I ont accru leur capacité de production,

leur activité dépend de l'évolution des investissements du secteur II qui lui-même dépend de la demande de biens de consommation. Si celle-ci reste stationnaire ou même si son taux d'augmentation vient à diminuer, les investissements du secteur II ralentissent ce qui fait apparaître une surproduction dans le secteur I.

Cette tendance va se concrétiser : les rapports de l'offre et de la demande commencent à se modifier. Le marché va commencer à se saturer. Les stocks augmentent. Le crédit à la consommation et aux entreprises permet de soutenir la demande et de masquer la surproduction naissante.

c/la crise. L'écart entre les capacités de production et la demande s'approfondit (d'autant qu'il faut tenir compte du délai inévitable entre la décision de commander un nouvel équipement et sa mise en service : même si les entreprises du secteur II commencent à constater un ralentissement de la demande, leurs capacités de production peuvent continuer à augmenter en fonction de leurs commandes antérieures de machines). Les prix n'augmentent plus, voire commencent à baisser. Les capitalistes essaient de sauvegarder leur niveaux de prix et ajustent leur production à la baisse : cela diminue leurs coûts variables (salaires, matières premières) mais ne réduit pas leur coûts fixes (amortissement des équipements installés, remboursement des emprunts, etc.). Le taux de profit décline. Les entreprises les moins productives sont en difficulté. Les faillites augmentent et la crise se propage : la faillite du débiteur met en difficulté le créancier, etc. La production recule. Parfois, la manifestation du retournement est un krach boursier, mais ce n'est pas une règle générale et, de toute manière, l'origine de la crise se trouve dans la sphère de la production.

d/ la dépression. La production est tombée à un bas niveau. A travers les faillites et le recul de l'investissement, la base productive de l'économie se réduit. Le capital se déprécie. Les salaires baissent. Les taux d'intérêt sont faibles. Ainsi se créent les conditions d'un redressement du taux de profit et d'une reprise de la production quand une demande nouvelle se manifestera.

La crise favorise les restructurations, adapte le stock de capital aux conditions d'une mise en valeur adéquate d'un point de vue capitaliste. La crise n'est pas une catastrophe sans cause et imméritée, elle est fonctionnelle au capitalisme et permet d'élaguer les « branches mortes ».

2. Pourquoi les crises ?

a/ quatre thèses différentes ont été avancées par divers économistes se réclamant du marxisme pour expliquer les cycles économiques :

* **la baisse du taux de profit** : pendant la période d'expansion, le chômage diminue et les travailleurs sont en meilleure position pour demander et obtenir des améliorations de leur situation.

* **la disproportionnalité** entre secteur I et secteur II : dans les conditions de la concurrence capitaliste, les investissements évoluent en fonction d'une multitude de décisions de capitalistes individuels qui ne permettent pas de respecter les conditions d'équilibre entre secteur I et secteur II résultant des schémas de reproduction.

* **la sous-consommation** : la logique du profit conduit les capitalistes à limiter les revenus des travailleurs donc leur consommation ce qui conduit à l'apparition d'un écart entre les capacités de production et la demande adressée au secteur II qui se répercute ensuite sur le secteur I.

* **la suraccumulation** : l'importance de l'investissement conduit au déclin de la rentabilité du capital : la masse de la plus-value est insuffisante par rapport au capital. c/v augmente plus vite que p/v ----> le taux de profit $(p/v)/(1+c/v)$ diminue.

En fait, ces différents facteurs se combinent et les explications mono-causales ne rendent pas compte de la réalité (19). Ainsi, les explications par la baisse du taux de profit tendent à sous-estimer la nécessité du problème de la réalisation. Le problème des capitalistes n'est pas seulement que les conditions de la production permettent d'extraire une plus-value suffisante des travailleurs : le profit n'est que potentiel tant que les marchandises n'ont pas été vendues.

De même, s'il est exact que les capitalistes tendent à créer des capacités excédentaires dans leur souci d'accroître « leur part du gâteau », les explications fondées sur cet aspect peuvent conduire à l'idée fautive selon laquelle la planification de l'investissement supprimerait les crises. En fait, elle permettrait l'atténuation de certaines fluctuations mais ne supprimerait pas la tendance à la disproportion entre production et consommation liée à l'exploitation des travailleurs.

Quant aux explications par la sous-consommation, elles amènent à la conclusion que les crises seraient évitées si les salaires augmentaient régulièrement ou si l'Etat distribuait un pouvoir d'achat additionnel sous forme de prestations sociales. Ce type de dispositif permettrait d'amortir les fluctuations mais il doit rester circonscrit aux limites de la production pour le profit sous peine de freiner l'accumulation du capital, notamment dans les périodes où le taux de profit a déjà commencé à décliner : l'investissement est fonction à la fois des profits passés et des espérances de profits futurs.

Enfin, les théories de la suraccumulation et de la baisse de la rentabilité du capital conduisent à l'inverse à l'idée que le remède réside dans la baisse des salaires. En fait, il en résulterait une chute de la demande ce qui renforcerait les difficultés de réalisation.

En fait, si chacun d'entre eux isolément ne peut expliquer le cycle, tous les facteurs qui viennent d'être discutés peuvent être intégrés à une théorie globale : « *Dans le cadre de la théorie économique marxiste, les crises de surproduction sont à la fois des crises de suraccumulation du capital et des crises de surproduction de marchandises. Le premier aspect ne peut être expliqué sans mettre l'accent sur le second ; le second ne peut être compris sans se référer au premier.* » (20).

3. Les caractéristiques des cycles courts depuis la Seconde Guerre mondiale.

a/ Entre le début des années 50 (stabilisation économique en Europe occidentale) et le début des années 70 (entrée dans la Crise, avec une majuscule), les économies capitalistes développées ont connu des cycles largement amortis marqués bien souvent non pas par un recul de la production mais par un ralentissement de la croissance. Cette situation a donné l'illusion à certains économistes que le capitalisme avait trouvé le moyen de surmonter les contradictions provoquant les crises.

(19) Ernest Mandel "Traité d'économie marxiste" et introduction au livre III du "Capital", Penguin Books (en anglais).

(20) Ernest Mandel, introduction au livre III du "Capital", Penguin Books.

Les raisons de cette évolution moins heurtée se trouve fondamentalement au niveau des nouvelles caractéristiques structurelles du capitalisme qui seront développées ci-dessous à propos des ondes longues. Cependant, trois éléments essentiels d'amortissement des fluctuations conjoncturelles peuvent d'ores et déjà être signalés :

* **l'intervention de l'Etat de l'économie.** Sous l'effet de la crise de 1929 puis de la Guerre, le mode de gestion libéral de l'économie est remis en cause. La part des dépenses publiques augmente dans tous les pays capitalistes développés. Ces dépenses soutiennent la demande des ménages mais surtout l'investissement par le biais des dépenses d'équipement civil et militaire.

* **les conquêtes sociales.** Même si les crises sociales et politiques des années 30 et de l'après-guerre ne débouchent pas sur la remise en cause du pouvoir de la bourgeoisie dans les pays capitalistes développés, elles permettent néanmoins la mise en place de système de protection sociale plus ou moins développés (assurance-maladie, retraites, indemnisation du chômage) qui régularisent la demande des ménage et limitent son recul dans les périodes de ralentissement économique.

* **le développement et l'organisation du système de crédit.** Le système monétaire est désormais géré par les banques centrales des différents pays (en France, la Banque de France) avec comme clef de voûte internationale le dollar américain. Ce système est plus souple que l'étalon-or du XIX^e siècle. Les banques développent leurs opérations de crédit. Un approvisionnement régulier de l'économie en monnaie est donc possible. Cela contribue aussi à amortir les fluctuations économiques. La contrepartie en est le développement de tensions inflationnistes : le niveau moyen des prix ne baisse pas même en période de récession et divers pays connaissent des périodes de hausse rapide des prix.

b/ Une nouvelle phase ? Cette tendance à l'amortissement des cycles était plus nette en Europe (et notamment en France) qu'aux Etats-Unis : de façon schématique, on peut attribuer cette situation au rôle plus important de l'Etat et au plus grand développement des mécanismes de protection sociale en Europe. Cependant, au vu de la profondeur de la dernière récession, de nombreux économistes s'interrogent sur le retour de cycles plus accentués en Europe occidentale. Si cette situation se confirmait, ce serait largement le produit des politiques néo-libérales qui ont érodé les mécanismes régulateurs qui viennent d'être résumés :

* la libéralisation des mouvements internationaux de capitaux accentue les contraintes en matière de gestion de la monnaie et du crédit.

* la remise en cause des garanties sociales, la déréglementation, la précarisation de l'emploi renforcent le lien, relâché dans la période précédente, entre évolution de l'activité et évolution du revenu des ménages salariés.

* les mesures fiscales en faveur des ménages à revenu élevé ont contribué à la croissance de l'endettement des Etats : la charge de leur dette est désormais tellement élevée qu'elle rend plus difficile des mesures de soutien de l'activité lorsque l'économie ralentit.

III. LES ONDES LONGUES DU CAPITALISME

1. La succession des ondes longues

On ne trouve pas d'analyse des ondes longues chez Marx qui ne disposait pas du recul historique nécessaire pour analyser comment, au-delà des crises cycliques, le système assurait sa reproduction à long terme. Diverses études, parues à partir des dernières années du XIX^e siècle, établissent l'existence de mouvements économiques de longue période.

Ces mouvements sont souvent qualifiés de « cycles Kondratieff » du nom d'un économiste qui réalisa dans l'URSS des années 20 d'importants travaux sur le sujet avant que ses thèses ne soient condamnées (car elles montraient que le capitalisme avait pu sortir de ses crises et en sortirait encore éventuellement) et qu'il soit lui-même arrêté et déporté par Staline. Son approche fut reprise par l'Autrichien Schumpeter qui insista sur le lien entre innovations et cycles de croissance du capitalisme.

Trotsky suivit de près les travaux de Kondratieff mais il lui reprochait d'établir un trop grand parallélisme entre cycle court et mouvement long (voir ci-dessous). Ernest Mandel a repris l'analyse des ondes longues (21). Depuis la fin du XVIII^e siècle, on a pu distinguer quatre mouvements pluri-décennaux repérables par le mouvement des prix, le taux de croissance de la production et l'évolution du volume du commerce international. Chacun de ces mouvements voit se succéder une phase ascendante (croissance rapide) et une phase descendante (croissance ralentie).

	phase ascendante	phase descendante
1ère onde longue	1789-1816	1816-1847
2ème onde longue	1848-1873	1873-1896
3ème onde longue	1896-1919	1920-1919/45
4ème onde longue	1940/45-1967/73	1968/73
	“ Trente Glorieuses ”	la “ Crise ”

Remarque : les dates indiquées dans le tableau correspondent à la périodisation qui ressort de la plupart des études. Des décalages peuvent exister entre les situations des différents pays : ainsi, on a pu soutenir que le retournement de la 3ème onde longue était intervenu en 1929 aux USA, soit nettement plus tard qu'en Europe.

Chaque onde longue est entrecoupée par des cycles courts d'ampleur plus ou moins accentuée. Ceux-ci ont une amplitude moyenne différente selon la phase de l'onde longue dans laquelle on se trouve : les périodes d'expansion sont moins soutenues dans la phase descendante de l'onde longue et les dépressions sont au contraire plus nettes.

Selon ce schéma, les années d'expansion de l'après-guerre à la fin des années 60 (les « Trente Glorieuses ») correspondraient à la première phase et, au début des années 70, nous serions entrés dans la phase « descendante », elle-même ponctuée par trois récessions : 1974-1975, 1981-1982 et 1992-1993 en Europe occidentale (1990-1991 aux Etats-Unis).

2. Progrès technique et taux de profit

Les ondes longues ne peut être assimilées aux cycles courts. Deux facteurs apparaissent essentiels dans leur succession :

* **les innovations technologiques** Il existe un lien assez net entre les ondes longues et les grandes innovations technologiques (machine à vapeur et métier à tisser pour la première onde longue expansive, chemin de fer et acier pour la seconde, etc.). Certaines analyses des ondes longues mettent quasi-exclusivement l'accent sur de facteur. Ces analyses ont un intérêt descriptif mais leur portée explicative est limitée sauf si l'on admet que le « progrès technique » se développe sur la base de sa propre logique (ce qui peut à la rigueur se soutenir pour le recherche fondamentale) mais est faux pour l'intégration des « découvertes » au processus productif.

(21) Ernest Mandel, "Long waves of capitalist development", Cambridge University Press, 1978.

Il existe de nombreuses études sur le rythme du progrès technique et son lien avec l'évolution de l'économie. Il semble en découler un schéma selon lequel l'onde longue descendante, où les conditions d'activité des capitalistes sont plus difficiles, incite ceux-ci à la mise en oeuvre de certaines innovations technologiques afin d'accroître les profits. Durant l'onde longue expansive, ces innovations se généralisent ensuite à l'ensemble des secteurs productifs dominants. On peut toutefois s'interroger sur la pertinence d'un tel découpage pour la présente onde longue récessive où les nouvelles technologies paraissent assez largement appliquées. A ce propos, il apparaît important de distinguer :

* les innovations de « procès » qui modifient les techniques productives et donc l'organisation du travail ;

* les innovations de produits qui aboutissent à la mise au point de nouveaux biens finals.

Les piliers de l'onde longue expansive d'après-guerre

Pour schématiser à l'extrême et reprendre une terminologie "régulationniste", on pourrait dire que la réponse aux trois premières questions évoquées ci-dessus, qui a défini le régime d'accumulation d'après-guerre, a été "taylorisme-fordisme-keynésianisme".

- Taylorisme. Sur la base technologique constituée par le moteur à explosion, l'électricité, l'électronique et le nucléaire, les capitalistes ont généralisé l'organisation scientifique du travail la parcellisation et la répétition, en même temps qu'elles dépossédaient largement les ouvriers de leurs savoirs et de leurs pouvoirs traditionnels sur la marche de la production, permettaient une intensification sans précédent des rythmes de travail et des gains de productivité. L'accroissement du taux de plus-value compensait ainsi les effets de l'augmentation et de la composition organique du capital sur le taux de profit.

- Fordisme. Bien que Ford, par une politique de hauts salaires ("5 \$ par jour"), cherchât consciemment à la fois à fidéliser sa main-d'œuvre et à lui permettre de s'acheter une Ford T, ce n'est pas de bon gré que les capitalistes américains ont accepté un "New Deal" qui renforçait le pouvoir syndical et semblait menacer leurs prérogatives. De même, les bourgeoisies européennes, pour la plupart, n'ont pas anticipé les effets positifs de l'instauration de la Sécurité sociale ou des gains de pouvoir d'achat obtenus par les salariés. Mais a *posteriori*, et comme l'avait prédit Keynes, l'intégration des salariés dans la dynamique des débouchés a constitué le meilleur remède contre la traditionnelle crise de surproduction, pour autant que la consommation des masses ne croisse pas plus vite que la productivité et n'entame donc pas la part des profits.

- Keynésianisme. Abandonnant le "laissez-faire" libéral, les Etats ont pris acte de la nécessité, à l'époque des trusts multinationaux, d'intervenir directement dans la sphère économique par des politiques systématiques, budgétaires et monétaires, afin d'éviter les faillites majeures et les krachs déstabilisants ; une politique contracyclique de soutien à la demande, et une "dévalorisation douce" des capitaux investis par le biais de l'inflation rampante, ont atténué l'ampleur des récessions et évité leur synchronisation entre les diverses puissances impérialistes. Enfin, ces puissances, à l'issue de la guerre, ont accepté l'hégémonie des USA, concrétisée par les accords de Bretton Woods qui confèrent au dollar le statut de monnaie de réserve internationale, bonne comme l'or.

On a pu noter (22) que les ondes longues récessives incitent aux innovations favorisant la réduction des coûts de production. C'est particulièrement le cas dans la Crise actuelle. Les innovations majeures concernent avant tout les techniques de production : les processus productifs et l'emploi dans l'industrie sont bouleversés et les services sont largement affectés. Certes, de nouveaux biens finals sont apparus ou bien il y a eu transformation des conditions de fabrication de biens existants voire bouleversement quasi-total (l'horlogerie secteur de la mécanique est ainsi plutôt devenue un secteur de l'électronique). Mais il n'y a pas de nouveau bien capable de jouer un rôle majeur d'entraînement de l'activité. Le poids économique et la cohérence de tous les éléments du secteur informatique ne peuvent être comparés à ceux du complexe automobile dans les années soixante.

* **les variations du niveau du taux de profit.** Le taux de profit se maintient à des niveaux élevés durant l'onde longue expansive puis il commence à baisser d'où le retournement de l'onde : les innovations technologiques ont épuisé leurs effets, les positions des travailleurs se sont renforcées. La baisse continue durant l'onde récessive mais, dans une seconde phase de celle-ci, il commence à augmenter à nouveau (23) : le chômage affaiblit le pouvoir de négociation des travailleurs, les applications partielles des nouvelles technologies permettent l'accroissement du taux d'exploitation. C'est ce que l'on constate dans les principaux pays capitalistes à partir de 1982. Evolution du taux de profit et révolutions techniques sont liées. Chacun de ces aspects ne peut être compris qu'en référence au rapport capital-travail et aux nécessités de la valorisation du capital. Tous ces éléments se combinent dans la notion d'« ordre productif ».

3. les « ordres productifs »

Chaque onde longue est marquée par un mode dominant de fonctionnement du capitalisme, par un « ordre productif » (pour reprendre la terminologie de P. Dockès et B. Rosier) (24) dont le contenu est constitué par la combinaison de quatre séries d'éléments :

a/ un mode d'accumulation du capital. Ce qui renvoie à un double rapport :

- * rapport intra-capital : structures industrielles et financières, modalités de la concurrence. De façon schématique, il s'agit ici du degré de monopolisation de l'économie et du lien entre capital bancaire et capital industriel.

- * rapport capital-travail :

- mode d'organisation du procès de travail (division « technique » du travail) ;

- rapport salarial : mode de détermination du salaire (salaire aux pièces ou salaire au temps, existence ou non de négociations collectives et d'un salaire minimum légal, etc.) ;

- répartition du surplus économique entre les classes.

Ce double rapport structure un mode d'accumulation, c'est-à-dire un fonctionnement du « circuit économique » tel qu'il permette le fonctionnement des schémas de reproduction élargie du capital définis par Marx.

(22) Mandel "Long waves".

(23) Angelo Reati "Taux de profit et accumulation du capital dans l'onde longue de l'après-guerre", Editions de l'Université de Bruxelles, 1990.

(24) Pierre Dockès et Bernard Rosier "Rythmes économiques. Crises et changement social, une perspective historique", La Découverte/Maspéro, 1983

b/ un type de forces productives matérielles.

Nous avons déjà souligné le lien entre les ondes longues et les vagues successives d'innovation technologiques. A propos des précédentes ondes longues, E. Mandel a noté : « *Les ondes longues dépressives sont généralement caractérisées par une multiplication d'inventions et d'innovations technologiques, mais qui restent essentiellement expérimentales... Les ondes longues expansives, par contre, se caractérisent moins par des inventions et innovations spectaculaires que par leur propagation, leur généralisation, leur vulgarisation quasi-universelle. Les inventions de « l'onde longue récessive » sont maintenant appliquées pratiquement dans toutes les sphères de l'activité économique. Elles se manifestent sous une échelle de masse* » (25). Cette distinction paraît avoir largement perdu de sa pertinence : la présente onde longue récessive paraît se caractériser par une large application de nouvelles technologies.

c/ un mode de régulation sociale.

Bernard Rosier (26) affirme à juste titre : « *Dans un système social traversé d'intérêts contradictoires, il ne peut y avoir d'efficacité économique sans que soient assurées les conditions d'une soumission suffisante (selon des formes diverses) des forces de travail à l'ordre industriel* ». Il s'agit ici de l'ensemble des éléments étatiques et para-étatiques : droit du travail, système de protection sociale,... mais aussi forces dites « de l'ordre » qui assurent ce que les économistes de l'école de la « régulation » (Robert Boyer, Alain Lipietz, etc.) qualifient (selon une terminologie erronée) de « compromis social ».

d/ le type de division internationale du travail.

L'espace économique capitaliste a toujours été internationalement structuré et hiérarchisé :

- * hiérarchie des puissances militaires et politiques ;
- * place des différentes économies dans le processus productif (qui fournit les matières premières, qui produit les biens industriels les plus sophistiqués ?) ;
- * rôle international des monnaies (quelle est, au-delà des systèmes monétaires nationaux, la devise acceptée universellement comme instrument de paiement et de réserve ?) ;
- * orientation des flux financiers internationaux.

Dans l'après-guerre, le système capitaliste international est complètement structuré autour de l'impérialisme américain. Ce n'est plus le cas aujourd'hui même si les Etats-Unis essaient d'utiliser leur suprématie militaire pour compenser leur relatif recul économique face au Japon et à l'Europe.

Une combinaison à peu près cohérente de ces éléments s'est mise en place dans l'après-guerre, puis a été progressivement ébranlée, d'où la Crise (voir encadré « Les piliers de l'onde longue expansive d'après-guerre ») (27).

(25) Ernest Mandel "La crise économique du capitalisme contemporain et son influence dans les rapports et institutions politiques et la lutte de classe", article de 1984 cité dans "La crise, les crises, l'enjeu", La Brèche, Collection "Racines", 1987.

(26) Bernard Rosier, "Théories des crises économiques", La Découverte, Collection Repères, 1987.

(27) On peut soutenir que ces ordres productifs constituent, pour chaque période historique du capitalisme, la configuration permettant de limiter l'effet de "la loi de la baisse tendancielle du taux de profit".

4. le retournement de l'onde longue

Trotsky soulignait dès 1923 la différence de nature entre onde longue et cycle court : « *La répétition périodique des cycles courts est conditionnée par la dynamique interne des forces du capitalisme. Elle se manifeste toujours et partout une fois que le marché est né. Si l'on considère par contre les larges segments de la courbe de développement capitaliste (cinquante ans) que le professeur Kondratieff propose un peu rapidement d'appeler des cycles, leur caractère et leur durée sont déterminés non pas par la résultante des forces internes du capitalisme, mais par l'environnement extérieur dans lequel se propage le mode de développement capitaliste* ». Il précise que l'explication des ondes longues exige « *une étude plus concrète de la courbe capitaliste et de l'ensemble des relations entre ce dernier et tous les aspects de la vie sociale.* » (28).

En fait, la logique interne (endogène) du capitalisme explique l'évolution de chaque onde longue de même que le passage d'une onde longue expansive à une onde longue récessive. Par contre, il n'y a aucun mécanisme endogène qui rende automatique le passage à une onde expansive après l'onde récessive. La compréhension du passage à une nouvelle phase ascendante nécessite la prise en compte de facteurs « extra-économiques » (la modification des rapports de force sociaux en Europe et la guerre pour les « Trente Glorieuses »). Leur ampleur doit être telle qu'elle permettent un redressement durable du taux moyen de profit, condition de l'enclenchement de nouveaux processus dynamiques.

Ce point constitue sans doute un des aspects essentiels de la conception marxiste des ondes longues. Elle s'oppose à tout déterminisme notamment technologique qui assimilerait les ondes longues à une suite de révolutions technologiques dont les effets dynamisants s'épuisent ensuite (29). Elle se démarque aussi des visions harmonicistes reposant sur la croyance à une capacité quasi-spontanée du capitalisme à trouver les solutions propres à créer les conditions d'une nouvelle croissance équilibrée (voire harmonieuse) (30). La dépression longue est bien un « *temps de genèse des formes nouvelles... susceptibles de s'organiser en un nouvel ordre productif cohérent* » (31) mais il n'y a aucune nécessité ni que cette recherche aboutisse (« *l'issue d'une dépression longue n'est pas forcément dans le système* ») (32), ni que, si cela se produisait, le contenu de la solution trouvé ne soit pas plus réactionnaire voire barbare que l'onde longue expansive précédente.

(28) Citations tirées de Mandel "Long waves".

(29) L'essentiel est la reconnaissance du rôle des facteurs extra-économiques et le refus de l'automatisme du retournement. Sous cet angle, on peut relativiser la divergence entre Mandel et Dockès/Rosier : ces derniers considèrent comme sans objet la distinction entre détermination endogène et exogène du retournement dans la mesure où la lutte des classes est endogène au mode de production capitaliste. Cela renvoie en fait à un autre débat sur la lutte des classes, son déroulement, etc.

(30) Ces visions ont pu parfois paraître cautionnées par les économistes régulationnistes dans certains de leurs écrits. Dans un ouvrage qui veut faire le point sur la théorie de la régulation ("La théorie de la régulation : une analyse critique", La Découverte, 1986), Robert Boyer reste prudent et note : "le processus de sortie des grandes crises... jusqu'à présent reste bien mystérieux, pour les contemporains, la théorie économique... et les régulationnistes eux-mêmes". On peut toutefois remarquer qu'Alain Lipietz a, sur le point précis du retournement de l'onde longue dépressive, souligné l'apport méthodologique d'Ernest Mandel cf. "Trois crises, métamorphose du capitalisme et mouvement ouvrier", CEPREMAP, 1985.

(31) Bernard Rosier, "Théories....".

(32) Bernard Rosier, "Théories....".

5. LA PHASE ACTUELLE DE LA CRISE

a/ Les années 80 et la récession récente.

L'évolution du rapport salarial depuis le début des années 80 a pour logique le développement de la flexibilité et de la précarité. Il y a eu accroissement de la plus-value absolue par réduction des coûts du travail. L'austérité imposée aux salariés ainsi que les restructurations ont permis au capital de restaurer partiellement son taux de profit mais, de la compression de la demande salariale, il a également résulté un moindre dynamisme des débouchés. Les investissements productifs sont donc restés faibles dans une première phase tandis que prospérait la spéculation financière.

Cette situation a entraîné une quasi-stagnation du stock de capital productif et une augmentation du taux d'utilisation des équipements (c'est-à-dire du rapport entre la production effective et la production potentielle permise par l'utilisation des équipements existants à plein et dans des conditions de rentabilité satisfaisantes pour les capitalistes). La « gestion sociale » de la crise faisant que la « demande populaire » se maintient grâce aux prestations sociales (et au rapport de force interdisant de dépasser certaines limites dans la compression des salaires réels), le cycle même du capital (le vieillissement des équipements) devait finir par entraîner une certaine reprise de l'investissement. Celle-ci a été accentuée par les retombées de l'« enrichissement des riches » du fait de l'augmentation des revenus de la propriété et des allègements fiscaux de toutes sortes. La consommation des catégories aisées a ainsi joué ainsi un rôle important dans la dynamique du système dans la seconde moitié des années 80 lors de la dernière période (33). Les pays de l'OCDE ont alors enregistré une augmentation significative de l'investissement tandis que la reprise économique entamée aux Etats-Unis en 1983 s'étendait à l'Europe. L'accentuation des inégalités a ainsi permis au capitalisme de retrouver pour un temps à la fois profits et débouchés.

Cette nouvelle phase d'accumulation a conduit certains économistes à annoncer le début d'une nouvelle onde longue pour les années 90 : ce raisonnement s'appuyait sur la hausse des profits et sur la mise en oeuvre des innovations technologiques (informatique et ses dérivés) (34). Un tel point de vue reposait largement sur une conception mécanique de la succession des ondes longues. Par contre, on pouvait légitimement s'interroger sur les conséquences des défaites partielles successives des classes ouvrières des principaux pays capitalistes qui ont permis le retour des taux de profit à des niveaux analogues à celui du début des années 70 et, au vu, des mécanismes de la reprise de la seconde moitié des années 80, soutenir qu'un nouveau type de configuration s'était mis en place doté d'une stabilité limitée et reposant sur l'approfondissement des inégalités.

La situation s'est retournée dès 1990-1991 : la stagnation de la demande des ménages a rejailli sur l'investissement. Les Etats-Unis sont ainsi entrés en récession. Cependant, la réunification allemande a perturbé le déroulement de ce dernier cycle : le débouché qu'elle a créé pour la RFA et pour les économies de l'Union européenne ont retardé la

(33) On voit donc que les revenus financiers ne sont pas perdus pour tout le monde et ont une fonctionnalité par rapport au système : ce constat s'oppose à certaines positions du PCF qui dénoncent le prélèvement de la finance et lui attribue les difficultés du secteur productif. Si cette approche peut correspondre à de vrais problèmes au niveau micro-économique (au niveau d'une entreprise, voire d'une branche), elle est globalement erronée pour l'économie dans son ensemble.

(34) Angelo Reati "Taux de profit..."

récession en Europe continentale (le Royaume-Uni a évolué de façon semblable aux Etats-Unis). Cette récession particulièrement accentuée a montré les risques des politiques néo-libérales de déréglementation (cf. ci-dessus) mais elle a aussi montré l'instabilité du mode de croissance de la fin des années 80. Même si l'économie américaine connaît actuellement une reprise et si la récession européenne est probablement en train de s'achever, la « Crise » perdure.

b/ vers un nouvel « ordre productif » ?

Il est désormais clair pour tout le monde que les nouvelles technologies ne sont en elles-mêmes porteuses d'aucune issue à la Crise. L'incapacité du capitalisme à recréer simultanément profit et débouchés en expansion est essentielle pour la compréhension de la situation actuelle et notamment de la récente récession. S'y ajoute le manque de cohérence des différents aspects de l'« ordre productif » présent.

Tandis que la majorité des économistes s'acharnent à démontrer que le monde actuel est le seul possible (35), les bourgeoisies s'affairent à l'alignement du capitalisme européen (modèle par les rapports de force sociaux et politiques hérités de la Libération et des luttes sociales) sur le modèle américain plus flexible et moins social. Pour y parvenir, elles devront infliger de nouvelles défaites aux travailleurs. Certains secteurs de la classe dominante devront aussi payer le prix de l'internationalisation grandissante des économies, ce qui nourrit dans divers pays des tendances nationalistes.

Mais la mise en place d'un nouvel « ordre productif » cohérent ne peut se régler pays par pays, il suppose aussi des compromis entre pays dominants sur la régulation des échanges internationaux et le système monétaire et financier international. Il faut enfin surmonter la non-coïncidence qui paraît actuellement marquer les pays capitalistes développés entre secteurs à potentiel de demande élevés (santé, éducation) et secteurs à gains de productivité importants et à perspectives de profit les plus élevés (36). Deux solutions sont possibles à une telle configuration : l'ajustement de la demande (par le renforcement du pouvoir d'achat des catégories à revenu les plus élevées acheteuses de biens manufacturés « haut de gamme ») ou celui de l'offre par la rentabilisation des secteurs envers lesquels la demande est forte mais qui ne génèrent pas suffisamment de profit pour les capitalistes.

Vaste programme dont le résultat est des plus incertains : il faut en effet répéter qu'il n'y a pas de fatalité à la sortie de l'onde longue récessive d'autant qu'un certain nombre de caractéristiques des années 80 (comme la financiarisation de l'économie) peuvent être considérées comme des obstacles supplémentaires au retour à une onde longue expansive. Certains économistes en déduisent la possibilité d'un enlèvement dans la Crise. Il convient cependant de se garder de tout pronostic définitif en la matière. Par contre, pour le moyen terme, les années à venir d'ici à la fin du millénaire, il n'y a guère d'inconnues, du moins en positif. La sortie de la récession et, c'est déjà une hypothèse favorable, un rythme de croissance de l'ordre de 2,5% en moyenne pendant quelques années ne signifieraient pas la fin du chômage de masse, de l'incertitude et de la précarité pour de larges secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse.

(35) Il ne s'agit pas seulement pour eux de nier la possibilité de toute alternative globale à ce système mais de rejeter comme nuisible toute velléité de mise en place, dans le cadre même du système, de mise en place de mécanismes correcteurs visant (conformément aux objectifs de Keynes) à se rapprocher du plein emploi et à améliorer les conditions de vie de la masse de la population.

(36) Maxime Durand "Où va la crise ?", Inprecor n°346, 14 février 1993.

Chapitre 4 L'impérialisme et l'économie mondiale

Le terme d'impérialisme n'apparaît pas chez Marx, mais chez les marxistes du début du siècle. Il est cependant important de souligner que ce concept ne désigne pas, comme on le croit souvent, une théorie de l'exploitation des pays du Tiers Monde. Il renvoie en réalité à une théorie de l'économie mondiale dont les éléments constitutifs se trouvent déjà chez Marx, et qui vont s'enrichir et se préciser peu à peu. Ce chapitre commencera donc par présenter un rapide survol des développements de cette conception. Puis, dans une seconde partie, il présentera les traits essentiels de l'économie mondiale contemporaine.

I. UNE RAPIDE HISTOIRE DES THEORIES

1. Marx et le marché mondial

Dans les pages du *Capital* consacrées à la genèse du capitalisme, Marx montre comment ce dernier s'est développé dans un petit nombre de pays (Hollande puis Angleterre) qui remplissaient deux séries de conditions. D'une part le capitalisme commercial y avait prospéré, sur la base de l'échange avec des régions moins développées, jouant à ce titre un rôle déterminant dans ce que Marx appelle l'**accumulation primitive du capital**. D'autre part, il fallait que ce capital-argent puisse ensuite se transformer en capital productif, et cela n'a pu se réaliser que « *là où les conditions étaient créées au cours du Moyen-Age* »³⁷.

L'extension du commerce mondial a contribué à hâter le déclin du féodalisme, puis les rapports entre commerce et industrie se sont modifiés : « *l'immanente nécessité pour le mode capitaliste de produire à une échelle sans cesse plus grande incite à une extension perpétuelle du marché mondial, de sorte que ce n'est pas ici le commerce qui révolutionne constamment l'industrie, mais c'est le contraire* ». Cette page du *Capital* débouche sur cette affirmation très claire : « *La base du mode de production capitaliste est constituée par le marché mondial lui-même.* »³⁸.

La notion de marché mondial est donc constitutive du capitalisme, comme y insiste déjà le *Manifeste du Parti Communiste* : « *Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation* ». Cependant le point de vue de Marx et Engels sur la pénétration dans les pays coloniaux n'a pas été exempt, au moins dans leurs écrits de jeunesse, d'une vision assez unilatérale que cette autre formule du *Manifeste* illustre assez bien : « *Par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares* ». Ainsi, en 1847, Engels va jusqu'à applaudir la conquête du Mexique : « *C'est un progrès pour un pays jusque là exclusivement préoccupé de lui-même, déchiré par d'incessantes guerres civiles et détourné de tout développement (...) Il est de l'intérêt de son propre développement que le Mexique se trouve dorénavant placé sous la tutelle des Etats-Unis.* »³⁹

On trouve sous la plume de Marx un jugement aussi catégorique dans un article sur l'Inde publié en 1853 dans le *New York Daily Tribune* : « *L'Angleterre a une double mission à remplir en Inde : l'une destructrice, l'autre régénératrice - l'annihilation de la vieille société asiatique et la pose des fondements matériels de la société occidentale en Asie* ». Certes, ce n'est pas de manière délibérée que le développement va être introduit : « *Je sais que l'oligarchie manufacturière anglaise ne désire doter l'Inde de chemins de fer que dans l'intention exclusive d'en tirer à moindres frais le coton et autres matières premières nécessaires pour ses manufactures* ».

Mais ce processus d'industrialisation va s'étendre de telle sorte que « *Les chemins de fer deviendront donc en Inde les avant-coureurs de l'industrie moderne* ». La révolution sociale reste nécessaire, mais elle est conçue comme l'aboutissement d'un processus linéaire : « *Tout ce que la bourgeoisie anglaise sera obligée de faire en Inde n'émancipera pas la masse du peuple ni n'améliorera substantiellement sa condition sociale, car ceci dépend non seulement du développement des forces productives, mais de leur appropriation par le peuple. Mais ce qu'elle ne manquera pas de faire, c'est de créer les conditions matérielles pour réaliser les deux. La bourgeoisie a-t-elle jamais fait plus ?* »⁴⁰

Dans un autre article de 1853, Marx va encore plus loin à propos de l'Hindoustan : « *quels que fussent les crimes de l'Angleterre, elle fut un instrument inconscient de l'histoire en provoquant cette révolution* ». La pénétration coloniale est donc perçue comme l'instrument du progrès, certes violent, mais salubre, puisqu'il vient secouer des sociétés menant une « *vie végétative, stagnante, indigne* »⁴¹.

Ces conceptions vont évoluer au fil du temps, à partir d'une réflexion approfondie sur la question nationale, notamment à partir des cas irlandais et chinois, et, dans le domaine de l'économie, par une appréhension plus synthétique de la dynamique du marché mondial.

Dans les analyses du *Capital*, la fonction du commerce international réside principalement chez Marx dans la contre-tendance qu'il fournit à la baisse du taux de profit : « *des capitaux investis dans le commerce extérieur sont en mesure de donner un taux de profit plus élevé parce que d'abord on entre ici en concurrence avec des pays dont les facilités de production marchande sont moindres.* »⁴²

Marx note qu'il y a transfert de valeur : « *Le pays favorisé reçoit en retour plus de travail qu'il n'en a donné en échange, bien que cette différence, ce surplus, comme dans l'échange entre le capital et le travail, soit empoché par une classe particulière* » mais insiste surtout sur le fait que cette contre-tendance ne fait que déplacer le problème et n'empêchera pas en fin de compte la tendance à la baisse du profit de se manifester « *dans des circonstances déterminées* ». ⁴³

Marx s'intéresse principalement à la dynamique de la reproduction du capital dans ce que l'on appellerait aujourd'hui les pays du Centre. Mais sa vision unilatérale intègre peu à peu des éléments plus contradictoires comme dans son analyse des effets de la grande industrie : « *En ruinant par la concurrence leur main d'oeuvre indigène, l'industrie mécanique les transforme forcément en champs de production des matières*

³⁷ *Le Capital*, Editions Sociales, Livre III, tome VI, p.341.

³⁸ *Idem.*

³⁹ Cité d'après Manuel Aguilar Mora, "Marx y México", *La Batalla* n°4, 1983.

⁴⁰ Reproduit dans Marx Engels, *Textes sur le colonialisme*, Editions du Progrès, 1977, pp.92-99.

⁴¹ *Idem*, pp.35-43.

⁴² *Le Capital*, Livre III, tome VI, p.250.

⁴³ *Idem*, p.251.

premières dont elle a besoin (...) Une nouvelle division internationale du travail, imposée par les sièges principaux de la grande industrie, convertit de cette façon une partie du globe en champ de production agricole pour l'autre partie, qui devient par excellence le champ de production industriel. »⁴⁴

2. Les théories classiques de l'impérialisme

La notion d'impérialisme apparaît au début du siècle, avec les travaux classiques de Lénine et de Rosa Luxemburg. Il ne s'agit pas au départ d'analyser ce que l'on appellerait aujourd'hui les relations Nord-Sud : la question théorique qui est discutée porte sur les conditions internes de fonctionnement du capitalisme. Après la « grande dépression », qui a duré de 1873 à 1895, le capitalisme renoue en effet avec une croissance plus dynamique, en même temps qu'il connaît des transformations substantielles. Toute une série de théoriciens dont Bernstein et ceux que Lénine appellera les marxistes légaux vont proposer une interprétation des schémas de reproduction démontrant la possibilité d'un développement indéfini du capitalisme sur la seule base du marché intérieur. La question qui se pose est donc bien de comprendre le mode de fonctionnement du capitalisme à un stade particulier de son histoire. C'est par rapport à cette problématique que le concept d'impérialisme va être introduit et que les pays coloniaux ou semi-coloniaux vont jouer un rôle spécifique dans l'analyse théorique.

a/ Rosa Luxemburg et le problème des débouchés

Aux pronostics optimistes d'un Bernstein sur la dynamique du capitalisme, Rosa Luxemburg oppose une lecture différente des schémas de reproduction. L'argument peut être résumé de manière assez simple. Avec l'accumulation du capital, la composition organique tend à augmenter, alors même que le capitalisme cherche à contenir la croissance des salaires. Dans ces conditions, si l'on maintient l'hypothèse attribuée à Marx, selon laquelle « *les capitalistes et les ouvriers sont les seuls consommateurs* », la reproduction du capital devient impossible. Rosa Luxemburg récuse en effet les thèses des marxistes légaux comme Tougan-Baranovsky qui cherchaient à montrer que l'expansion capitaliste était possible, sur la base d'un auto-développement sans fin de la section des moyens de production. Elle retrouve une intuition fondamentale de Marx selon laquelle « *la production de capital constant ne se fait jamais pour elle-même, mais uniquement parce qu'il s'en utilise davantage dans les sphères de production qui produisent pour la consommation individuelle* »⁴⁵. C'est donc qu'elle « *requiert, comme première condition un cercle d'acheteurs qui se situent en dehors de la société capitaliste.* »⁴⁶

Et d'ailleurs, cette idée, comme on l'a vu est déjà présente chez Marx qui signalait dans *Le Manifeste* que, « *poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit toute la surface du globe* ». Cette conception, qui implique que la réalisation de la plus-value nécessite en permanence l'ouverture de marchés extérieurs, rend bien compte de la période d'expansion impérialiste, où les pays dépendants jouent un rôle croissant du point de vue des débouchés offerts. Mais son fond théorique ne saurait être systématisé : que, dans certaines conditions historiques particulières, l'expansion impérialiste soit un élément important, voire décisif, de l'accumulation du capital, c'est une chose. Mais faire de ce constat une loi absolue, selon laquelle « *la plus-value ne peut être réalisée ni par les salariés, ni par les*

capitalistes, mais seulement par des couches sociales ou des sociétés à mode de production précapitaliste », est un pas que l'on ne peut franchir.

b/ Lénine : l'impérialisme, ou le capitalisme des monopoles

« *Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme* »⁴⁷. On voit donc que Lénine prend comme point de départ le mode de fonctionnement des pays capitalistes les plus développés. Son propos est double : d'une part, rendre compte des transformations qui sont intervenues dans ce fonctionnement, d'autre part expliquer comment les rivalités inter-impérialistes ont conduit à la Première Guerre Mondiale.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, écrit en 1916, reprend à Hilferding et Hobson leurs analyses classiques sur le capitalisme financier, mais élargit la définition aux cinq « *caractères fondamentaux suivants* : 1) *concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique* ; 2) *fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière* ; 3) *l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière* ; 4) *formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde et, 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes du monde* »⁴⁸.

Boukharine⁴⁹ propose une présentation de l'économie mondiale plus systématique que celle de Lénine, en insistant sur la contradiction entre l'internationalisation des forces productives et l'appropriation de la plus-value qui continue à se dérouler à l'échelle nationale. Il produit une critique de la théorie de l'ultra-impérialisme de Kautsky selon laquelle la concentration du capital pourrait déboucher sur un fonctionnement harmonieux de l'économie mondiale. Cette critique prend une tonalité très moderne si on la rapproche des difficultés de l'unification capitaliste européenne. Cependant sa théorisation repose en fin de compte sur un modèle erroné : chaque capitalisme national résoudrait ses contradictions par la formation d'une sorte de capitalisme d'Etat, et les contradictions du capitalisme seraient reportées au plan mondial, ne se manifestant plus que sous forme de rivalités inter-impérialistes.

c/ La loi du développement inégal et combiné de Trotsky

Cette loi, qui n'a été présentée que de manière fragmentaire par Trotsky, s'articule étroitement à sa théorie de la révolution permanente. L'idée générale à retenir ici est que le capitalisme tend à s'étendre au monde entier, mais qu'il ne le fait pas de manière linéaire et harmonieuse. Le système productif qui en résulte est hiérarchisé, structuré en économies dominantes et économies dominées.

« *Se distinguant en cela des systèmes économiques qui le précèdent, le capitalisme a la propriété d'étendre continuellement son expansion, de pénétrer dans des régions nouvelles, de surmonter les différences, de transformer les économies provinciales et nationales fermées sur elles-mêmes en un système de vases communicants, et ainsi de rapprocher, d'égaliser les niveaux économiques et culturels des pays les plus avancés et les plus arriérés.* » Cette formule de Trotsky semble retrouver une conception linéaire de la formation de l'économie mondiale, mais Trotsky introduit aussitôt une tendance complémentaire : « *Par le rapprochement économique des pays et l'égalisation de leurs*

⁴⁴ *Le Capital*, Livre I, tome II, pp.131-132.

⁴⁵ *Le Capital*, Livre III, tome VI, p.314.

⁴⁶ *L'accumulation du capital* (1913), Petite Collection Maspero, Oeuvres IV, p.25.

⁴⁷ *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions de Moscou, p.113.

⁴⁸ Idem, p.114.

⁴⁹ voir *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Anthropos 1967.

niveaux de développement, le capitalisme agit avec ses méthodes, c'est-à-dire avec des méthodes anarchiques qui sapent son propre travail, en opposant un pays à un autre et une branche de la production à une autre, en développant certaines parties de l'économie mondiale, en freinant et en retardant d'autres secteurs »⁵⁰. Dans son premier chapitre de l'*Histoire de la révolution russe*, Trotsky ajoutera un élément supplémentaire : « De cette loi universelle d'inégalité des rythmes découle une autre loi que, faute d'une appellation plus appropriée, l'on peut dénommer loi du développement combiné, dans le sens du rapprochement de plusieurs étapes, de la combinaison de phases distinctes, de l'amalgame de formes archaïques avec les plus modernes »⁵¹.

Le contenu dialectique de cette loi du développement inégal et combiné permet, pour reprendre l'expression de Trotsky, d'expliquer « le vivant entrelacement du processus historique », qui évite deux simplifications abusives. La première consisterait à présenter le capitalisme, malgré la violence de ses méthodes, comme un agent du progrès historique présentant en somme un bilan globalement positif. Mais la formulation de la loi se distingue également d'une thèse que l'on pourrait qualifier de tiers-mondiste selon laquelle le capitalisme serait radicalement incapable de soutenir un quelconque développement dans les pays dominés.

Malheureusement, ces acquis peu à peu accumulés par les classiques du marxisme vont être dilapidés par la contre-révolution stalinienne. Pour des raisons de convenance politique de la bureaucratie soviétique, la théorie marxiste va se trouver réduite à une vision schématique cherchant à affirmer le rôle progressiste des bourgeoisies nationales à l'égard d'un impérialisme intéressé au seul maintien des structures locales qualifiées de féodales, afin de justifier la politique de la Troisième Internationale.

3. Les théories de la dépendance

Par souci de simplification, on peut ranger sous ce vocable les très nombreuses contributions qui apparaissent après la Seconde Guerre Mondiale et qui renouent avec les théories classiques de l'impérialisme. La nouveauté importante consiste à raisonner du point de vue des pays dominés et à insister sur les déformations impliquées par le développement capitaliste mondial. Ainsi Baran⁵² reprend le débat là où Marx l'avait laissé, pour montrer que l'impérialisme britannique a entravé le développement de l'économie indienne.

a/ La dépendance

Malgré la floraison d'approches très diversifiées, on peut cependant considérer qu'il existe un noyau commun que l'on pourrait résumer par cette définition de la dépendance, due à Dos Santos : « Par dépendance nous entendons une situation dans laquelle l'économie de certains pays est conditionnée par le développement et l'expansion d'une autre économie à laquelle elle est subordonnée. La relation d'interdépendance entre deux économies ou plus, entre celles-ci et le commerce mondial, prend la forme de la dépendance quand certains pays (les pays dominants) connaissent l'expansion et l'auto-suffisance, tandis que d'autres (les pays dépendants) ne peuvent espérer y parvenir que comme sous-produit de cette expansion (...) Nous voyons que les relations mises en place par ce marché mondial sont inégales et combinées »⁵³.

⁵⁰ *L'internationale communiste après Lénine*, PUF, pp.104-105.

⁵¹ *Histoire de la révolution russe*, Le Seuil-Politique, tome 1, p.42.

⁵² *Economie politique de la croissance*, Maspero, 1967.

⁵³ "The structure of dependence", *American Economic Review*, mai 1970.

L'écho des formules de Trotsky est un peu plus qu'une coïncidence et marque le retour aux théorisations de l'économie mondiale. Mais ce retour est tiré vers le tiers-mondisme par deux types de théorisation tendant à survaloriser certains traits de la structure de l'économie-monde.

b/ Le développement du sous-développement

Les thèses d'André Gunder Frank⁵⁴ sont un bon exemple de cette tendance au passage à la limite. Le point de départ est le constat correct de la polarisation de l'économie mondiale : le développement du capitalisme n'est pas homogène, il existe ce que Frank et Samir Amin⁵⁵ appellent le **Centre** et la **Périphérie**. Des études historiques très riches sont alors proposées sur la genèse de ce sous-développement pour montrer comment la pénétration capitaliste a détruit les structures sociales préexistantes et imprimé une forme de développement désarticulé, tronqué, complètement déterminé par les besoins des pays du centre.

La volonté de se dégager du schématisme stalinien conduit Frank à pousser jusqu'au bout sa logique alternative en ce qui concerne l'Amérique latine. Puisqu'il s'agit de refuser des thèses « dualistes » sommaires opposant un secteur « féodal » et un secteur capitaliste, Frank va insister sur la prédominance du capitalisme, en affirmant que l'Amérique latine est capitaliste, dès les premières années de la conquête.

Cette tendance à sauter d'un schéma extrême à l'autre se retrouve de manière encore plus marquée dans une approche qui a été dominante dans les années soixante et que l'on pourrait résumer sommairement ainsi. Le capitalisme pille le Tiers monde, il rapatrie l'intégralité de ses profits, il est donc incapable d'assurer le développement industriel des pays dominés. Il n'existe donc aucune différence de nature entre révolution anti-impérialiste et révolution socialiste. Que cette conclusion découle correctement de la théorie de la révolution permanente va de soi. Ce qui est moins convaincant rétrospectivement, c'est le caractère unilatéral de l'analyse économique, fondée notamment sur la notion d'échange inégal.

c/ L'échange inégal et les transferts de surplus

La figure du pillage était très répandue et elle a trouvé son modèle théorique avec le livre d'Arghiri Emmanuel⁵⁶. Ce modèle a pour lui le mérite de la simplicité : les pays de la périphérie sont caractérisés par des salaires et des niveaux de productivité inférieurs. Il existe cependant un marché mondial sur lequel se forme, par peréquation des taux de profit, un prix unique. Cette unicité de prix, rapportée aux différences de productivité conduit à des transferts de valeur, autrement dit à une exploitation de la périphérie par le centre. On a là, semble-t-il, un schéma théorique satisfaisant, qui peut d'ailleurs prendre des formes plus dénonciatoires mais assez voisines, comme la théorie de la surexploitation de Ruy Mauro Marini⁵⁷.

L'erreur de fond de ce modèle consiste à confondre pays et capitaux, et elle débouche immanquablement sur cette vision paradoxale d'une solidarité d'intérêts entre la classe ouvrière et la bourgeoisie des pays impérialistes, qui, pour ainsi dire, co-exploiteraient les salariés des pays dépendants. Rien d'étonnant à ce que l'on ait pu à l'époque parler de « nations prolétaires », ce qui conduit malgré tout à un glissement étonnant, puisque

⁵⁴ voir par exemple *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Maspero, 1968.

⁵⁵ *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Anthropos Paris/IFAN Dakar, 1970.

⁵⁶ *L'échange inégal*, Maspero, 1969.

⁵⁷ voir *Dialéctica de la dependencia*, Era, México, 1972.

le radicalisme de la théorie de l'échange inégal tend finalement à retrouver l'idée de nationalisme anti-impérialiste.

d/ Eléments de bilan

Ce panorama rapide ne rend pas compte de la richesse et du foisonnement des débats. La critique principale que l'on peut cependant adresser aux versions radicalisées des théories de la dépendance est d'avoir fait obstacle à la compréhension des processus d'industrialisation qui se développaient précisément dans les années soixante. Dans plusieurs pays capitalistes dépendant, comme le Mexique, l'Argentine ou le Brésil en Amérique latine, la Corée ou l'Inde en Asie, l'Algérie ou la Côte d'Ivoire en Afrique, des processus d'industrialisation ont eu lieu après la Seconde Guerre Mondiale, jusqu'au début des années soixante-dix. Les taux de croissance atteints en moyenne dans les pays du Sud sont équivalents, voire supérieurs, sur cette période à ceux des pays impérialistes.

Les versions les plus extrêmes et/ou les plus vulgarisées des théories de la dépendance n'ont pas permis à l'époque de comprendre correctement la réalité d'un développement local fondé sur la croissance des industries de substitution remplaçant progressivement les biens importés. Cette vision trop unilatérale des choses renvoyait à un rôle excessif accordé à la sphère de la circulation et popularisait l'image de pays dont la richesse était continuellement pompée de l'extérieur, avec une tendance symétrique à exagérer l'importance de ce transfert pour les pays impérialistes.

On trouve cependant dans ces analyses un socle commun utile et qui conserve son actualité. Mais leurs conclusions insuffisamment balancées ont conduit à une opposition exagérément contrastée : pour simplifier, il y avait d'un côté un optimisme développementaliste, théorisant un modèle réformiste de développement homogène et cohérent : c'était par exemple la position, dans les années cinquante et soixante, d'un lieu de réflexion comme la Cepal qui théorisait un modèle réformiste. En face, la thèse du pillage du Tiers Monde affirmait que le capitalisme était par nature incapable d'assurer la moindre forme de développement ou même d'industrialisation. Or, la dynamique des pays dépendants est une réalité hésitante et contradictoire, qui ne peut être ramenée à l'une ou l'autre de ces thèses.

Les pays dominés ne sont pas seulement définis par cette relation de dépendance. Ce sont aussi des sociétés de classe, où le mode de production capitaliste domine, mais de manière plus tardive et en se heurtant à la persistance d'autres rapports de production. La dynamique particulière de ces sociétés résulte donc d'un jeu de forces multiples, de facteurs internes et de facteurs externes étroitement imbriqués : la domination impérialiste externe se combine avec la domination capitaliste interne de manière spécifique pour chaque formation sociale et chaque époque.

II. L'IMPERIALISME ET L'ECONOMIE MONDIALE AUJOURD'HUI

Après ce rapide passage en revue des différentes approches théoriques de l'économie mondiale, cette seconde partie cherche à dégager les traits principaux de la réalité contemporaine en les replaçant dans un cadre théorique d'ensemble.

1. La restructuration de l'économie mondiale

Depuis le début de l'onde longue récessive, l'économie mondiale a enregistré de nombreuses transformations. La principale tendance est celle d'une **mondialisation impérialiste**. Les années quatre-vingt ont en effet été marquées par une internationalisation croissante de l'activité économique, que l'on peut mesurer par exemple par la croissance du commerce mondial qui est à peu près deux fois plus rapide que celle de la somme des marchés nationaux : il y a donc intensification des échanges de marchandises, et cela principalement entre les pays capitalistes plus développés. Le même processus se retrouve dans les mouvements d'investissement direct et à travers les fusions et alliances entre grands groupes internationaux. C'est un élément décisif : la mondialisation ne s'est pas réalisée principalement selon une logique verticale de segmentation de la division internationale du travail. Les mouvements d'investissement international concernent pour l'essentiel les pays impérialistes et il en va de même des marchandises. En d'autres termes, les délocalisations vers le Tiers Monde jouent un rôle très secondaire. Les exportations de capitaux n'y ont pas connu d'augmentation qualitative : dans le cas latino-américain, ils correspondent majoritairement à des placements attirés soit par les marchés boursiers, soit par la vague de privatisations. C'est donc un afflux de capitaux spéculatifs et très volatils.

La seconde tendance de l'impérialisme contemporain, c'est la place prise par les activités financières, qui s'exprime notamment par la **montée des taux d'intérêts**. Calculés hors inflation, ces derniers atteignent des niveaux historiquement sans précédent. Cette situation n'est pas sans rapport avec la structuration de l'économie mondiale. Les taux d'intérêt élevés résultent en effet de la configuration de l'économie mondiale où le déficit extérieur des Etats-Unis est financé par les capitaux excédentaires japonais et allemands, mais à la condition d'offrir une rémunération suffisante. Cette nécessité est d'autant plus pressante que la déréglementation des marchés financiers permet aux capitaux de passer en un clin d'oeil d'un continent à l'autre : cette libre circulation contribue à son tour à pousser les taux d'intérêt à la hausse. La montée des taux d'intérêt a été, avec le ralentissement de la croissance, un facteur-clé dans **l'explosion de la dette du Tiers Monde** : de nombreux pays qui s'étaient endettés à 5 ou 6 % ont vu les taux d'intérêt sauter à 15 % au début des années quatre-vingt. Le maintien de taux d'intérêts élevés a mis en place un transfert de capitaux à l'envers où les pays débiteurs du Sud versent plus d'argent aux pays riches qu'ils n'en reçoivent de leur part. En Europe, l'alignement sur le mark au sein du Système Monétaire Européen a représenté un autre levier à la hausse des taux d'intérêts.

Ce mouvement de **financiarisation** n'est pas une cause de la crise mais un effet de celle-ci. Le gonflement de la part du revenu national qui va aux revenus financiers peut en effet s'interpréter assez simplement en référence aux schémas marxistes de la reproduction : dans un contexte où les salaires sont bloqués alors que la production et la productivité continuent à croître, même si c'est à un rythme moins rapide, les profits sont restaurés plus vite que les occasions d'investissement. Ils doivent donc être « recyclés » à travers la sphère financière, son gonflement n'étant que l'envers d'un autre phénomène, la montée des inégalités. Il n'est pas possible de renverser l'analyse et de dire que le maintien dans la récession est le résultat de taux d'intérêts trop élevés ou d'un mauvais usage du profit : il n'y a pas un bon capitalisme industriel qu'il faudrait promouvoir contre le capital financier. Il y a un fonctionnement régressif du capitalisme dans son ensemble qui se traduit, comme d'ailleurs dans les années vingt, par la montée des revenus financiers et de cette couche sociale que l'on peut appeler les « rentiers ». L'effet majeur de la montée des taux d'intérêt est surtout de peser sur les

déficits budgétaires en Europe et d'alimenter une croissance des dettes publiques qui est la contrepartie des cadeaux faits aux revenus financiers.

La mondialisation s'accompagne d'une tendance en partie contradictoire, qui est la **mise en place d'une structure de domination impérialiste tripolaire**. Avec la mondialisation, les stratégies des grandes firmes multinationales se transforment : elles raisonnent d'emblée par rapport au marché mondial, et entretiennent entre elles des relations complexes de concurrence mais aussi d'accords de coopération, notamment dans la recherche technologique. Ce processus tend à leur donner une autonomie nouvelle par rapport aux Etats. Une telle réalité se distingue donc tout à fait de l'idée de Trust capitaliste d'Etat avancée par Boukharine : le domaine d'intervention et les intérêts économiques des grands groupes ne coïncident plus avec ceux de leur Etat d'origine. Cette tendance n'est pas achevée et, dans le cas de puissances économiques comme le Japon, les Etats-Unis et l'Allemagne, la coordination entre l'Etat et les grands groupes reste active.

A cette mondialisation transversale, correspond une tendance verticale à la structuration de zones ou de continents. L'impérialisme américain est en train de restructurer sa domination sur le continent américain, notamment à travers l'Alena (Accord de Libre Echange entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique). La zone asiatique est à la fois la mieux protégée et intégrée du point de vue des processus productifs. Alors que le Japon et la Corée sont présents sur tous les marchés mondiaux, la pénétration de leur marché intérieur est en pratique extrêmement difficile. L'organisation par cercles concentriques des économies de la région, et la manière dont la Chine s'inscrit dans le dispositif, confèrent à l'ensemble un dynamisme économique et commercial que l'on ne retrouve pas dans les autres grandes zones capitalistes.

L'unification européenne se heurte à de profondes contradictions : la construction d'un Etat supranational est en retard par rapport à la réalité du processus de mondialisation. Cela tend à faire de l'Europe le moins homogène des trois pôles (Europe, Etats-Unis, Japon) qui constituent la Triade. Il s'agit en effet d'un conglomérat d'Etats capitalistes de rang comparable, qui plus est ouverte largement à la concurrence extérieure. Elle est moins présente sur les marchés tiers et surtout se montre incapable de structurer de manière dynamique sa périphérie naturelle, à savoir la Méditerranée et l'Europe de l'Est. La difficulté de fond que les pays européens ont à résoudre consiste à construire quelque chose qui remplisse au niveau européen les fonctions élémentaires habituellement imparties aux Etats. Le processus de construction européenne est donc d'une nature différente des traités signés en Amérique ou en Asie.

Ce processus répond à des besoins évidents des bourgeoisies européennes mais il n'est par pour autant exempt de profondes contradictions. La voie choisie avec le Traité de Maastricht était peut-être la plus rapide, en tout cas la plus contraignante. Son échec résulte d'une sous-estimation des spécificités économiques nationales mais, plus encore, de la forme différente prise par les rapports sociaux de classe dans chacun des pays qui composent l'Union européenne. L'absence de cohésion de cette dernière apparaît chaque fois qu'elle se trouve confrontée aux deux autres puissances impérialistes. Les dernières négociations du GATT ont permis de mesurer à quel point ces relations manquaient de symétrie : l'Europe est la seule à jouer pleinement le jeu du libre échange, notamment en matière de marchés publics. La porosité de son économie l'affaiblit vis-à-vis de ses concurrents. Le condominium impérialiste est donc potentiellement conflictuel en raison de ses multiples déséquilibres. Faute de susciter un « nationalisme » européen qui ne corresponde ni aux intérêts des grands groupes, ni à ceux des peuples, les

bourgeoisies européennes seront durablement exposées à des processus de repli sur un nationalisme plus traditionnel.

2. La division internationale du travail aujourd'hui

L'articulation entre le Nord et le Sud s'est grandement modifiée depuis la Seconde Guerre Mondiale. Tout en se rappelant qu'il existe de très fortes disparités dans chacun de ces ensembles, on peut cependant repérer trois grandes périodes. Au cours des années soixante le taux de croissance du PIB des pays du Sud tend à rattraper puis à dépasser ceux du Nord. Sur la période 1967-77, la croissance par tête est même supérieure dans le Sud : il y a globalement rattrapage. Cela tient à l'existence de processus de développement réels à l'oeuvre dans les pays du Tiers monde, puis à l'effet du recyclage des pétro-dollars. La hausse du prix du pétrole de 1973-1974 a représenté la formation d'une rente qui a brusquement modifié le partage de la plus-value au niveau mondial. La demande induite dans les pays producteurs de pétrole ne pouvant augmenter brusquement, le recyclage de leurs revenus supplémentaires (les « pétro-dollars ») a consisté à les réinjecter dans le système bancaire international qui s'est mis brusquement à prêter, principalement aux pays du Tiers monde, ce qui donne lieu à une croissance importante de leur dette.

L'année 1977 marque une importante rupture qui voit le taux de croissance moyen des pays du Sud baisser brusquement et décrocher de celui du Nord. Dans les années quatre-vingt, que l'on a appelé la décennie perdue, on enregistre, pour la première fois depuis longtemps, un recul absolu du produit par tête dans des zones entières. En même temps, c'est l'explosion de la dette, d'autant plus incontrôlable qu'elle est alimentée par une prodigieuse hausse des taux d'intérêts, tandis que l'économie mondiale freine des quatre fers. C'est alors la reprise en main des pays débiteurs par les institutions impérialistes, Banque Mondiale et FMI qui imposent un peu partout des plans d'« ajustement » organisant ce recul historique.

Cette période s'interprète bien en référence avec le concept de développement inégal et combiné. Cette approche de l'économie mondiale permet à la fois de comprendre qu'il y a eu industrialisation, mais que la dépendance empêchait que celle-ci débouche sur une croissance autonome par rapport à la situation dans les pays impérialistes. La croissance des pays impérialistes s'accompagnait dans les pays capitalistes de la périphérie d'une industrialisation fondée sur la substitution d'importations. Mais celle-ci est progressivement venue buter sur ses contradictions, que l'on peut résumer par référence aux schémas de reproduction : le cycle du capital ne réussit pas à boucler dans le pays lui-même, en général incapable de produire les moyens de production.

Le passage de l'onde longue expansive à l'onde longue récessive s'est produite pour des raisons principalement internes aux pays impérialistes. Cette crise au Centre s'est combinée avec une crise spécifique du modèle d'industrialisation au Sud, redoublant encore, à travers le poids de la dette, la profondeur de la crise dans les pays dominés. Ceux-ci sont d'une certaine manière encore plus dominés que dans les années trente, où la crise s'était traduite par une déconnexion qui avait permis à certains pays, notamment l'Argentine puis le Brésil et le Mexique, de mettre en place un modèle de substitution d'importations, et de jeter ainsi les bases d'une industrialisation.

Comme on le voit, cette lecture s'inscrit dans une tradition marxiste renouvelée par les théoriciens de l'impérialisme puis par ceux de la dépendance. Elle permet d'éviter le chassé-croisé qui semble condamner les théories non dialectiques à être systématiquement à contretemps. Il est en effet frappant de constater que, dans les

années soixante, les théorisations tiers-mondistes déclaraient le développement impossible, alors même qu'il se déroulait dans de nombreux pays. Vingt ans plus tard, les libéraux feignent de croire que les pays du Tiers Monde vont enfin pouvoir s'engager, tous, dans la voie de la modernisation capitaliste, alors même qu'ils s'enfoncent globalement dans la récession. Le concept de domination impérialiste reste donc d'actualité, et la notion un peu floue de Tiers Monde conserve son sens, si ce terme désigne l'ensemble des pays dominés. Ce qui n'empêche pas évidemment d'énormes différenciations de s'opérer à l'intérieur des pays en cause.

La Corée du Sud et Taiwan ont ainsi suivi une trajectoire propre qui leur a permis de s'extraire de la catégorie de pays dépendant : le constat est évident, quels que soient les critères retenus (niveaux de revenus, structure de l'appareil productif). Si on rajoute les deux centres principalement financiers que sont Hong Kong et Singapour - mais ce sont deux villes-enclaves - on obtient un pôle de croissance forte. Mais c'est le Japon qui continue à structurer la zone selon un réseau très dense de relations commerciales et d'investissement. A la périphérie de ce centre impérialiste, on trouve des pays comme la Malaisie, la Thaïlande ou les Philippines qui s'intègrent dans une division internationale du travail où les rôles sont bien distribués. C'est l'une des raisons pour laquelle la voie coréenne n'est pas reproductible : les pays de second rang de la zone ont pour fonction de pourvoir le capital régional en main d'oeuvre à bas salaires, et non pas à accéder au rang de puissance industrielle. Le modèle que préconise la Banque Mondiale se distingue par ailleurs sur des points importants de la trajectoire coréenne qui s'est appuyée sur une réforme foncière, sur la protection des industries naissantes, et sur une politique industrielle coordonnée par l'Etat.

Les performances très contrastées des différents pays du Sud (et de l'Est) n'empêchent pas que l'on puisse examiner en tant que telle leur situation d'ensemble. Une tendance absolument frappante est en effet le choix quasi-universel d'un mode de croissance tiré par les exportations. Cette convergence n'est pas due au hasard puisque ces politiques sont dans une large mesure imposées aux pays concernés par des institutions internationales comme le FMI ou la Banque mondiale. Dès lors, la logique d'organisation de l'économie mondiale repose sur la mise en concurrence de ces pays, sur la base de bas salaires ou d'autres avantages spécifiques, face à des investissements très volatils, ou à des marchés très instables. Ce schéma conduit à une forme nouvelle de développement dépendant, qui dessine ce que l'on pourrait appeler un néo-impérialisme.

A ce jeu-là, il est clair que tous les pays ne peuvent gagner. La raison principale est presque arithmétique : la capacité d'absorption des pays impérialistes est limitée par rapport aux pays du Sud, et le sera d'autant plus qu'ils réussissent à leur vendre, en raison des effets sociaux de tels succès. Sur un tel marché mondial, les « offreurs » que sont les pays à bas salaires sont pris dans une logique sans fin les condamnant à reproduire leurs « avantages comparatifs » qui résident avant tout dans leurs bas salaires ; ce type de configuration n'est donc pas un modèle de développement. Ce modèle est par ailleurs très différent de la trajectoire coréenne, et il est pratiquement exclu de voir de nouveaux pays accéder sur la base de la division internationale du travail à une maîtrise complète de filières industrielles. Des succès moins systématiques ne sont pas impossibles, mais ils seront toujours des succès contre des concurrents voisins. Seule la Chine, par son mélange très spécifique d'ultra-capitalisme, de petite économie paysanne et de répression peut espérer mettre en place un modèle plus homogène et relativement auto-centré.

Dans la grande majorité des cas l'ajustement libéral se traduit dans les pays du Sud par la mise en place d'un modèle que l'on peut qualifier d'**excluant** ou de **dualiste**, parce qu'il délimite une fraction de l'économie susceptible de se brancher sur le marché mondial. Le reste se trouve alors mis à l'écart, en raison de niveaux insuffisants de productivité et de développement technologique, que l'« avantage » de très faibles salaires ne suffit pas à compenser, du point de vue de la logique capitaliste. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'amorcer la pompe en partant des besoins à satisfaire sur place, et d'élever simultanément la productivité et le niveau de vie dans l'ensemble de la société. Si développement il y a, c'est donc d'un développement inégal et tronqué qu'il s'agit.

Des considérations assez voisines pèsent sur les processus de restauration capitaliste à l'oeuvre dans les pays de l'Est, qui sont en grande partie surdéterminés par le nouvel agencement de l'économie mondiale. Loin de constituer une nouvelle frontière, une zone d'expansion sans limite pour l'accumulation du capital, les pays de l'Est représentent d'une certaine manière une charge que le capital international n'est pas réellement en mesure d'assumer. L'expérience de la réunification allemande est là pour le prouver : même avec une volonté politique forte et des moyens financiers énormes, l'assimilation demeure un processus contradictoire et difficile. Cela sera donc encore plus vrai de pays trop pauvres ou trop vastes pour se prêter à une telle assimilation. Là encore, la logique dominante va consister à trier parmi les pays ceux qui présentent un intérêt suffisant et peuvent dans une certaine mesure être agglomérés à l'Europe capitaliste. La Hongrie, la République Tchèque et la Pologne paraissent les mieux placées, ce qui signifie que d'autres pays seront écartés, voire écartelés. Le précédent yougoslave est sans doute un cas-limite, mais les tensions internes ont évidemment été renforcées par l'attraction différentielle exercée par l'Europe sur les différentes composantes de la Yougoslavie. La Russie devrait jusqu'à un certain point retrouver un rôle de centre économique vis-à-vis de pays comme l'Ukraine, sans pour autant stabiliser les zones de déséquilibres et de tensions.

L'absence de relais extérieur va donner au processus restaurateur une allure spécifique, en accentuant la tendance à un développement d'un capitalisme parasitaire, relativement incapable de s'emparer du noyau central de l'économie. Les avantages spécifiques que l'on attribuait aux pays de l'Est, notamment en matière de formation et de qualification de la main d'oeuvre, se sont déjà partiellement évaporés en même temps que ces sociétés enregistraient un processus très profond de déstructuration sociale.

L'exploitation des pays du Tiers Monde est cependant un facteur secondaire dans les facteurs déterminant la dynamique des pays capitalistes développés. Cette constatation, qui permet de dépasser un simple tiers-mondisme, signifie que les raisons des succès et des échecs du capitalisme au centre ne dépendent pas principalement des ressources qu'il peut tirer du Tiers Monde. Ceci est important, surtout au moment où, avec un cynisme assez incroyable, il se trouve des économistes bourgeois pour dire que le chômage, en Europe, serait le résultat de la concurrence des pays à bas salaires et en particulier des délocalisations. Cette thèse doit être rejetée, mais aussi l'idée inverse selon laquelle la prospérité des années soixante reposait principalement sur le pillage du Tiers Monde. La raison en est simple : la source principale de richesse des pays impérialistes, c'est le travail dépensé sur place, dont le niveau de productivité se situe à des niveaux d'ailleurs bien supérieurs.

Chapitre 5 L'alternative socialiste : éléments pour un débat

Cela n'empêche évidemment pas, en sens inverse, que les transferts de valeur pèsent de manière considérable sur l'économie des pays dominés. Mais la domination impérialiste ne suffit pas non plus à rendre compte de l'évolution économique et sociale des pays dominés. Le fonctionnement concret du capitalisme dans une formation sociale donnée résulte en effet de la combinaison de facteurs externes (l'insertion dans l'économie mondiale) et de facteurs internes (structure de classes, répartition du revenu, formes de domination politique, etc.). On retrouve ici, sous une forme différente le débat autour de la théorie de la révolution permanente : si le rapport impérialiste suffisait à expliquer le sous-développement, une alliance inter-classiste serait possible pour se libérer de cette emprise. Mais ce serait oublier que les classes dominantes des pays du Tiers Monde trouvent leur compte à la domination de leur propre pays et y participent. Leur mode de vie est identique à celui des classes dominantes des pays les plus riches, et leurs sources de bien-être social se situent précisément dans les secteurs fortement exportateurs : c'est donc le meilleur modèle dont elles disposent dans la période historique actuelle. Ces différents éléments se combinent différemment dans chaque pays dominé, notamment en fonction des produits qu'il exporte, de son degré de développement industriel. Il faut sur tous ces points mener des analyses concrètes des capitalismes périphériques.

Les principaux éléments de tout programme de développement sont faciles à énoncer : il faut donner la priorité à la satisfaction des besoins du plus grand nombre, dénoncer la dette, organiser la réforme agraire, réorienter les ressources vers le marché intérieur et contrôler le commerce extérieur, répartir les revenus de manière plus égalitaire, mettre en oeuvre une réforme fiscale. Sur chacun de ces points, un tel programme s'oppose aux intérêts des bourgeoisies locales. Tout anti-impérialisme est en ce sens un anti-capitalisme qui suppose une double rupture articulée : avec le marché mondial, évidemment, mais aussi, à l'intérieur, avec la loi du profit et les inégalités.

La loi du développement inégal et combiné est donc une formule qui correspond parfaitement au capitalisme contemporain. La dialectique fractionnement/intégration apparaît en effet aujourd'hui comme le mouvement principal de l'économie mondiale. Avec l'effondrement des sociétés bureaucratiques, on peut dire que le capitalisme imprime sa marque à l'ensemble de la planète sur laquelle il exerce sa domination à peu près sans partage et sans égard pour les frontières nationales. Mais il a perdu sa capacité à étendre en profondeur sa logique, et il fonctionne comme une énorme machine à exclure : plutôt que d'assimiler à sa logique les couches sociales et les zones géographiques, il exerce un tri systématique et rejette tout ce qu'il ne réussit pas à intégrer à sa logique. C'est le chômage et les exclusions dans les pays riches, la croissance du secteur informel dans les pays pauvres. En mettant en concurrence des formations sociales qui se situent à des niveaux de productivité extrêmement disparates, il introduit la régression sociale d'un côté, et étouffe dans l'oeuf tout progrès social de l'autre. L'économie mondiale capitaliste est donc entrée dans une phase d'instabilité profonde où risquent de germer les formes les plus barbares de perpétuation d'un système économique et social aujourd'hui dépassé. Il serait possible aujourd'hui et pour les décennies à venir, d'assurer à l'ensemble de la population mondiale un accès à la satisfaction des besoins élémentaires : les potentialités économiques existent, y compris en tenant compte des contraintes écologiques. Il est de plus en plus clair que ce sont les exigences irrationnelles du système capitaliste qui font obstacle aux aspirations de l'humanité ; c'est dans cette contradiction, de plus en plus flagrante, que réside la possibilité de fonder un anti-capitalisme contemporain

Ce sont les marchandises et non pas les armées des pays capitalistes avancés qui ont produit un choc mortel sur les économies dites socialistes. Les écarts entre systèmes se sont en effet creusés (après des décennies de rapprochement des niveaux de vie) au cours des années quatre-vingt. Alors que dans sa crise le capitalisme était encore capable de révolution technologique, la bureaucratie des pays dits socialistes était devenue un obstacle au développement des forces productives et se tournait massivement vers le marché pour tenter de maintenir ses privilèges.

La victoire du capitalisme sur le terrain de l'efficacité économique (le marché disait-on rimait en outre avec démocratie) semblait, pour beaucoup, condamner non seulement le « socialisme » des pays de l'Est mais toute idée d'alternative globale au capitalisme. Mais le triomphalisme du marché libéral prédominant en 1989 (année de la chute du mur de Berlin et de la croissance retrouvée dans la Communauté européenne préparant son grand marché de 1992) a été de courte durée. Il en fut de même de la « ruée vers l'Est » et des illusions envers les thérapies libérales.

L'« efficacité économique », dans les conditions de la nouvelle expansion capitaliste, s'accompagne de régressions sociales colossales dans tous les pays du monde. Au point qu'on parle de « tiers-mondialisation » des Pays de l'Est et de « quart-monde » au coeur même des pays riches. Les gains de productivité signifient donc plus de chômage et de pauvreté et non pas plus de loisir ou de bien-être. Et dans la *destruction non créatrice* qui s'opère dans les économies dites socialistes, de plus en plus sont aussi attaqués des droits fondamentaux (à l'éducation, à la santé, à l'emploi, etc.) : ils ne furent certes jamais pleinement réalisés, tant ils étaient malmenés et pervertis par la bureaucratie ; mais même sous les formes qu'ils prirent, ils demeurent perçus comme de vrais droits associés à l'exigence de « justice sociale ».

Si le « besoin » d'une logique alternative à celle du capitalisme de gestion et redistribution des ressources humaines se fait plus que jamais sentir, il faut affronter les doutes profonds sur la possibilité même du socialisme. Nous ne discuterons pas ici tout ce qui dans ces doutes exprime l'actuel rapport de forces entre classes ; tout ce qui relève aussi des questions politiques et stratégiques (certaines anciennes, mais d'autres liées à la nouvelle époque de mondialisation capitaliste à laquelle nous sommes confrontés).

Nous ne pouvons ici qu'aborder ce qui relève du bilan de l'expérience des pays de l'Est : faut-il réviser ou oublier Marx sur ce plan ? Qu'apporte l'expérience des pays dits socialistes à notre réflexion ? Il va de soi - mais il vaut sans doute mieux le dire explicitement - que nous ne « réglerons » aucune de ces questions ici. Car chacune d'entre elle doit être prise à bras le corps dans une « remise à plat » qui prendra du temps et mobilisera des énergies venues de multiples horizons.

I. FAUT-IL OUBLIER MARX ET LES BOLCHEVIKS ?

1. Marx et le socialisme.

Il est aujourd'hui fréquent d'attribuer à Marx la responsabilité de l'échec du « socialisme » qui s'est proclamé à l'Est (58). Wladimir Andreff estime ainsi que le socialisme, dans les textes de Marx et Engels, se définit en quelque sorte par « une opposition terme à terme de l'économie socialiste au capitalisme ». « On en déduit » les caractéristiques suivantes :

- « à la valeur (en monnaie) succèdera une évaluation directe des produits en temps de travail ;
- la comptabilité et le calcul économique se feront en unités physiques (dont les unités de travail) et non plus en valeur (et en monnaie) ;
- une planification réglera l'économie- sous-entendu, à la place du marché » (59).

L'hyper-centralisme des sociétés dites socialistes serait donc la conséquence inévitable de la négation du marché. Le marxisme serait irrémédiablement porteur d'une telle dérive centraliste. Cette approche soulève plusieurs types de remarques :

* **La suppression du marché et l'hyper-centralisme de la planification soviétique ne furent pas le produit d'une « lecture de Marx »** et de son application mais celui d'une histoire concrète. On ne peut faire abstraction des événements qui ont marqué les premières années de l'URSS : c'est la logique stalinienne de contrôle politique et policier de la société qui a produit l'hyper-centralisme. Le « modèle économique » résulte de choix (et d'une répression politique) préalables.

* **Si l'on trouve chez Marx quelques fils conducteurs sur la société socialiste, il se refuse explicitement « à lire dans le marc de café »**, c'est-à-dire à prédire ce que seraient les modalités concrètes de fonctionnement d'une société socialiste. Les fils conducteurs légués par Marx mettent l'accent :

- **sur la désaliénation du travail**, donc la capacité des intéressés de devenir maître de ce travail, d'en contrôler les résultats. Mais cela même implique une transparence et une responsabilité (y compris pour la « mesure » des dépenses en travail) qui se situent aux antipodes de la société et de la planification soviétiques ;

- **sur le dépérissement de l'Etat**, thèse inspirée d'ailleurs comme on le sait par l'exemple de la Commune de Paris. La « dictature du prolétariat », dans son contexte et son esprit, est une formule qui décrit au moins la plus large démocratie pour les travailleurs, la remise en cause de la domination de la classe bourgeoise étant l'essence de cette « dictature ». Là encore, « le socialisme réel » de l'URSS est aux antipodes des fils conducteurs marxistes, même si de tel fils conducteurs ne nous donnent pas de recettes sur la démocratie socialiste.

Par ailleurs, le socialisme (en tant que première phase vers la société d'abondance communiste) n'est « pensé » (pensable) pour Marx qu'à partir d'une société capitaliste développée.

(58) C'est notamment le cas d'Alec Nove, récemment décédé. Spécialiste britannique de l'Europe de l'Est, il est l'auteur du "Socialisme sans Marx" (Economica).

(59) Wladimir Andreff, *La crise des économies socialistes*, Presses Universitaires de Grenoble, 1993, p.26.

2. Les conceptions des Bolcheviks et le « socialisme dans un seul pays ».

Sur ce plan, les Bolcheviks se sont différenciés des Mencheviks. Pour ces derniers, la révolution russe éclatant dans un pays sous-développé, ne pouvait et ne devait pas être socialiste - car le capitalisme devait assurer le développement préalable des forces productives. Le rôle des partis ouvriers était dès lors de s'inscrire dans la révolution bourgeoise, en la soutenant d'une manière critique réformiste. **Le désastre des économies « socialistes » fait nécessairement rebondir le débat : serait-il le prix à payer pour un hyper-volontarisme bolchevik, passant par-dessus les étapes historiquement « nécessaires » ?**

Un tel débat serait vicié s'il ne rétablissait pas préalablement la réalité de l'analyse bolchevique : **le socialisme dans un pays arriéré, de surcroît isolé, n'était pas plus concevable pour eux que pour les Mencheviks**. Ils conservaient sur ce plan l'essence de la pensée marxiste, mais en l'insérant dans l'analyse du mode de développement du capitalisme mondial :

* Tout d'abord, c'est bel et bien à partir des contradictions du capitalisme développé qu'éclatait la révolution socialiste : c'est l'exportation de ses capitaux vers sa périphérie sous-développée qui avait donné naissance à des formations sociales hybrides, socialement explosives, soumises à un « développement inégal et combiné », comme l'était la Russie. Le capitalisme mondial, système hiérarchisé, pouvait être dès lors contesté dans son maillon le plus faible.

* Mais, cela **n'impliquait pas la possibilité de construire le socialisme sans le relais des révolutions dans les pays développés** - d'où l'espoir fondamental en la révolution allemande, notamment. La consolidation du stalinisme fut le prix à payer de l'isolement de l'URSS.

Staline puis ses successeurs proclamèrent le « socialisme construit » sur la base de l'industrialisation extensive permise par les nationalisations. Dans *La révolution trahie*, Trotsky en montrait déjà à la fois les avancées et les monstrueux gâchis bureaucratiques camouflés par les statistiques. Il prédisait que « l'intervention des marchandises (capitalistes) à bas prix (...) serait infiniment plus dangereuse » que les armées capitalistes (60) : les faiblesses de productivité du système, disait-il, seraient (si le capitalisme parvenait à sortir de sa longue crise de l'entre-deux guerres) un facteur clé des rapports de force mondiaux.

La longue survie du stalinisme (non prévue par Trotsky) fut à son tour liée à quatre facteurs : la grande faiblesse des bourgeoisies européennes au lendemain de la guerre ; l'ambiguïté de la victoire sur le fascisme dans la deuxième guerre mondiale (victoire où pesa le mouvement ouvrier, mais dans le cadre d'une collaboration de classe) ; le renversement du capitalisme dans les pays du « glacis soviétique » et par les révolutions yougoslaves, chinoises et cubaines affaiblissant le capitalisme mondial ; enfin les réformes bureaucratiques qui introduisirent des modes de gouvernement moins violents et fondés sur des gains réels de niveau de vie pour les populations. Outre, la répression, les espoirs d'émancipation nourris par la lutte anti-fasciste et l'impact de la révolution d'Octobre, les gains sociaux économiques et culturels ont aussi fait partie des réalités expliquant la durée de vie de ces systèmes : pour les générations qui avaient connu les régimes antérieurs, ce n'était pas rien.

(60) *La révolution trahie*, in *De la Révolution*, Editions de Minuit, P.450.

3. La problématique de la transition.

Pour Trotsky, comme pour les Bolcheviks dans leur ensemble avant la victoire de Staline, **la société soviétique n'était ni capitaliste ni socialiste**. Elle avait été dénommée « socialiste » par les Bolcheviks, (comme la révolution d'Octobre elle-même) pour décrire son objectif. Mais **il s'agissait pour eux d'une société de transition au socialisme - non prévue par Marx. La problématique de la transition au socialisme, c'est à dire l'analyse des conditions historiques concrètes d'émergence du socialisme était liée à l'ère de l'impérialisme.**

Le débat premier, principal porte donc sur les conditions d'émergence du socialisme : l'ère historique d'éclatement des révolutions qui fut ouverte par la première guerre mondiale pouvait-elle donner naissance à des sociétés d'emblée socialistes (sans classes, sans secteur capitaliste, donc) ? Est-ce là seulement un problème lié au sous-développement, ou comme le formulait l'économiste soviétique Préobrajensky au milieu des années 20, le problème de toute révolution survenant dans un pays ou ensemble de pays connaissant un niveau de productivité inférieur à celui des pays capitalistes les plus développés ?

« Si l'on appliquait à l'URSS les prix mondiaux », écrivait Préobrajensky, « les deux tiers de notre industrie se trouveraient éliminés à cause de (...) son caractère non nécessaire **du point de vue de la division mondiale du travail sur la base capitaliste** ». Mais le problème se poserait de façon similaire partout ailleurs, soulignait-il, **tant que la révolution n'aurait pas vaincu dans les pays les plus développés** : « *L'économie soviétique d'Europe* », disait-il par exemple, « sera plus faible (...) que l'économie de l'Amérique capitaliste » 61.

Dans un tel contexte il demeurera nécessaire d'avoir « une collaboration forcée » avec le capitalisme encore réellement existant tout en se protégeant de lui. Loin de préconiser l'autarcie, il s'agit, pour Préobrajensky, d'utiliser les rapports au capitalisme mondial pour bénéficier de ses technologies et connaissances. Autrement dit, les contradictions, les catégories économiques et le mode de fonctionnement d'une telle société de transition relevaient pour les Bolcheviks soviétiques d'une toute autre problématique théorique que le refus du marché, de la « loi de la valeur » et de la monnaie (qui ont pu partiellement marquer des illusions accompagnant le « communisme de guerre »). Le premier grand débat marxiste dans ce nouveau contexte fut celui sur la loi de la valeur mené dans les années vingt en URSS par Préobrajensky et Boukharine. Mais ni l'un, ni l'autre (ni Trotsky et l'Opposition de gauche) ne préconisaient la suppression de tout marché, l'autarcie (rupture des liens avec le marché capitaliste) et une planification en nature qui se passerait de calcul économique et de prix. Trotsky estime ainsi que « *deux leviers doivent servir à régler et adapter le plan : un levier politique créé par la participation réelle à la direction des masses intéressées, ce qui ne se conçoit pas sans la démocratie soviétique ; et un levier*

(61) Cf. *La Nouvelle économique*, EDI, p.184. Cf. également *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*, Livres Critiques de l'économie politique, Maspero 1972. Voir également sur ce débat, C. Samary, "Plan, marché et démocratie - l'expérience des pays dits socialistes", Cahier d'Etude et de Recherche n°7/8, IIRF, Amsterdam, 1988 ; W. Brus, *Problèmes généraux de fonctionnement de l'économie socialiste*, Maspero, 1968.

financier résultant de la vérification effective des calculs a priori au moyen d'un équivalent général, ce qui est impossible sans un système monétaire stable » (62).

Au total, le débat sur l'héritage de Marx est donc bien plus compliqué que celui annoncé par les critiques de Marx - mais ne porte pas vraiment là où ils le situent : il n'y a pas chez Marx de quelconque analyse des conditions réelles d'émergence du socialisme. Cette analyse-là a été entamée dans les années vingt d'un point de vue marxiste. Elle doit nécessairement être reprise avec **la fin d'une époque** : celle ouverte par la révolution d'Octobre et qui s'achève aujourd'hui sur l'effondrement des pays dits socialistes et une « mondialisation » spécifique du capitalisme (ensemble régionaux, place des institutions mondiales de la bourgeoisie, place des multinationales, délocalisation des processus productifs).

En tout état de cause, il n'y avait (et ne pouvait y avoir) chez Marx (ni d'ailleurs chez Préobrajensky) aucune approche des questions de la bureaucratisation de l'Etat ouvrier, car aucun recul expérimental à ce sujet. C'est seulement dans les années 30 que Trotsky précise ses analyses sur ce sujet. Il n'y avait pas non plus d'approche théorique et empirique des questions du calcul économique dans la transition (quelle « mesure » des besoins et des coûts). Il n'y avait pas non plus d'expérience sur ce que pouvait être une démocratie socialiste comme régulateur économique et politique dans l'émergence du socialisme. Il ne faut oublier ni Marx ni les Bolcheviks mais toutes les réponses sont loin de se trouver chez eux. Nous « bénéficions » de l'expérience et des dégâts pratiques et idéologiques produits par la dégénérescence bureaucratique de la révolution d'Octobre.

II. DE L'EXPERIENCE D'OCTOBRE A LA CRISE

1. Les contradictions de la planification bureaucratique

Une approche marxiste des sociétés de l'Est se heurte nécessairement à des difficultés conceptuelles. Le constat de Boukharine pour les catégories économiques est sans doute de portée très générale dans une société de transition marquée par les incertitudes du « déjà plus/pas encore » : « *Dans cette situation (...), les anciens concepts de l'économie théorique refusaient immédiatement de servir (...). Les anciennes catégories de l'économie politique restaient la forme de généralisation pratique de la réalité économique vivante, en continuel mouvement. Mais en même temps, ces catégories (n'offraient) aucune possibilité de pénétrer au-delà de la « surface des phénomènes » (...). Ces rapports élémentaires dont les catégories de marchandises, du prix, du salaire, du profit, etc. constituent l'expression idéologique, existent réellement et en même temps n'existent pas* » (63).

Mais une telle approche devait être menée avec le souci d'aller voir, derrière le plan et le marché, les rapports sociaux de production et d'échange (64). Les approches descriptives nombreuses produites sur ces sociétés ont souligné leur spécificité (65).

(62) *La révolution trahie*, op.cit., p.487 - souligné dans le texte.

(63) Boukharine in *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*, op.cit., p.172. •

(64) Cf. "Plan, marché et démocratie", déjà cité, où sont analysées, outre les débats des années vingt, les contradictions de la planification bureaucratique de type soviétique, puis les différentes réformes de ce système, avec ou sans autogestion. Cf. aussi W. Brus, déjà cité, et Gérard Roland, *Economie politique du système soviétique*, L'Harmattan, 1989.

(65) Cf. notamment Janos Kornai, *Socialisme et économie de la pénurie*, Economica, 1984 ; Alec Nove, *L'économie soviétique*, Economica, 1981.

Celle-ci se confirme et se mesure pleinement dans les difficultés mêmes actuellement constatées, de la restauration capitaliste. Synthétiquement, la planification bureaucratique était marquée par les traits suivants :

a) Doublage « politique » des institutions de planification par celles du parti. Evaluation principalement en nature (quantités physiques), en dépit d'une comptabilité en prix : il n'y avait pas de « rôle actif » (Brus) de la monnaie dans le secteur des biens de production. C'est à dire pas de véritable processus d'achat et vente. D'où l'absence de « contrainte budgétaire forte » (Kornai) sur la gestion des entreprises : pas de mesure réelle (quels qu'en soient les critères) des coûts, pas de résorption des gaspillages, pas de critère de « profit » - parce que pas de monnaie fonctionnant comme capital (il n'est pas possible d'acheter une usine, des équipements).

b) La monnaie fonctionnait comme pouvoir d'achat (revenu) dans le secteur des biens de consommation. Les privilèges bureaucratiques étaient donc essentiellement en nature, ou dans le domaine des biens de consommation. Les écarts de revenus demeuraient réduits par comparaison avec une économie capitaliste (Nove). Les prix dans le domaine des biens de consommation n'étaient pas pour autant des « prix de marché » : ils ne reflétaient pas nécessairement les coûts (cf. les subventions durables aux biens de première nécessité) ni les rapports d'offre et demande : d'où les queues. A des prix très bas, la demande est forte. C'est pourquoi les économistes parlaient parfois « d'inflation camouflée » pour décrire les queues pour des biens maintenus à des prix « administrés ». Mais il y a deux façons de supprimer les queues: trouver des mécanismes d'augmentation adéquate de l'offre (et d'organisation meilleure de la distribution). Ou bien, ce que la « transition » actuelle introduit : l'augmentation des prix qui rend bien des produits désormais inabornables pour tout un chacun.

c) Le travail était certes salarié, mais d'une façon spécifique et limitée : pas de réel droit et pouvoir de licenciement pour les directeurs d'entreprises parce que pas de « contrainte budgétaire forte » poussant à la compression des coûts. Mais aussi parce que le pouvoir (les privilèges et promotions) des directeurs était dépendants de critères à la fois économiques (réaliser voire dépasser les objectifs du plan) et politiques (dans le calme social). En effet la nomenklatura était nommée (et démise de ses fonctions) sur critères politiques. Elle régnait au nom des travailleurs, sur leur dos. Elle n'était pas un véritable propriétaire des entreprises (pas de possibilité de fermer et vendre l'entreprise ou de la gérer librement selon des critères de profit). D'où parfois une connivence conflictuelle des directeurs et des travailleurs pour réaliser (dépasser) le plan, avec le maximum de ressources demandées « au centre » et camouflées localement pour être sûr de ne pas en manquer. Pour réaliser ce plan, encore fallait-il pour un directeur attirer et garder la force de travail (le poste de travail n'était pas imposé). L'entreprise était (surtout lorsqu'elle était de grande taille et dans des branches prioritaires du plan) le lieu de toutes sortes de protection sociale et de distribution de biens en nature : logements, crèches, lieux de villégiatures, produits de base, etc.

Les économistes ont souvent décrit le mauvais plein emploi de l'économie soviétique comme un « chômage camouflé » parce qu'en l'absence de réels mécanismes marchands contraignants, la quantité de postes de travail était largement supérieure à son équivalent dans une entreprise capitaliste - et indépendamment de ce critère de comparaison discutable, il y avait un réel gâchis de temps de travail. Mais pour un travailleur, le droit au travail (même s'il s'agissait d'un mauvais emploi) était devenu un acquis.

d) Dans l'ensemble il y avait une forme parasitaire d'exploitation non capitaliste des travailleurs : ceux-ci ne contrôlaient pas les objectifs de leur travail et l'usage du surplus. L'absence de mécanismes marchands permettait en même temps une production extensive (multiplication des unités de production) très gaspilleuse en ressources matérielles, humaines et naturelles. Mais elle a permis en même temps de sortir des régions entières du sous-développement et de développer des secteurs et branches (notamment dans les domaines culturels et scientifiques) sans les limitations du profit privé. L'augmentation des coûts, la tendance au plein emploi des ressources, imposaient le passage à une production plus « intensive » (meilleure gestion des unités de production existantes). D'où les réformes.

2. Les réformes économiques.

Elles ont été généralement introduites d'une part, sous la pression des besoins croissants des populations (y inclus des bureaucrates) et d'autre part, des contraintes provenant des échanges mondiaux (exigence d'améliorer la qualité et d'abaisser les coûts). Dans le cas yougoslave, c'est la rupture Tito/Staline de 1948 et l'isolement imposé au régime yougoslave par le Kremlin qui a poussé à des réformes (introduction de l'autogestion et d'une autre forme plus souple de planification) visant à consolider la base sociale du régime.

Quelles qu'en aient été les variantes, les réformes introduites par la bureaucratie ont dans l'ensemble été marquées par les caractéristiques suivantes :

- a) Pas de changement substantiel dans le système de parti unique ;
- b) Pas de remise en cause du statut de la propriété de l'essentiel des moyens de production ;
- c) Utilisation partielle de mécanismes marchands dans le but d'exercer une pression sur l'intensité et la qualité du travail ; introduction de stimulants monétaires (primes) selon les réalisations du plan ; introduction d'indicateurs marchands partiels pour vérifier la réalisation du plan.

Pratiquement cela impliquait une certaine décentralisation de la gestion courante des entreprises (tout en maintenant les choix stratégiques centralisés) et une modification du système de prix. Les réformes se sont heurtées à des réactions sociales allant dans deux directions opposées. Les secteurs de la bureaucratie en bonne position face au marché ont fait pression pour accentuer la logique marchande des réformes dans un sens capitaliste : faire du profit une véritable catégorie économique, permettre donc les compressions de personnels, mais aussi l'appropriation et la gestion libre du profit, qu'il puisse fructifier. Et aussi que l'intéressement des directeurs soit stimulé par des vrais droits de propriété transmissibles.

Des pressions en sens inverse ont été exercées par une autre partie de la bureaucratie et les travailleurs. Les premiers se trouvaient placés par les réformes dans une situation d'insécurité : critères de compétences économiques plus stricts, bouleversements des habitudes, etc. Les seconds ont résisté à trois aspects principaux des réformes : la tendance à un creusement des inégalités (avec les revenus dépendant davantage de résultats marchands) ; l'augmentation du coût de la vie (par la réforme des prix de première nécessité) - ce fut un tel projet de réforme des prix qui provoqua en 1980 l'explosion de *Solidarnosc* en Pologne ; enfin la résistance aux menaces de licenciements qui étaient dans la logique des réformes.

Les réformes ont souvent permis un assouplissement des mécanismes de planification, des gains de productivité et de qualité partiels. Elles ont toujours signifié une perte de contrôle croissante du « centre » sur des unités de production qui gagnaient en autonomie - sans véritable retour arrière possible malgré les recentralisations périodiques partielles. Mais elles ne se sont jamais traduites (compte tenu des résistances évoquées) par une véritable discipline marchande. Le marché a pu éventuellement fonctionner « pour les profits », mais jamais « pour les pertes ». En pratique, les diverses réformes ont donné plus ou moins de souplesse provisoire aux divers régimes bureaucratiques. Elles n'en ont jamais résolu le problème essentiel : le bureaucratisme, précisément.

Les nombreuses crises et de puissants mouvements anti-bureaucratiques (1956 en Pologne et Hongrie, 1968 en Tchécoslovaquie et Yougoslavie, *Solidarnosc* en Pologne en 1980) ont malheureusement débouché sur de semi-réformes et la répression empêchant tout pluralisme politique, toute accumulation de forces et d'expérience - sauf partiellement en Pologne. La démocratie socialiste ne s'est imposée nulle part pour contrôler le plan et le marché et offrir la seule force capable de résister à la redoutable « efficacité » du marché capitaliste : la responsabilité des travailleurs associés, hommes et femmes.

3. Le tournant des années quatre-vingt

Tous les ingrédients qui allaient précipiter un bouleversement majeur avaient été analysés (épuisement des formes de croissance extensive, crise politique et morale, contradictions des réformes, etc.). Pourtant la chute tant attendue du système de parti unique ne prit pas la dynamique escomptée dans le sens d'une lutte des travailleurs pour une démocratie socialiste : sous-estimation des dégâts profonds du système ? C'est sans doute partiellement vrai, mais secondaire. Optimisme dans une issue progressiste ? Sans doute, d'autant que cet optimisme avait valorisé la force de *Solidarnosc* en minimisant toutes ses faiblesses. Mais surtout il y eut conjonction historique de plusieurs crises à dimensions mondiales :

* une crise de long terme, structurelle d'un système de planification bureaucratique incapable de passer à une croissance intensive, ayant épuisé et gaspillé ses ressources et ses capacités de réformes. Elle se doublait aux yeux, notamment, des nouvelles générations, d'une crise morale et politique que les mécanismes de corruption, le conservatisme bureaucratique, l'absence de libertés avaient creusée ;

* une crise d'endettement de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale après une vague d'importations et de crédits au cours de la décennie soixante-dix. Elle signifiait une vulnérabilité aux pressions du FMI. Bref ces régimes ne pouvaient même plus assurer le semblant de bien-être et de sécurité qui les avaient légitimés. Le « grand arrière russe » bénéficiait provisoirement de l'augmentation des prix du pétrole mais le contre-choc pétrolier de 1986 surviendra après une décennie de stagnation. Le poids de la course aux armements, dans la nouvelle phase de guerre froide marquée par l'arrivée de Reagan au pouvoir avait signifié pendant plusieurs années la chute drastique des investissements en équipements.

* alors que pendant plusieurs décennies l'écart entre pays capitalistes développés et pays de l'Europe de l'Est s'était réduit, il allait brutalement se creuser : d'une part, la fin de la décennie quatre-vingt coïncide en Europe avec une reprise économique

stimulée par le redressement des profits et l'euphorie du grand marché européen ; plus profondément, contrairement à la bureaucratie, le capitalisme innove dans sa crise : la révolution technologique est l'expression d'une lutte de classe (destruction des bastions ouvriers) et d'une âpre concurrence marchande ;

* l'échec des réformes à l'Est (notamment celles de la Yougoslavie autogestionnaire) et l'échec de l'Etat providence à l'Ouest va donner aux idéologies libérales marchandes une force provisoire considérable au sein de l'intelligentsia. Celle-ci jouera un rôle moteur dans la proposition de ce qui apparaît comme des réponses « radicales » aux impasses des réformes bureaucratiques ;

Dans un tel contexte, sans véritable légitimité de classe, la bureaucratie des pays de l'Est ne pouvait ni mener jusqu'au bout l'offensive anti-ouvrière ni prolonger les mécanismes antérieurs de la croissance (le cas spécifique de la Chine ne sera pas exposé ici). Face à cette impasse historique, une partie substantielle de ses sommets va se plier aux souhaits de la bourgeoisie mondiale et se porter elle-même candidate à la restauration capitaliste. Ne pouvant plus protéger ses privilèges et son pouvoir par la croissance économique et la sécurité des travailleurs, elle s'efforcera de les consolider par la privatisation.

La dégradation économique sur dix ans, la remise en cause de la sécurité d'emploi dans les politiques d'austérité imposées, la faiblesse des alternatives socialistes - mais aussi les discours mensongers des partisans de l'« économie de marché » (censée apporter efficacité et démocratie), l'absence totale d'expérience sur la réalité du marché, tout cela facilitera l'accès au pouvoir de nouvelles équipes décidées à changer de système.

Le « gorbatchevisme » se heurtera à toutes les impasses déjà connues des réformes économiques tentées ailleurs, aggravées par le poids de la nomenklatura et de la classe ouvrière soviétique. L'immobilisme de la « *perestroïka* » (reconstruction économique) sera percuté par les effets de la « *glasnost* » politique : explosion du pluralisme politique dans et hors du parti, développement des mouvements nationaux et sociaux, effondrement du mur de Berlin et des partis frères avec la fin du risque d'intervention soviétique.

L'URSS et les pays de l'Europe de l'Est sont entrés avec la décennie quatre-vingt-dix dans l'ère dite de la « transition vers l'économie de marché ». Ce vocabulaire est utilisé d'une façon quasi universelle y compris dans les pays qui avaient connu depuis les années soixante des réformes faisant largement appel aux mécanismes marchands, comme la Yougoslavie et la Hongrie. Ce qui montre à quel point les mécanismes marchands qui y furent introduits demeuraient partiels, incapables d'imposer véritablement l'action de la loi de la valeur.

Le refus d'utiliser le mot « capitalisme » n'est qu'une hypocrisie supplémentaire. C'est le Fonds Monétaire International, les créateurs occidentaux et les idéologues les plus radicaux du libéralisme marchand qui imposent le cours dominant des changements, soutenus par une partie substantielle des anciennes et nouvelles élites au pouvoir. Les préceptes de Jeffrey Sachs en Pologne sont les mêmes qui ont déjà ravagé la Bolivie : la privatisation et l'ouverture à la compétition mondiale sont censées orienter de façon rationnelle les futurs investissements dans le monde sans frontières des multinationales. Le but n'est plus désormais d'étendre le recours au marché dans un système qui demeure non capitaliste, mais de rejoindre ce qui est présenté comme le modèle d'une « économie normale », de fait « capitaliste », car dotée d'un marché du travail et du capital et subordonnée dans sa logique aux critères du profit marchand. Il

est plus clair d'appeler un chat, un chat. Faut-il dire que pour les populations des pays concernés, tels n'étaient pas les buts de ces « révolutions contre » dont le « pour » restait vague : contre l'ancien système dit socialiste, pour vivre mieux et plus libre ; voilà ce qui a, en gros, fait office de programme. On comprend que les mouvements et fronts larges, un temps unifiés autour du « contre » ont très vite éclaté (et ne cessent encore de se diviser et marginaliser) dès lors qu'il s'agit de parler du « comment » et de construire une autre société. Il va de soi que le modèle populaire n'est pas fait de chômage, de creusement des inégalités et de remise en cause des protections sociales. C'est un « capitalisme » très socialiste qui serait souhaité. Mais ce n'est pas exactement ce vers quoi tend le capitalisme mondial réellement existant. Ce n'est donc pas non plus l'essence des politiques mises en oeuvre. D'où les cuisantes désillusions actuelles.

III. QUELQUES QUESTIONS THEORIQUES.

1. « (Re)penser » le socialisme à partir du bilan critique des sociétés capitalistes et non capitalistes.

On peut trouver chez les penseurs socialistes deux démarches différentes lorsqu'ils tentent de préciser le contenu concret d'un projet socialiste. La première est de le définir négativement par opposition, voire renversement des caractéristiques du capitalisme. C'est la démarche des « socialistes utopiques » critiqués par Marx, mais les marxistes ont pu parfois tomber dans ce type de travers.

La deuxième démarche consiste à déduire certains traits du socialisme à partir de tendances concrètes de l'évolution du capitalisme lui-même : il y a par exemple une certaine vision (discutable) de la « grande machine socialiste » parfois présente chez Marx ou ses disciples déduite des tendances à la mondialisation et à la concentration capitalistes. La prédiction unilatérale concernant les tendances à la concentration capitaliste au détriment de la petite production a pu, à son tour, marquer une approche valorisant le « gigantisme » de la grande production « socialiste » et sous-estimant la place possible d'une petite production non capitaliste s'intégrant dans la transition au socialisme.

Il s'agit pour nous de « (re)penser » le socialisme à partir du bilan critique des sociétés capitalistes et non capitalistes, non pas par simple « inversion » de leurs traits mais par l'analyse de leurs effets sur deux plans : la désaliénation du travail et la satisfaction des besoins. Il faut y chercher toutes les aspirations émancipatrices brimées par ces rapports sociaux oppressifs ; il faut étudier toutes les expériences de résistance à l'exploitation, de mise en oeuvre de la responsabilité des travailleurs et citoyens - tout ce qui relève de l'« école du socialisme » avant la prise du pouvoir, forcément brimé et contraint par l'environnement capitaliste. C'est pourquoi nous intéresse le bilan critique des coopératives et des divers formes d'autogestion ouvrières. Nous intéressent aussi toutes les institutions et mécanismes qui ont (à l'Ouest ou à l'Est) « régulé » le marché, exprimant le besoin de planification, de connaissance et de financement public des besoins, de création d'emplois, de développement régional, de contrôle des nuisances écologiques.

Derrière les débats sur le GATT et la Politique agricole commune européenne se profilaient aussi des enjeux de société insolubles dans le capitalisme mais très présents : quelle place pour une agriculture insérée dans son environnement naturel et régional, quel type de « métier » (de fonctions sociales autres que productives) pour des agriculteurs (aménagement du territoire, etc.) ? Il ne faut pas laisser à la droite

libérale la critique des bureaucratismes, du « marché politique », des gaspillages dans la gestion du secteur public - en mettant quant à nous l'accent non sur la privatisation, mais sur le contrôle social, le développement de toutes les formes associatives.

2. La question de la loi de la valeur : marché et socialisme

Après le débat soviétique des années vingt, le Polonais Oscar Lange défendit contre les théoriciens libéraux qui niaient la possibilité même d'un plan, l'idée que la planification pouvait réaliser les équilibres d'un marché, mieux qu'un marché. Ce débat est trop technique pour être mené ici. Disons simplement que l'argument essentiel de Lange soulignait comme avantage principal du plan sur le marché sa capacité à rassembler l'information et à éviter les crises de surproduction. Avec un autre langage, ce modèle allait finalement dans le même sens que la thèse de Boukharine estimant que le plan devait appliquer consciemment la loi de la valeur. On comprend qu'avec cette problématique, et devant le constat empirique du bureaucratisme des appareils de planification, on en vienne alors à un modèle de « marché socialiste ». C'est ce qui fut défendu, notamment par l'économiste Branko Horvat, en Yougoslavie, dans le cadre d'un système d'autogestion. Ce débat est toujours actuel et important à mener ; il s'est enrichi dans le cadre de modèles qui proposent toutes sortes d'institutions et mécanismes visant à réguler le marché (66).

Une des confusions du débat tient aux mots utilisés : nous avons déjà dit que l'existence de monnaie, de prix, voire d'un certain marché (lieu où l'on vend et achète des biens) ne signifie pas que la « loi de la valeur » oriente la production et la formation de ces prix : l'ouverture d'entreprises, ou leur fermeture peut parfaitement obéir à des critères de jugements qualitatifs (pas toujours exprimables en « prix ») et sur des échelles de temps divers (alors que l'horizon de la loi de la valeur est borné).

La question essentielle est notamment de rendre transparents les prix - c'est-à-dire les rapports sociaux qui sont camouflés derrière. Cela soulève la question des critères d'évaluation des coûts, des besoins, de l'efficacité. Derrière le débat sur la « clause sociale » dans les rapports de commerce mondiaux, il y a d'abord beaucoup d'hypocrisie (que nous ne saurions cautionner en nous ralliant aux propositions discutées dans les cénacles officiels) mais aussi une vraie question pour le mouvement ouvrier : la mondialisation des échanges et de la production fait désormais jouer la loi de la valeur sur une autre échelle. Un même produit venant de Corée ou d'Europe incorpore des conditions sociales d'exploitation fort différentes. La problématique de Prébrazjensky apporte à ce débat une approche théorique qui demeure très féconde (67) ; derrière sa formulation des deux « lois » en conflit on peut expliciter plusieurs caractéristiques essentielles de la transition au socialisme :

a/ On ne peut « raisonner en économie fermée ». Car le problème majeur auquel a été, est et sera confrontée la révolution socialiste réside précisément dans cette nécessité d'un « rapport forcé » au capitalisme mondial tant que celui-ci existe. Et il n'est pas irréaliste de supposer que les bastions impérialistes les plus développés seront les

(66) Voir notamment la fort intéressante contribution de Diane Elson au débat Nove/Mandel, "Pour la socialisation du marché" dans *Critique Communiste* n° 106-107, 1991. Voir aussi Michel Dupont, "Contre le socialisme de marché" dans *Critique communiste* n°136, 1994 et les "Brèves réponses" que lui adresse Tony Andréani dans *Critique communiste* n°136, 1994.

(67) Il faut toutefois critiquer ses faiblesses : pas d'analyse de la bureaucratie, "scientisme" de certaines formulations sur la "loi d'accumulation primitive socialiste" sur le dos de l'agriculture, etc.

derniers à résister. Il y a donc nécessairement deux logiques sociales d'accumulation radicalement en conflit.

b/ Ce qui est « coût » pour un capitaliste (le temps de formation, de débat, la santé et la sécurité du travailleur, un rythme et des rapports humains de travail, etc.) peut être « besoin » et source de productivité et d'efficacité dans un système d'autogestion (68). Il y a aujourd'hui dans l'offensive capitaliste mondiale un choc de systèmes où les critères d'efficacité qui s'imposent sont ceux du capitalisme qui parvient le mieux à réduire, de son point de vue, tous les coûts.

c/ Le point de vue socialiste ne peut être que conscient, fondé sur des jugements explicites ; jugements sur les fins, d'abord : quels besoins fondamentaux doivent être satisfaits pour tous, quelle qualité de rapports humains, quelle écologie, quelle technologie, quelle organisation de la vie, quelles dépendances extérieures et quelles solidarités... ?) ; et donc aussi jugements sur les moyens. C'est pourquoi **le marché ne peut pas être un régulateur socialiste**.

Mais cela ne veut pas dire que l'on ne peut pas et ne doit pas utiliser la monnaie, les prix, le marché, ou plutôt un certain marché. Ce dernier, comme le formulait autrefois Trotsky, peut être un moyen de vérification du plan (69). Il doit dans tous les cas être « socialisé », c'est-à-dire d'une part être soumis au contrôle des travailleurs et usagers (transparence sur les prix, avons-nous déjà dit, donc sur les conditions de production ; mais aussi contrôle de la qualité. Mais c'est aussi aux populations concernées de décider ce qui doit être laissé au marché (et au financement privé) ou être planifié (avec des fonds publics assurés). C'est également à un régulateur démocratique qu'il revient de faire périodiquement le bilan de ces choix.

Si le marché doit être socialisé, le plan également : dans ses procédures d'évaluation des besoins et des ressources, dans les contrôles de ses résultats et des conditions de production (quel temps de travail et de loisir, quel mode de distribution... ?). Heureusement pour nous, il n'est ni nécessaire ni utile de tout planifier. L'initiative individuelle et collective doit toujours permettre l'innovation et sa généralisation quand elle s'avère efficace : il faut briser à la fois les monopoles qui empêchent les choix et la compétition marchande dont la logique est d'éliminer les concurrents. Le mode de régulation et de distribution doit être tel qu'un individu, ou un collectif de production qui innove y gagne tout en faisant profiter les autres collectifs de cette innovation (les gains de productivité peuvent être mesurés à l'échelle d'une branche, d'une région en permettant alors soit des gains de salaires, soit des améliorations de conditions de travail ou d'existence).

3. La démocratie socialiste.

La vie politique des pays occidentaux illustre de plus en plus les limites de la démocratie bourgeoise ; avec l'indépendance des Banques centrales, le néo-libéralisme prétend désormais officialiser le fait qu'une bonne part de la gestion de l'économie est à

(68) Cf. en conclusion du livre *Le marché contre l'autogestion* (p.292-295) le débat avec Henri Lepage. Ce dernier reprend dans son ouvrage *Autogestion et capitalisme* des modélisations de firmes autogestionnaires dans un environnement marchand et "démontre" la supériorité de la firme capitaliste.

(69) Cf. "Conditions et méthodes de l'économie planifiée", *Critique communiste* n°106-107, 1991.

l'écart du débat politique. Inversement, le simple rejet des « libertés formelles » de la bourgeoisie s'est souvent transformé en caricature de démocratie. Notre courant a déjà avancé dans l'élaboration sur ce terrain (70).

Cependant, sur ce plan, les débats nécessaires sont bien plus complexes que généralement prévus. Il faudra reprendre et pousser la discussion sur les formes et les conditions d'exercice de la démocratie directe et indirecte, les libertés individuelles et collectives (représentation des femmes, des travailleurs, des minorités et communautés nationales, etc.), la place des partis et des institutions de défense d'intérêts particuliers dans la mise en oeuvre de cette démocratie.

4. Revenir sur l'analyse des sociétés bureaucratiques.

Les concepts pour analyser ces sociétés - lorsqu'ils rejettent l'appellation de « socialiste » que bourgeoisie et stalinien ont utilisé pendant des décennies- ont tous en commun de désigner une société où les travailleurs restent dominés et exploités. Le principal reproche fait à la notion « d'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré » ou « déformé » est qu'elle laisse à penser que les ouvriers sont au pouvoir. Certains pensent qu'elle est en elle-même porteuse d'un « soutien critique » à la bureaucratie. Les autres concepts (capitalisme d'Etat, Etat bureaucratique ou nouvelle société de classe) marqueraient de ce point de vue un rapport de conflit de classe, donc plus tranché. Ils ont pour leurs défenseurs la vertu d'exprimer par eux mêmes une position de critique plus radicale contre la bureaucratie. Et c'est vrai dans la forme.

Pourtant, sur le fond, la notion « d'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré » n'empêche pas de parler de dictature de la bureaucratie et de révolution anti-bureaucratique, ni d'exploitation, ni de se préoccuper d'analyser concrètement ce que furent les réformes de ces sociétés, leur histoire. Elle ne protège certes pas des opportunistes - mais se marie aussi très bien avec tous les sectarismes. Et l'on peut avec le même concept être pour ou contre *Solidarnosc*, pour ou contre l'intervention soviétique en Afghanistan, pour ou contre Milosevic, de même que sont possibles les convergences d'analyses concrètes avec ceux qui partagent d'autres concepts (par exemple en soutien de *Solidarnosc*, ou dans la lutte contre l'actuel processus de restauration capitaliste).

Paradoxalement, les conditions pour mener sérieusement le débat sur les concepts désignant l'URSS surgissent peut-être avec sa crise et donc avec une perte relative d'intérêt pour ces débats-là. Il faut pourtant les mener non seulement pour faire le bilan du passé mais pour éclairer le présent. Même si les démarcations essentielles ne jouent pas sur ce débat mais sur l'attitude face à la restauration capitaliste en cours dans ces sociétés : **est-ce un progrès ou faut-il y résister ?**

Les difficultés de la restauration capitaliste - et les retournements de l'opinion populaire en l'espace de trois ans en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Hongrie, en Russie permettent de mesurer plus sérieusement ce qu'il y avait à perdre dans ce processus-là. La notion « d'acquis » est toujours porteuse de faux débats - elle revient dans le langage populaire à l'Est pour désigner ce qui était au moins perçu comme des droits fondamentaux (pervertis, jamais pleinement réalisés par le système) : droit au travail, au transport, à la santé, à la culture pour tous. La grande majorité des

(70) Cf. "Démocratie socialiste et dictature du prolétariat", résolution adoptée au XI^e Congrès de la IV^e Internationale.

travailleurs des pays de l'Est est hostile à la privatisation dans tous ces domaines - et à la privatisation des grandes entreprises. Mais est-ce que cela donne le rapport de force, les moyens financiers, le pouvoir d'y opposer une alternative socialiste ?

Si les travailleurs n'avaient pas le pouvoir, la bureaucratie régnait en leur nom, sur leur dos - c'est à dire de façon spécifique rendant difficile l'indépendance de classe. Un mouvement ouvrier indépendant se forgera avec l'extension réelle des mécanismes marchands et de la propriété privée capitaliste. Bref, avec l'émergence d'une réelle classe bourgeoise.

Ceux qui estiment (à tort selon nous) que le stalinisme et sa crise sont le prix à payer pour « l'utopie bolchevique » doivent de leur côté tirer le bilan des expériences réformistes à l'Ouest. Mais ils sont aussi en tout état de cause confrontés à l'Est à la réalité de l'offensive restaurationniste. Quel est leur jugement ? Que proposent-ils comme perspective alternative ?

Face au désordre mondial, la défense d'une alternative socialiste est plus que jamais nécessaire. Elle demande un langage, un programme et des forces sociales mobilisées contre tout ce qui est « *inhumain* », c'est-à-dire inacceptable d'un point de vue humain : le chômage, la marginalité, le non accès à des droits fondamentaux pour l'existence matérielle, la démocratie, la dignité - droit au logement, à la santé, à l'éducation, au travail, au loisir, à la paix. Le processus de restauration capitaliste en cours à l'Est, la « globalisation » capitaliste signifie aussi une nouvelle échelle, un espace universel pour juger ce que sont les besoins fondamentaux qui relèvent aujourd'hui d'une véritable Charte des « droits de l'être humain » - et quels sont les moyens à mettre en oeuvre pour y répondre.

Petit guide de lecture

L'une des difficultés majeures, lorsque l'on veut aborder la théorie marxiste, est qu'il devient de plus en plus difficile aujourd'hui de se procurer les ouvrages de base. Outre les références signalées dans chacun des chapitres, on propose donc ici, à titre de lecture complémentaire, et de manière forcément arbitraire, quelques ouvrages suffisamment récents.

Cela vaut la peine de lire *Le Capital* et on peut le faire de différentes manières, par exemple en s'attachant à la rigueur de la construction, ou au contraire en confrontant le texte de Marx à la réalité du capitalisme contemporain. Le Livre 1 est relativement accessible, par exemple dans la collection Champs de Flammarion, ou dans une nouvelle traduction (où la plus-value devient *survaleur*) récemment publiée aux PUF, dans la collection « Quadrige ». Les deux autres livres seront plus difficiles à dénicher, aux Editions Sociales. Reste La Pléiade.

Le *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel a été réédité chez Christian Bourgois en 1986, en un seul volume. Bien qu'écrit en 1962, il s'agit là d'une somme qui offre une présentation originale, copieuse et tonique de la théorie marxiste.

On dispose depuis peu de deux introductions utiles. Il y a d'abord l'*Introduction à l'économie de Marx* de Pierre Salama et Tran Hai Hac, aux éditions La Découverte, collection « Repères » : petit livre dense et brillant, paru en 1993. Le livre de Jacques Gouverneur, *Les fondements de l'économie capitaliste*, paru aux éditions l'Harmattan en 1994, propose quant à lui une introduction extrêmement rigoureuse, accompagnée d'un remarquable effort pédagogique.

L'une des meilleures synthèses de la dynamique du capitalisme économique, d'inspiration « marxisto-régulationniste », est sans doute *Rythmes économiques, crises et changement social - une perspective historique*, que Pierre Dockès et Bernard Rosier ont publié en 1983 (éditions La Découverte/Maspero). C'est un livre copieux, mais clair, et d'accès relativement aisé. A défaut, on lira avec profit *Les théories des crises économiques* de Bernard Rosier, publié à la Découverte dans la collection Repères en 1987.